

سكرا من الوطن

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12413 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 25 DÉCEMBRE 1984

Succession à Malte

Le retrait de M. Dom Mintoff, premier ministre de Malte, au profit de son dauphin désigné, M. Carmelo Mifsud Bonnici, n'est pas à proprement parler une surprise. Depuis les élections législatives de 1981, remportées de justesse par le Parti travailliste grâce au découpage des circonscriptions, on disait le chef de gouvernement de La Valette décidé à céder la place au « numéro deux » du Labour, dont il avait fait, l'an dernier, son vice-premier ministre. Moins pour des raisons politiques qu'en raison de son âge — il a soixante-huit ans et son successeur cinquante et un — et de son état de santé, qui se serait récemment dégradé.

Cette succession ouvre une période de grande incertitude. Sur le plan intérieur, M. Bonnici va devoir préparer les élections de 1986 dans des conditions difficiles. Le succès travailliste de 1981 est apparu bien relatif, et, depuis, la très vive controverse entre le gouvernement et la puissante Eglise catholique, à propos de l'école en particulier, n'a rien fait pour dissiper la malaise, bien au contraire. Il est vrai que c'est précisément l'habileté de M. Bonnici qui avait permis au pouvoir de trouver un compromis et de se sortir, vaillamment, d'une querelle où il avait beaucoup plus à perdre qu'à gagner.

Le Parti travailliste a tout lieu, actuellement, de se craindre minoritaire dans l'opinion, même si certains milieux socio-professionnels, comme ceux des dockers, demeurent favorables à la gauche. La crise économique, en outre, a provoqué une flambée du chômage, qui atteint 20 % de la population active selon l'opposition, 10 % selon le gouvernement.

Mais c'est sur le plan diplomatique que l'on s'interroge le plus quant à l'avenir de Malte. Jusqu'au bout, le prédécesseur de M. Bonnici aura réussi à déconcerter les Occidentaux. Après avoir eu sa « période chinoise », marquée par une certaine tension avec l'URSS et pris ses distances avec son encombrant voisin libyen, à la suite d'une controverse sur l'exploitation des fonds marins, M. Mintoff est revenu à des sentiments beaucoup plus compréhensifs à l'égard du Kremlin comme du colonel Kadhafi. Le 19 novembre, ce dernier est venu signer à Malte un nouveau « traité d'amitié et de coopération » qui prévoit notamment que les troupes de Tripoli pourront aider celles de Malte à garantir la sécurité de l'île.

L'idée pour le moins extensive que se fait le colonel Kadhafi de l'assistance militaire autorisée à cet égard bien des inquiétudes, d'autant plus que M. Mintoff a déclaré caduc l'accord qui le liait à l'Italie. Des inquiétudes que n'a pas dissipées, c'est le moins que l'on puisse dire, dans le camp occidental, la récente visite de M. Mintoff au Kremlin, où il est allé rencontrer M. Tchernomirski le 18 décembre.

Avant de passer le relais à son dauphin, M. Mintoff paraît avoir voulu « verrouiller » soigneusement la diplomatie de son pays en direction de Tripoli et de Moscou. Il est vrai que la conception assez zigzagante de la neutralité maltaise qui a prévalu à La Valette ces dernières années ne permet pas, en l'état actuel des choses, d'y voir un choix définitif.

(Lire nos informations page 4.)

Sanglante reprise du terrorisme en Italie

L'attentat contre le train Naples-Milan qui a provoqué la mort d'au moins dix-sept voyageurs est généralement attribué à l'extrême droite

Une bombe a retardement a explosé le dimanche 23 décembre à bord du rapide Naples-Milan, alors que le train se trouvait engagé à l'intérieur du tunnel de Sambro, long de 19 kilomètres, au nord de Florence. Selon un bilan officiel provisoire publié ce lundi matin, dix-sept voyageurs ont été tués, et soixante-neuf blessés. L'attentat a été revendiqué par diverses organisations, la plupart d'extrême droite, mais aussi au nom des Brigades rouges, sans que l'on puisse encore l'attribuer avec certitude à un groupe particulier.

Rome. — Un massacre aveugle dans un train bondé, à la veille des fêtes : dix-sept morts, soixante-neuf blessés. Des chiffres encore provisoires, même si après une nuit d'effort, pompiers, policiers et carabinieri ont réussi à sortir la plupart des corps coincés au milieu des débris déformés des deux voitures de deuxième classe détruites par l'explosion d'une forte puissance.

Il y a un peu plus de dix ans, le 4 août 1974, presque au même endroit, un engin explosif dans le train Italicus avait fait douze morts. L'Italie semble à nouveau plongée dans le cauchemar des années de la « stratégie de la tension », menée à coups de bombes par le terrorisme d'extrême droite. D'énormes titres barrent la première page des quotidiens du 24 décembre : « Un autre

De notre correspondant

massacre dans le tunnel de l'Italicus » (« Corriere della Sera »), « Massacre : pire que l'Italicus » (« Il Messaggero »).

19 h 15, dimanche soir : le rapide 905 Naples-Milan était au milieu du tunnel de San-Benedetto-Val-di-Sambro, long de près de 19 kilomètres, qui traverse l'Apennin entre Florence et Bologne. La bombe a éclaté dans la neuvième voiture de seconde classe, où il y avait près de cent personnes, dont de nombreux voyageurs debout dans le couloir. Le chef de train a aussitôt bloqué le convoi au milieu de la galerie. Un autre train venant en direction opposée s'est, lui aussi, arrêté, à l'autre bout du tunnel.

Les voyageurs ont été pris de panique. Ils sont sortis du wagon au milieu d'une épaisse fumée, à demi suffoqués. Un cheminot de Bologne, M. Gioacchino Bianconelli, décrit ainsi la scène : « On aurait cru la fin du monde. Des cris, des hurlements. Une femme, le visage ensanglanté, avec une petite fille qui

s'agrippait à son manteau, essayait de fuir la voiture pulvérisée. Un passage semblait être pris de folie. Nous avons tenté de les calmer et, grâce au téléphone de secours installé dans le tunnel, nous avons averti les gares les plus proches. »

Des passagers, sortis presque indemnes des deux voitures détruites par la bombe, témoignaient, à peine arrivés dans les hôpitaux de Bologne. « Je dormais et j'ai senti brusquement le train s'arrêter comme quand on tire le signal d'alarme. J'avais le visage couvert de sang. Le wagon semblait totalement détruit. Il n'y avait plus de vitre, plus de cloison entre les compartiments », a déclaré l'un d'eux.

Les premiers secours sont arrivés aussitôt sur les lieux. On craignait le pire, parce que l'explosion avait eu lieu en plein tunnel, contrairement à ce qui s'était passé il y a dix ans. L'épaisse fumée qui se dégageait des deux voitures touchées avait envahi toute la galerie.

(Interim)

(Lire la suite page 4.)

La vieille garde l'emporte à Moscou

Le choix du maréchal Sokolov comme ministre de la défense confirme le primat des « anciens »

Les obsèques du maréchal Oustinov, où l'on a remarqué l'absence de M. Tchernomirski, se sont déroulées le lundi 24 décembre, à partir de 11 heures (heure française) sur la place Rouge. Pendant deux jours, plusieurs centaines de milliers de Moscovites avaient défilé, par une température de -15 degrés, devant la dépouille mortelle de l'ancien ministre de la défense, à la Maison des syndicats, où s'étaient rendus samedi les membres du Politburo, notamment M. Tchernomirski et M. Gorbatchev, resté la veille de son voyage en Grande-Bretagne. Le même jour, le maréchal Sokolov, jusque-là premier vice-ministre, avait été nommé ministre de la défense.

Décidément, la direction soviétique ne fait pas preuve d'innovation pour combler les vides que la nature inflige à la gérontocratie ambiante.

Parmi les trois candidats possibles pour la succession du maréchal Oustinov au ministère de la défense, le nom du maréchal Sokolov apparaissait comme le choix à la fois le plus « facile » et le moins probable, du moins au regard de l'efficacité et du simple bon sens.

D'abord parce qu'il est, à soixante-trois ans, le plus vieux « nouveau » ministre de la défense que l'URSS ait connu, sur les douze personnes qui se sont succédées à ce poste depuis 1917, de Trotski à Oustinov en passant par Vorochilov, Staline, Boulganine et Joukov. Ensuite

parce que, à l'heure des défis de la guerre des étoiles et des nouvelles technologies, cet homme des blindés représente la branche la plus conventionnelle de l'appareil militaire : à défaut du maréchal Ogarkov, connu pour ses prises de position modernistes, mais écarté en septembre, le choix de son successeur, le maréchal Akhromiev, de douze ans son cadet, aurait donné de meilleures garanties de dynamisme.

Du moins, cette nomination marque un retour des militaires professionnels au sommet de leur hiérarchie, la reprise de la formule en vigueur depuis Khrouchchev (avec Joukov, Malinovsky et Gretchko) après l'épisode du « civil » Oustinov.

C'est une satisfaction pour cet Etat dans l'Etat que sont devenues les forces armées, mais celle-ci ne sera complète que si le maréchal Sokolov se voit accorder dans la foulée un siège au Politburo, comme tous ses prédécesseurs depuis le maréchal Gretchko en 1973.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Point de vue

Juridisme et opportunisme

par OLIVIER DUHAMEL (*)

contraintes du pouvoir bénéficient maintenant des délices de l'opposition, et réciproquement. La gauche évoque les « deux » communautés, canaque et caldoche ; la droite invoque « la » population, une et indivisible.

Autre illustration, plus grave peut-être, puisque plus solennelle, la déclaration des sept chefs d'Etat et chefs de gouvernement d'avant 1981 affirmant que « c'est l'ensemble des citoyens français habitant la Nouvelle-Calédonie qui doivent être appelés à se prononcer sur le statut de la terre où ils vivent. L'instance mise sur la seule solution de l'indépendance revient à les priver de la possibilité de choisir [...] ». Toute démarche qui serait en contradiction avec ces données fondamentales ne peut être que rejetée par le peuple français comme contraire à ses lois, à ses traditions, à ses droits. Cette interprétation de la Constitution est défendable, mais à condition de la défendre en tout temps et en

(*) Professeur de droit public à l'université de Paris-X-Nanterre, directeur de la revue *Pouvoirs*.

tout lieu. Au cas contraire, un juridisme de façade risque de recouvrir un opportunisme fondamental, en vertu duquel les règles strictes de l'Etat de droit ne valent qu'opposées à vos adversaires.

Concrètement, en 1976, le premier ministre, M. Raymond Barre, a présenté, au président M. Valéry Giscard d'Estaing, une promesse de loi pour le référendum préparant l'indépendance de Djibouti, en vertu de laquelle seuls voteraient au référendum les résidents de plus de trois ans. En 1962, le président Charles de Gaulle a voulu, le premier ministre M. Michel Debré a signé un projet de référendum sur la ratification des accords d'Évian organisant l'accession à l'indépendance de l'Algérie, lequel excluait les départements algériens de la consultation référendaire d'avril. Les Algériens attendent juillet 1962 pour se prononcer.

(Lire la suite page 6.)

(1) Voir « Cohabiter en politique », *Le Monde*, 31 octobre 1984.
(2) Voir Pierre Avril et Jean Gicquel, « Chronique constitutionnelle », *Pouvoirs*, numéro 5, PUF, 1978, page 178.

« Les quatre piliers de la politique industrielle »

Lire, page 18, l'article de M^{me} EDITH CRESSON, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur

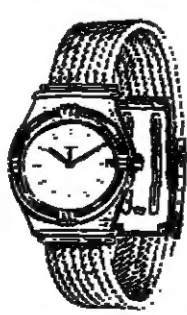
DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Pages 9 à 12

Un bilan de l'activité économique en 1984

Force 10. Précision Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier.



FRED

6, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.45 - Le Clavier, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mandrin, Paris. 21, bd de la Croisade, Cannes - Hôtel Lema, Monaco - Aéroport de Paris-Montparnasse. 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

LE FESTIVAL DE FORT-DE-FRANCE

Carrefour de la guitare

Vingt-huit pays représentés, neuf jours de festival, près de dix mille personnes touchées en tenant compte des concerts et des animations aux quatre coins de la Martinique : le sixième Carrefour mondial de la guitare vient de se tenir au Centre martiniquais d'action culturelle (CMAC) de Fort-de-France.

A l'initiative de Fanny Auguier, le CMAC s'est encore une fois transformé en point chaud. « Conférence mondiale » et « World Center » de la guitare sont d'ailleurs les traductions éloquentes du Carrefour.

Martinique : par sa proximité avec les Amériques et son climat, le lieu de convergence ne manque pas d'arguments. Mais l'idée même de concentrer les énergies et les curiosités sur le plus populaire des instruments modernes est à elle seule une

idée forte. Une idée liée à la culture profonde de l'arc caribbe.

Accord de sensibilités, rassemblement d'imaginaires, confrontation de différences et d'usages, tout transparaît par l'instrument que le Carrefour présente, en tous ses états, depuis 1975.

Des guitares, ici, on en voit de toutes les couleurs et pour tous les goûts : à trois cordes, quatre, romantiques, jazz, basses, avec voisins, ancêtres, parents et alliés (comme le tiple, le balaton ou la cor).

Impensable, ailleurs, de réunir dans la même soirée Arnaud Dumond, musicien dédié à la sensibilité déliée, et Jaco Pastorius, le plus grand bassiste du monde... ainsi qu'il le dit lui-même, bête de scène emportée par la fureur de jouer, entre free et funk, entre Sonny Sharrock et Hendrix, entre chien et loup, comme pour achever le souvenir de sa gloire (Weather Report) ou

s'abandonner à une promesse indécelable.

Devant un public curieux et informé, mais peu gâté en spectacles, ce genre de confrontation, d'échange et de circulation est une des fonctions naturelles du Carrefour. Les maîtres de stage, Léo Brouter, Abel Carlevaro ou Ichiro Suzuki, y contribuent à leur manière, et pas seulement dans leurs prestations remarquables. Les dernières soirées donnent alors la mesure de cette ambition.

Conseiller artistique de festival, Léo Brouter fait jouer à ses stagiaires une pièce rapidement mise au point ensemble. Point de départ, la pluie des tropiques et le chant des grenouilles : celui qui sert de fond sonore à tous les concerts, contrepoint animal aux musiques savantes, qu'on a déjà commencé de regretter.

FRANÇOIS MARMANDE.

(Lire la suite page 13.)

TAPIS PERSAN
sous prix de gros

PIAGET

ALHAMBRA

commentaires

Le Monde

Visages du Kremlin

LES gérants qui tiennent les rênes du pouvoir à Moscou vont-ils bientôt passer la main ? Le choix d'un septuagénaire, le maréchal Sokolov, comme nouveau ministre de la défense montre qu'ils n'y sont pas encore décidés. Cette désignation apparaît pourtant comme une solution de transition, et la mort du maréchal Oustinov, vieux compagnon de Brejnev et solide pilier du régime, comme l'indice possible de la fin d'une époque.

Au même moment, la découverte par l'Occident d'un « jeune » dirigeant soviétique en la personne de M. Mikhail Gorbatchev, récent visiteur de M^{me} Thatcher en Grande-Bretagne, prend valeur de symbole.

On s'était tellement habitué au cours des dernières années à ne voir dans les maîtres de l'URSS que des vieillards affaiblis par l'âge ou la maladie, incapables d'une pensée neuve ou d'une initiative originale, que l'apparition d'un quinquagénaire alerte, accompagné d'une femme élégante et avérée, sur la scène internationale a fait sensation. Brusquement, un haut responsable du Kremlin cessait d'être un numéro interchangeable dans la « nomenclature » du pouvoir soviétique et offrait à l'opinion publique le visage d'un homme doté d'une personnalité propre.

NUL ne peut encore dire si M. Gorbatchev, au cas où il serait appelé à succéder à M. Tchernenko, serait enfin le leader capable de débloquent un système aujourd'hui grippé, de moderniser des structures manifestement inadéquates. Après tout, les espoirs placés en l'our Andropov se sont révélés — faute de temps, sans doute — illusoire, et M. Tchernenko lui-même, considéré parfois, à l'époque de Leonid Brejnev, comme un possible renouveau, n'a pas répondu à de telles attentes.

Pourtant, M. Gorbatchev, s'il est bien le dauphin de l'actuel secrétaire général, semble bénéficier d'un atout que ses prédécesseurs n'ont eu que brièvement entre les mains avant d'accéder à la charge suprême : la maîtrise du secteur idéologique, qui a fait l'objet, depuis la mort de Sousslov il y a trois ans, d'une bataille indécise. Or, qui tient l'idéologie a de bonnes chances de tenir le parti, chef de tout changement sérieux. Encore faudrait-il que M. Gorbatchev soit vraiment un partisan du changement — ce que, au-delà des effets d'image, ses propos ne permettent pas encore d'affirmer.

UNE autre clef de l'avenir se situe dans l'armée. Aussi, la disparition du maréchal Oustinov peut-elle marquer également une importante rupture avec le passé. Avec Andreï Gromyko, Dimitri Oustinov était l'un des derniers survivants du groupe qui avait entouré Staline à l'époque de la deuxième guerre mondiale. L'influence qu'il avait acquise à la fin de l'ère Brejnev lui avait conféré le rôle de « faiseur de roi », jadis exercé par Sousslov, et, même s'il passait pour un modeste au sein de l'équipe dirigeante, il personnifiait assez bien l'immobilité du pouvoir actuel — contre l'aveuglement à l'extérieur, mais aussi contre toute remise en cause de la place de l'armée dans la nation et de son développement éfréné au détriment du reste de la société.

Les Occidentaux scrutent ainsi avec attention les signes de la relève à Moscou, tout en étant conscients qu'ils savent fort peu de chose sur la réalité des événements dont le Kremlin est le théâtre. Quant aux Soviétiques eux-mêmes, il semble qu'ils en sachent encore moins et qu'ils suivent avec indifférence ces diverses péripéties...

THOMAS FERENCZI

Le Monde
dossiers et documents

LA CLASSE OUVRIÈRE EN DÉTRESSE

Dans ce numéro, un second dossier :
LE PCF DANS LA CRISE

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1984
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,50 F

Le Monde

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

par JEAN-PAUL ARON (*)

MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing ont bien tort de se lécher les babines. La France qu'ils appellent à l'impossible revanche — la ne résoudraient pas le problème du chômage, ne transformeraient pas la sensibilité préindustrielle indécrottable du patronat français, n'endigeraient pas mieux que Delors et Bérégovoy la tendance inflationniste chronique de l'économie nationale, — la France dont ils croient représenter éminemment les aspirations conservatrices majoritaires, n'est pas plus authentique que celle, superficiellement progressiste, qui a porté en 1981 la gauche au pouvoir, écume d'une vague profonde que les politiques de tout bord, depuis 1968, échouent à identifier. Sous les débats académiques auxquels les partis dispensent leurs énergies vestigiales, le pays concret prodigue son goût du rien.

Du rien de rien érigé en modèle d'existence et en système de représentation. Il naît subrepticement, vers 1955, de la société naïvement appelée « de croissance » dont les produits ne valent pas plus que des mirages. Et il s'épanouit en 1968, quand, sous prétexte de contester les consommateurs, les « révolutionnaires » revendiquent la gratuité des services de base, du plaisir, de la pensée. Comme si l'enjeu de la civilisation d'abandon n'était pas dans le règne de l'insécurité et les idées derrière les apparences.

Aujourd'hui, c'est le vide radical dont les théologies et les pseudo-pensées n'ont pas su imaginer l'horreur. Et le néo-conservatisme des fortunes et de l'échelle

sociologique, ces nouveaux contrôles sociaux toujours enjoints à vouloir ramener à l'abri de leurs concepts, la collectivité sur ses rails, n'ont pas apprécié, avec la considération qu'il mérite, le phénomène punk. En 1977, il surgit en Angleterre, pas encore ramené par les royalistes pétroliers, le néo-libéralisme et l'ordre moral de M^{me} Thatcher. Une mise en scène provocatrice, des vêtements agressifs, des coupes saignantes de cheveux rouges, vifs, bleus. La dégradation du sens jusque dans son dernier retranchement, le corps repère de nos perceptions affolées. Ils fleurissent en France, dans les milieux populaires, entre 1978 et 1980. Mais, débordant les clivages de classe et la dégradation des cités-dortoirs, c'est une situation générale qu'ils révèlent. L'esprit d'un temps frigidité qu'ils démontent. Implacables et glacés, cruels et dérisoires, messagers éteints d'une époque qui ne réveille, ils ont cependant mené, ils disent une vérité que nos idéologues et nos militants esquivent ou, pis, escamotent à force de théories émollientes sous les faux semblants de la modernité ou d'une utopique renaissance.

En France, à l'aube de 1985, ils sont peu nombreux, folkloriques ou désenchantés. C'est qu'ils transforment leurs désespoirs dans un espace mental et économique qu'on croirait à mille lieues de leurs marginalités équivoques. La France de l'ère post-consumériste est caractérisée, au-delà des fonctions et des appellations effectives, par l'esprit « cadre », ce pur produit, dans les années 60, de la civilisation technologique triomphante, cette expression idoine de l'égalité nouvelle, à mi-chemin de la hiérarchie bourgeoise des fortunes et de l'échelle

populaire croît tous les jours ! Est-il pensable que l'Amérique travaillienne ait vu syndicats et travailleurs voter des réductions de salaires de 25 % pour éviter des licenciements ? La France de la Révolution, sous régime socialiste de surcroît, n'est-elle pas capable de faire de même ? Et mieux ?

Pourquoi les partenaires de l'UNEDIC se sont-ils mis d'accord pour octroyer à toutes les PME de moins de cent personnes (par exemple) 50 % de l'allocation ASSÉDIC de chaque chômeur embauché ? L'UNEDIC pourrait de son côté octroyer 50 % de remise des charges sociales patronales. Elle y récupérerait en tout cas 50 % des charges patronales qu'elle ne touche pas sur les chômeurs et la quasi-totalité des charges salariales des chômeurs redevenant travailleurs.

Un plan important de notre économie pourrait être relancé, notamment dans les services au sens moderne du terme, par ce système qu'on pourrait qualifier d'allocation de « réemploi ». Face aux quelque 500 000 chômeurs qui résulteraient de la modernisation des grandes entreprises des secteurs en perte de vitesse, l'incitation à l'embauche par les PME et à la création de nou-

velles entreprises grâce à cette allocation de réemploi peut représenter plus de 500 000 nouveaux emplois.

HUGUETTE IMBERT-VIER
(Paris)

Train de vie
De temps à autre, je suis scandalisé par le train de vie des agents de l'Etat. J'ai été ce matin au coin de la rue de Lille et de la rue des Saints-Pères, où j'ai vu une femme très élégante sortir d'une maison et serrer la main de deux flics chargés de la surveillance de l'appartement de M. Defferre. C'était, vous l'avez deviné, M^{me} Defferre. J'ai mesuré le coût d'un ministre d'Etat de soixante-quatre ans, de même que des épouses de ministres, car une voiture avec un chauffeur l'attendait sur le trottoir. Subitement, j'ai compris la distance qui existait entre eux et moi, citoyens à qui l'on attend de travailler à cinquante-cinq ans, qui ai été cambriolés trois fois sans qu'aucune autorité s'en inquiète. Veuillez excuser le goût amer que j'ai dans la bouche.

LUCIEN MARMOUGET
(Orsay)

COURRIER

Le chapeau de M. Chirac
J'apprécie, en général, beaucoup l'humour de M^{me} Claude Sarrante. En revanche, il me semble qu'elle ironise mal à propos, dans le cas de son article « Souvenir de Jérusalem » paru dans le Monde du 13 décembre 1984.

« On était écroulé de rire », écrit-elle à propos d'une séquence de TF 1 montrant M. Jacques Chirac coiffé d'un chapeau dans une synagogue à Rennes ? Cela me ferait plaisir, l'accusant de vouloir par là « rechercher le vote juif ».

Ayant accompagné M. Jacques Chirac en Israël, je peux témoigner que tous ceux qui l'ont suivi, y compris de nombreux journalistes, ne partageaient pas l'hilarité de M^{me} Claude Sarrante. La télévision a filmé, alors que nous étions tous la gorge serrée d'émotion à la suite de la visite du Yad Va Shem, le mémorial de la déportation des juifs où le maître de Paris allait déposer une couronne et signer la flamme dans une salle du souvenir où l'obligation est — comme dans une synagogue — d'avoir la tête couverte. C'est ce qui expliquait le chapeau en question. Qu'aurait écrit M^{me} Sarrante si M. Jacques Chirac avait mis une calotte au lieu d'un chapeau ?

CLAUDE GÉRARD MARCUS
député de Paris

Promesses, promesses...
Lors de l'émission « Parlons France », M. Fabius annonçait, le 16 octobre dernier, deux mesures destinées à pallier, dans l'immédiat, les carences subies par les demandeurs d'emploi non ou mal indemnisés, à savoir : des exonérations débloquées pour nous éviter la soupe populaire, une allocation de 40 F par jour aux demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante ans (je n'ai pas encore compris pourquoi ceux-ci sont « plus démunis » que les non-indemnisés de moins de cinquante ans).

Plus de deux mois ont passé, j'ai cinquante et un ans. A toutes mes demandes aux Assédic concernant ces 40 F il me fut répondu : « Nous ne savons rien d'autre de ce sujet que

« RECTIFICATIF. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article de M. Jacques Muglioni, « L'École doit instruire » (Le Monde du 18 décembre). Dans le deuxième paragraphe il fallait lire : « Car depuis quatre-vingt ans, le septième paragraphe : « Tout se passe comme si les prédicateurs de la rénovation... » (et non pas les prédicateurs).

Pour une allocation de « réemploi »
N'est-il pas incroyable que les syndicats français, fiers à 2 300 000 chômeurs et une menace croissante de « désemploi » dans les secteurs à sureffectifs, en soient encore à appeler leurs adhérents à lutter pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour la réduction du nombre d'heures de travail avec le même salaire ? Alors que la fréquentation de la soupe

populaire croît tous les jours ! Est-il pensable que l'Amérique travaillienne ait vu syndicats et travailleurs voter des réductions de salaires de 25 % pour éviter des licenciements ? La France de la Révolution, sous régime socialiste de surcroît, n'est-elle pas capable de faire de même ? Et mieux ?

Pourquoi les partenaires de l'UNEDIC se sont-ils mis d'accord pour octroyer à toutes les PME de moins de cent personnes (par exemple) 50 % de l'allocation ASSÉDIC de chaque chômeur embauché ? L'UNEDIC pourrait de son côté octroyer 50 % de remise des charges sociales patronales. Elle y récupérerait en tout cas 50 % des charges patronales qu'elle ne touche pas sur les chômeurs et la quasi-totalité des charges salariales des chômeurs redevenant travailleurs.

Un plan important de notre économie pourrait être relancé, notamment dans les services au sens moderne du terme, par ce système qu'on pourrait qualifier d'allocation de « réemploi ». Face aux quelque 500 000 chômeurs qui résulteraient de la modernisation des grandes entreprises des secteurs en perte de vitesse, l'incitation à l'embauche par les PME et à la création de nou-

velles entreprises grâce à cette allocation de réemploi peut représenter plus de 500 000 nouveaux emplois.

HUGUETTE IMBERT-VIER
(Paris)

Train de vie
De temps à autre, je suis scandalisé par le train de vie des agents de l'Etat. J'ai été ce matin au coin de la rue de Lille et de la rue des Saints-Pères, où j'ai vu une femme très élégante sortir d'une maison et serrer la main de deux flics chargés de la surveillance de l'appartement de M. Defferre. C'était, vous l'avez deviné, M^{me} Defferre. J'ai mesuré le coût d'un ministre d'Etat de soixante-quatre ans, de même que des épouses de ministres, car une voiture avec un chauffeur l'attendait sur le trottoir. Subitement, j'ai compris la distance qui existait entre eux et moi, citoyens à qui l'on attend de travailler à cinquante-cinq ans, qui ai été cambriolés trois fois sans qu'aucune autorité s'en inquiète. Veuillez excuser le goût amer que j'ai dans la bouche.

LUCIEN MARMOUGET
(Orsay)

COURRIER

Le chapeau de M. Chirac
J'apprécie, en général, beaucoup l'humour de M^{me} Claude Sarrante. En revanche, il me semble qu'elle ironise mal à propos, dans le cas de son article « Souvenir de Jérusalem » paru dans le Monde du 13 décembre 1984.

« On était écroulé de rire », écrit-elle à propos d'une séquence de TF 1 montrant M. Jacques Chirac coiffé d'un chapeau dans une synagogue à Rennes ? Cela me ferait plaisir, l'accusant de vouloir par là « rechercher le vote juif ».

Ayant accompagné M. Jacques Chirac en Israël, je peux témoigner que tous ceux qui l'ont suivi, y compris de nombreux journalistes, ne partageaient pas l'hilarité de M^{me} Claude Sarrante. La télévision a filmé, alors que nous étions tous la gorge serrée d'émotion à la suite de la visite du Yad Va Shem, le mémorial de la déportation des juifs où le maître de Paris allait déposer une couronne et signer la flamme dans une salle du souvenir où l'obligation est — comme dans une synagogue — d'avoir la tête couverte. C'est ce qui expliquait le chapeau en question. Qu'aurait écrit M^{me} Sarrante si M. Jacques Chirac avait mis une calotte au lieu d'un chapeau ?

CLAUDE GÉRARD MARCUS
député de Paris

Promesses, promesses...
Lors de l'émission « Parlons France », M. Fabius annonçait, le 16 octobre dernier, deux mesures destinées à pallier, dans l'immédiat, les carences subies par les demandeurs d'emploi non ou mal indemnisés, à savoir : des exonérations débloquées pour nous éviter la soupe populaire, une allocation de 40 F par jour aux demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante ans (je n'ai pas encore compris pourquoi ceux-ci sont « plus démunis » que les non-indemnisés de moins de cinquante ans).

Plus de deux mois ont passé, j'ai cinquante et un ans. A toutes mes demandes aux Assédic concernant ces 40 F il me fut répondu : « Nous ne savons rien d'autre de ce sujet que

« RECTIFICATIF. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article de M. Jacques Muglioni, « L'École doit instruire » (Le Monde du 18 décembre). Dans le deuxième paragraphe il fallait lire : « Car depuis quatre-vingt ans, le septième paragraphe : « Tout se passe comme si les prédicateurs de la rénovation... » (et non pas les prédicateurs).

Pour une allocation de « réemploi »
N'est-il pas incroyable que les syndicats français, fiers à 2 300 000 chômeurs et une menace croissante de « désemploi » dans les secteurs à sureffectifs, en soient encore à appeler leurs adhérents à lutter pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour la réduction du nombre d'heures de travail avec le même salaire ? Alors que la fréquentation de la soupe

populaire croît tous les jours ! Est-il pensable que l'Amérique travaillienne ait vu syndicats et travailleurs voter des réductions de salaires de 25 % pour éviter des licenciements ? La France de la Révolution, sous régime socialiste de surcroît, n'est-elle pas capable de faire de même ? Et mieux ?

Pourquoi les partenaires de l'UNEDIC se sont-ils mis d'accord pour octroyer à toutes les PME de moins de cent personnes (par exemple) 50 % de l'allocation ASSÉDIC de chaque chômeur embauché ? L'UNEDIC pourrait de son côté octroyer 50 % de remise des charges sociales patronales. Elle y récupérerait en tout cas 50 % des charges patronales qu'elle ne touche pas sur les chômeurs et la quasi-totalité des charges salariales des chômeurs redevenant travailleurs.

Un plan important de notre économie pourrait être relancé, notamment dans les services au sens moderne du terme, par ce système qu'on pourrait qualifier d'allocation de « réemploi ». Face aux quelque 500 000 chômeurs qui résulteraient de la modernisation des grandes entreprises des secteurs en perte de vitesse, l'incitation à l'embauche par les PME et à la création de nou-

velles entreprises grâce à cette allocation de réemploi peut représenter plus de 500 000 nouveaux emplois.

HUGUETTE IMBERT-VIER
(Paris)

Train de vie
De temps à autre, je suis scandalisé par le train de vie des agents de l'Etat. J'ai été ce matin au coin de la rue de Lille et de la rue des Saints-Pères, où j'ai vu une femme très élégante sortir d'une maison et serrer la main de deux flics chargés de la surveillance de l'appartement de M. Defferre. C'était, vous l'avez deviné, M^{me} Defferre. J'ai mesuré le coût d'un ministre d'Etat de soixante-quatre ans, de même que des épouses de ministres, car une voiture avec un chauffeur l'attendait sur le trottoir. Subitement, j'ai compris la distance qui existait entre eux et moi, citoyens à qui l'on attend de travailler à cinquante-cinq ans, qui ai été cambriolés trois fois sans qu'aucune autorité s'en inquiète. Veuillez excuser le goût amer que j'ai dans la bouche.

LUCIEN MARMOUGET
(Orsay)

COURRIER

Le chapeau de M. Chirac
J'apprécie, en général, beaucoup l'humour de M^{me} Claude Sarrante. En revanche, il me semble qu'elle ironise mal à propos, dans le cas de son article « Souvenir de Jérusalem » paru dans le Monde du 13 décembre 1984.

« On était écroulé de rire », écrit-elle à propos d'une séquence de TF 1 montrant M. Jacques Chirac coiffé d'un chapeau dans une synagogue à Rennes ? Cela me ferait plaisir, l'accusant de vouloir par là « rechercher le vote juif ».

Ayant accompagné M. Jacques Chirac en Israël, je peux témoigner que tous ceux qui l'ont suivi, y compris de nombreux journalistes, ne partageaient pas l'hilarité de M^{me} Claude Sarrante. La télévision a filmé, alors que nous étions tous la gorge serrée d'émotion à la suite de la visite du Yad Va Shem, le mémorial de la déportation des juifs où le maître de Paris allait déposer une couronne et signer la flamme dans une salle du souvenir où l'obligation est — comme dans une synagogue — d'avoir la tête couverte. C'est ce qui expliquait le chapeau en question. Qu'aurait écrit M^{me} Sarrante si M. Jacques Chirac avait mis une calotte au lieu d'un chapeau ?

CLAUDE GÉRARD MARCUS
député de Paris

Promesses, promesses...
Lors de l'émission « Parlons France », M. Fabius annonçait, le 16 octobre dernier, deux mesures destinées à pallier, dans l'immédiat, les carences subies par les demandeurs d'emploi non ou mal indemnisés, à savoir : des exonérations débloquées pour nous éviter la soupe populaire, une allocation de 40 F par jour aux demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante ans (je n'ai pas encore compris pourquoi ceux-ci sont « plus démunis » que les non-indemnisés de moins de cinquante ans).

Plus de deux mois ont passé, j'ai cinquante et un ans. A toutes mes demandes aux Assédic concernant ces 40 F il me fut répondu : « Nous ne savons rien d'autre de ce sujet que

« RECTIFICATIF. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article de M. Jacques Muglioni, « L'École doit instruire » (Le Monde du 18 décembre). Dans le deuxième paragraphe il fallait lire : « Car depuis quatre-vingt ans, le septième paragraphe : « Tout se passe comme si les prédicateurs de la rénovation... » (et non pas les prédicateurs).

Pour une allocation de « réemploi »
N'est-il pas incroyable que les syndicats français, fiers à 2 300 000 chômeurs et une menace croissante de « désemploi » dans les secteurs à sureffectifs, en soient encore à appeler leurs adhérents à lutter pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour la réduction du nombre d'heures de travail avec le même salaire ? Alors que la fréquentation de la soupe

populaire croît tous les jours ! Est-il pensable que l'Amérique travaillienne ait vu syndicats et travailleurs voter des réductions de salaires de 25 % pour éviter des licenciements ? La France de la Révolution, sous régime socialiste de surcroît, n'est-elle pas capable de faire de même ? Et mieux ?

Pourquoi les partenaires de l'UNEDIC se sont-ils mis d'accord pour octroyer à toutes les PME de moins de cent personnes (par exemple) 50 % de l'allocation ASSÉDIC de chaque chômeur embauché ? L'UNEDIC pourrait de son côté octroyer 50 % de remise des charges sociales patronales. Elle y récupérerait en tout cas 50 % des charges patronales qu'elle ne touche pas sur les chômeurs et la quasi-totalité des charges salariales des chômeurs redevenant travailleurs.

Un plan important de notre économie pourrait être relancé, notamment dans les services au sens moderne du terme, par ce système qu'on pourrait qualifier d'allocation de « réemploi ». Face aux quelque 500 000 chômeurs qui résulteraient de la modernisation des grandes entreprises des secteurs en perte de vitesse, l'incitation à l'embauche par les PME et à la création de nou-

velles entreprises grâce à cette allocation de réemploi peut représenter plus de 500 000 nouveaux emplois.

HUGUETTE IMBERT-VIER
(Paris)

Train de vie
De temps à autre, je suis scandalisé par le train de vie des agents de l'Etat. J'ai été ce matin au coin de la rue de Lille et de la rue des Saints-Pères, où j'ai vu une femme très élégante sortir d'une maison et serrer la main de deux flics chargés de la surveillance de l'appartement de M. Defferre. C'était, vous l'avez deviné, M^{me} Defferre. J'ai mesuré le coût d'un ministre d'Etat de soixante-quatre ans, de même que des épouses de ministres, car une voiture avec un chauffeur l'attendait sur le trottoir. Subitement, j'ai compris la distance qui existait entre eux et moi, citoyens à qui l'on attend de travailler à cinquante-cinq ans, qui ai été cambriolés trois fois sans qu'aucune autorité s'en inquiète. Veuillez excuser le goût amer que j'ai dans la bouche.

LUCIEN MARMOUGET
(Orsay)

COURRIER

Le chapeau de M. Chirac
J'apprécie, en général, beaucoup l'humour de M^{me} Claude Sarrante. En revanche, il me semble qu'elle ironise mal à propos, dans le cas de son article « Souvenir de Jérusalem » paru dans le Monde du 13 décembre 1984.

« On était écroulé de rire », écrit-elle à propos d'une séquence de TF 1 montrant M. Jacques Chirac coiffé d'un chapeau dans une synagogue à Rennes ? Cela me ferait plaisir, l'accusant de vouloir par là « rechercher le vote juif ».

Ayant accompagné M. Jacques Chirac en Israël, je peux témoigner que tous ceux qui l'ont suivi, y compris de nombreux journalistes, ne partageaient pas l'hilarité de M^{me} Claude Sarrante. La télévision a filmé, alors que nous étions tous la gorge serrée d'émotion à la suite de la visite du Yad Va Shem, le mémorial de la déportation des juifs où le maître de Paris allait déposer une couronne et signer la flamme dans une salle du souvenir où l'obligation est — comme dans une synagogue — d'avoir la tête couverte. C'est ce qui expliquait le chapeau en question. Qu'aurait écrit M^{me} Sarrante si M. Jacques Chirac avait mis une calotte au lieu d'un chapeau ?

CLAUDE GÉRARD MARCUS
député de Paris

Promesses, promesses...
Lors de l'émission « Parlons France », M. Fabius annonçait, le 16 octobre dernier, deux mesures destinées à pallier, dans l'immédiat, les carences subies par les demandeurs d'emploi non ou mal indemnisés, à savoir : des exonérations débloquées pour nous éviter la soupe populaire, une allocation de 40 F par jour aux demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante ans (je n'ai pas encore compris pourquoi ceux-ci sont « plus démunis » que les non-indemnisés de moins de cinquante ans).

Plus de deux mois ont passé, j'ai cinquante et un ans. A toutes mes demandes aux Assédic concernant ces 40 F il me fut répondu : « Nous ne savons rien d'autre de ce sujet que

« RECTIFICATIF. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article de M. Jacques Muglioni, « L'École doit instruire » (Le Monde du 18 décembre). Dans le deuxième paragraphe il fallait lire : « Car depuis quatre-vingt ans, le septième paragraphe : « Tout se passe comme si les prédicateurs de la rénovation... » (et non pas les prédicateurs).

Pour une allocation de « réemploi »
N'est-il pas incroyable que les syndicats français, fiers à 2 300 000 chômeurs et une menace croissante de « désemploi » dans les secteurs à sureffectifs, en soient encore à appeler leurs adhérents à lutter pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour la réduction du nombre d'heures de travail avec le même salaire ? Alors que la fréquentation de la soupe

populaire croît tous les jours ! Est-il pensable que l'Amérique travaillienne ait vu syndicats et travailleurs voter des réductions de salaires de 25 % pour éviter des licenciements ? La France de la Révolution, sous régime socialiste de surcroît, n'est-elle pas capable de faire de même ? Et mieux ?

Pourquoi les partenaires de l'UNEDIC se sont-ils mis d'accord pour octroyer à toutes les PME de moins de cent personnes (par exemple) 50 % de l'allocation ASSÉDIC de chaque chômeur embauché ? L'UNEDIC pourrait de son côté octroyer 50 % de remise des charges sociales patronales. Elle y récupérerait en tout cas 50 % des charges patronales qu'elle ne touche pas sur les chômeurs et la quasi-totalité des charges salariales des chômeurs redevenant travailleurs.

Un plan important de notre économie pourrait être relancé, notamment dans les services au sens moderne du terme, par ce système qu'on pourrait qualifier d'allocation de « réemploi ». Face aux quelque 500 000 chômeurs qui résulteraient de la modernisation des grandes entreprises des secteurs en perte de vitesse, l'incitation à l'embauche par les PME et à la création de nou-

velles entreprises grâce à cette allocation de réemploi peut représenter plus de 500 000 nouveaux emplois.

HUGUETTE IMBERT-VIER
(Paris)

Train de vie
De temps à autre, je suis scandalisé par le train de vie des agents de l'Etat. J'ai été ce matin au coin de la rue de Lille et de la rue des Saints-Pères, où j'ai vu une femme très élégante sortir d'une maison et serrer la main de deux flics chargés de la surveillance de l'appartement de M. Defferre. C'était, vous l'avez deviné, M^{me} Defferre. J'ai mesuré le coût d'un ministre d'Etat de soixante-quatre ans, de même que des épouses de ministres, car une voiture avec un chauffeur l'attendait sur le trottoir. Subitement, j'ai compris la distance qui existait entre eux et moi, citoyens à qui l'on attend de travailler à cinquante-cinq ans, qui ai été cambriolés trois fois sans qu'aucune autorité s'en inquiète. Veuillez excuser le goût amer que j'ai dans la bouche.

LUCIEN MARMOUGET
(Orsay)

COURRIER

Le chapeau de M. Chirac
J'apprécie, en général, beaucoup l'humour de M^{me} Claude Sarrante. En revanche, il me semble qu'elle ironise mal à propos, dans le cas de son article « Souvenir de Jérusalem » paru dans le Monde du 13 décembre 1984.

« On était écroulé de rire », écrit-elle à propos d'une séquence de TF 1 montrant M. Jacques Chirac coiffé d'un chapeau dans une synagogue à Rennes ? Cela me ferait plaisir, l'accusant de vouloir par là « rechercher le vote juif ».

Ayant accompagné M. Jacques Chirac en Israël, je peux témoigner que tous ceux qui l'ont suivi, y compris de nombreux journalistes, ne partageaient pas l'hilarité de M^{me} Claude Sarrante. La télévision a filmé, alors que nous étions tous la gorge serrée d'émotion à la suite de la visite du Yad Va Shem, le mémorial de la déportation des juifs où le maître de Paris allait déposer une couronne et signer la flamme dans une salle du souvenir où l'obligation est — comme dans une synagogue — d'avoir la tête couverte. C'est ce qui expliquait le chapeau en question. Qu'aurait écrit M^{me} Sarrante si M. Jacques Chirac avait mis une calotte au lieu d'un chapeau ?

CLAUDE GÉRARD MARCUS
député de Paris

Promesses, promesses...
Lors de l'émission « Parlons France », M. Fabius annonçait, le 16 octobre dernier, deux mesures destinées à pallier, dans l'immédiat, les carences subies par les demandeurs d'emploi non ou mal indemnisés, à savoir : des exonérations débloquées pour nous éviter la soupe populaire, une allocation de 40 F par jour aux demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante ans (je n'ai pas encore compris pourquoi ceux-ci sont « plus démunis » que les non-indemnisés de moins de cinquante ans).

Plus de deux mois ont passé, j'ai cinquante et un ans. A toutes mes demandes aux Assédic concernant ces 40 F il me fut répondu : « Nous ne savons rien d'autre de ce sujet que

« RECTIFICATIF. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article de M. Jacques Muglioni, « L'École doit instruire » (Le Monde du 18 décembre). Dans le deuxième paragraphe il fallait lire : « Car depuis quatre-vingt ans, le septième paragraphe : « Tout se passe comme si les prédicateurs de la rénovation... » (et non pas les prédicateurs).

Pour une allocation de « réemploi »
N'est-il pas incroyable que les syndicats français, fiers à 2 300 000 chômeurs et une menace croissante de « désemploi » dans les secteurs à sureffectifs, en soient encore à appeler leurs adhérents à lutter pour le maintien du pouvoir d'achat ou pour la réduction du nombre d'heures de travail avec le même salaire ? Alors que la fréquentation de la soupe

Pologne

Le général Jaruzelski tire les conséquences de l'affaire Popieluszko

Des décisions d'ampleur modeste

A quelques jours de l'ouverture du procès des quatre officiers de la police politique accusés de l'assassinat du Père Popieluszko, le comité central du parti a tiré les conséquences pratiques de l'affaire, au cours d'un plénum réuni les 22 et 23 décembre à Varsovie. Le général Jaruzelski a annoncé un renforcement du contrôle du parti sur les organes de ministère de l'intérieur, et quelques responsables de haut rang ont été remplacés au sein du comité central. Ce sont là des décisions modestes, si l'on songe à l'émo-

tion considérable qu'avait soulevée l'assassinat par des policiers d'un prêtre porte-drapeau de Solidarité - un acte décrit par le pouvoir lui-même comme une « provocation » lancée contre l'équipe dirigeante. Aucun changement n'est intervenu dans la haute hiérarchie du parti, même si la situation du général de la milice Miroslaw Milewski, membre du bureau politique et du secrétariat du comité central, reste peu claire. La responsabilité de la surveillance du ministère de l'inté-

rieur, qui lui incombait avant que n'éclate l'affaire Popieluszko, ne lui a apparemment pas été restituée ; le général Jaruzelski, qui s'en était chargé lui-même au lendemain de l'assassinat, garde en effet le contrôle de la police au plus haut niveau. Et le porte-parole du comité central a refusé de répondre à toute question concernant les fonctions actuelles du général Milewski, qui n'apparaît d'ailleurs pas sur la photo officielle du bureau politique publiée par la presse.

Les changements de personnes concernent essentiellement les chefs de trois départements du comité central, mais ils ne sont pas forcément tous liés à l'affaire Popieluszko. Un remplacement retient cependant l'attention, celui du responsable du département de l'administration, qui possède un certain droit de regard sur les organes de sécurité. Son titulaire, M. Michal Atlas, part à la retraite, au profit de M. Janusz Kubasiewicz. On note aussi la démission du comité central « pour raisons personnelles » de M. Zbigniew Ciechan, responsable du parti à Torun, c'est-à-dire dans la région où a été commis le crime. Enfin, un nouveau sous-secrétaire d'Etat a été nommé au ministère de l'intérieur, premier civil à côté des cinq généraux qui assistent le ministre, le général Kiszczak.

Tirant la leçon politique de l'assassinat, le général Jaruzelski a souligné qu'il s'agissait d'un cas « isolé », témoignant d'un « climat de dégradation morale et d'extrême discipline » de la part des quatre accusés - membres du même service et de la même cellule du parti. Il a aussi utilisé une étrange formulation en déclarant que les assassins du prêtre « avaient usurpé de façon inadmissible - et leur erreur a été meurtrière - le droit d'interpréter les raisons morales et politiques qui guident le parti ».

C'est dire que le parti avait toutes les raisons d'en vouloir au Père Popieluszko, mais que les policiers ont eu évidemment tort sur la méthode en recourant au meurtre pour régler le problème. Le général Jaruzelski a profité de l'occasion pour lancer de nouvelles mises en garde aux forces d'opposition. « Nous ne permettrons jamais leur légalisation sous quelque forme que ce soit, a-t-il déclaré, et notre réaction sera proportionnée aux besoins déterminés par la situation ». L'avertissement semble tout particulièrement destiné aux membres des « comités pour le respect de la légalité » qui ont tenté de se constituer au lendemain de l'assassinat du prêtre.

Au total, le général Jaruzelski semble donc avoir plutôt bien surmonté l'épreuve que constituait pour lui l'affaire Popieluszko. Sa position personnelle au sommet de la hiérarchie du bureau politique semble ne pas en avoir pâti, au contraire, et l'événement, pour désagréable qu'il ait pu être, n'a pas très gravement compromis la reprise des relations avec l'Occident, comme en témoigne la récente visite de M. Andreotti (voir encadré).

Quant à l'impact de l'assassinat dans l'opinion polonaise, il a certainement été considérable et très négatif pour le pouvoir (le déroulement du procès, qui s'ouvrira le 27 décembre à Torun, sera à cet égard très important, de même que les peines qui frapperont les accusés). Mais la mesure dans laquelle la population polonaise a pu ressentir cette affaire est sans doute considérée comme relativement secondaire, l'essentiel - à savoir l'autorité et le style actuel de gouvernement - ayant pu être préservé.

JAN KRAUZE.

Un militant de Solidarité condamné. - Un militant de Solidarité de Torun, M. Stanislaw Smigiel, a été condamné, récemment, à un an et demi de prison avec sursis. Ingénieur électronique, M. Smigiel était accusé d'avoir contribué à la diffusion d'émissions de Radio-Solidarité. Selon un bulletin clandestin, M. Smigiel est aussi le principal témoin de l'embourgeoisement, en février, de la ville de Torun, de sept militants de Solidarité, qui avaient été violemment battus et menacés de mort par leurs ravisseurs. Ces derniers se réclamaient d'une « organisation anti-Solidarité », et M. Smigiel avait cru reconnaître parmi eux un fonctionnaire de la police politique. Il avait vainement demandé au parquet d'être confronté avec lui. Les activités de l'organisation anti-Solidarité - ont été souvent rapprochées de l'assassinat du Père Popieluszko commis également près de Torun.

BERNARD GUETTA.

M. ANDREOTTI A VARSOVIE

Tout en souplesse

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, s'est livré à un exercice tout en finesse au cours de sa visite officielle en Pologne, du 20 au 23 décembre. Sans froisser apparemment personne, il a eu de longs entretiens avec les officiels, une brève conversation avec des représentants de l'opposition, et est allé s'incliner sur la tombe du Père Popieluszko, ce qui n'a pas empêché la presse du régime de commenter avec enthousiasme le succès de cette visite.

En fait, malgré les apparences, il avait la tâche plus aisée que son prédécesseur occidental à Varsovie, le ministre britannique Michael Rixford, arrivé en Pologne au moment où l'émotion suscitée par l'assassinat du Père Popieluszko était à son comble, et qui, par ses gestes et ses prises de position audacieuses en faveur d'un dialogue entre le pouvoir et la « société » polonaise, avait suscité la colère des dirigeants de Varsovie.

Le « précédent Genscher » a aussi servi M. Andreotti : il y a quelques semaines, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères avait annulé à la dernière minute sa visite, refusant de se laisser dicter le comportement qu'il était censé avoir à Varsovie. Cette fois, les autorités polonaises avaient tout intérêt à

faire preuve de plus de souplesse. M. Andreotti a donc eu un long entretien « empreint d'une grande franchise » avec le général Jaruzelski, qui s'est déclaré « particulièrement heureux » que l'Italie ait été le premier grand pays occidental à rétablir des contacts à haut niveau avec Varsovie depuis l'instauration de l'état de guerre (la visite du ministre britannique a apparemment été passée par pertes et profits).

M. Andreotti a aussi eu un entretien avec le primat, Mgr Glomp, et, en bon catholique, il est allé à la messe à l'église où est enterré le Père Popieluszko, et s'est recueilli devant sa tombe - mais sans aller jusqu'à déposer une gerbe. Il n'a pas non plus oublié de rencontrer deux conseillers de Solidarité, MM. Giermek et Mazowiecki, mais de manière peu compromettante : il lui a suffi d'un aparté d'une vingtaine de minutes au cours d'une réception à l'ambassade d'Italie, où se côtoyaient « des représentants du pouvoir, des Soviétiques, des démocrates et des « extrêmes », selon l'expression amusée d'un archevêque. Reste à savoir si cette habile prestation servira à autre chose qu'à conforter la réputation de M. Andreotti.

J. K.

DIPLOMATIE

M. Reagan a promis à M^{me} Thatcher de ne pas déployer d'armes spatiales avant des négociations avec Moscou

De notre correspondant

Washington. - L'entretien que M. Reagan et M^{me} Thatcher ont eu, samedi 22 décembre, à Camp David leur a permis d'estimer sans ambiguïté les réductions de leurs profondes divergences sur les projets américains de défense spatiale anti-missiles.

Tous deux sont en effet tombés d'accord, a indiqué, samedi soir, le premier ministre britannique, pour estimer que les Etats-Unis ne devraient pas mettre en place de systèmes anti-missiles sans négociation préalable avec l'URSS, mais qu'ils doivent en revanche poursuivre leurs recherches en ce domaine.

Confirmée par la partie américaine, la définition de cette position commune présente l'avantage pour Washington d'autoriser l'opposition à la militarisation de l'espace exprimée par M^{me} Thatcher il y a une semaine en recevant à Londres le numéro deux soviétique, M. Gorbatchev. Le premier ministre britannique avait alors ainsi rejoint, à la grande satisfaction de Moscou, la plupart des dirigeants européens et notamment M. Mitterrand dans leurs critiques de l'initiative de défense stratégique américaine (IDS). L'Europe occidentale et les Etats-Unis étaient en conséquence apparus divisés sur une question fondamentale, alors que MM. Shultz et Gromyko devaient se retrouver à Genève les 7 et 8 janvier prochain pour étudier les possibilités de relance du processus de contrôle des armements.

menis avancée par Washington en faveur de l'IDS. Elle a d'abord admis que la recherche sur la « guerre des étoiles » était compatible avec le traité ABM, qui limite depuis 1972 le nombre des anti-missiles dont peuvent se doter les deux superpuissances. Elle a surtout souligné que les Etats-Unis devaient « rétablir l'équilibre » avec l'URSS en raison de l'avance technologique que Moscou a prise, notamment par le biais des armes anti-satellites.

Cela revenait à donner à Washington un feu vert sur l'essentiel, le développement des recherches. Et cela permettait à M. Shultz de ne pas trouver en face de lui à Genève un interlocuteur trop confiant dans les possibilités de rompre la solidarité occidentale.

Sur le fond pourtant, les points de vue américain et britannique ne se sont nullement rapprochés. Alors que, à Washington, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, et le président lui-même défendent l'IDS en expliquant qu'elle débarrasserait le monde de la terreur d'armes nucléaires rendues « obsolètes », M^{me} Thatcher a, samedi soir, réaffirmé pour sa part que c'était à la dissuasion que le monde devait d'avoir échappé depuis quarante ans à une nouvelle conflagration générale.

Malgré cet entretien de Camp David, la confusion dans le camp occidental est d'autant plus grande, à deux semaines du rendez-vous de Genève, que le gouvernement américain est lui-même profondément divisé sur les concessions qu'il pourrait faire à l'Union soviétique en matière d'armes spatiales. Presque publique, la bataille est féroce. C'est à elle qu'il faut attribuer les informations publiées dimanche par le New York Times et aussitôt démenties par M. Weinberger sur les possibilités d'une limitation des objectifs de l'IDS à la seule protection des sites de lancement des missiles américains.

URSS

La vieille garde l'emporte à Moscou

(Suite de la première page.)

Cela n'est pas exclu, d'autant que le Politburo, avec onze membres de plein droit, est aujourd'hui à son effectif le plus faible depuis dix-sept ans. D'autre part, M. Tcherbenko, promu président du KGB peu après la mort de Brejnev, a fait son entrée dans l'instance suprême du parti - comme membre suppléant - en décembre 1983.

Il est vrai que la direction de M. Tcherbenko semble incapable de se mettre d'accord pour modifier le fragile équilibre institué à la fin du règne d'Andropov : non seulement aucune nomination ou mise à l'écart n'a été décidée au Politburo ou au secrétariat depuis un an, mais l'on peut se demander si l'impuissance à trancher les « questions d'organisation » n'est pas à l'origine de la non-réunion du comité central du parti avant la session du Soviet suprême de novembre, comme cela était de tradition.

Après le maréchal Akhromev, un autre candidat possible était M. Romanov, responsable des questions militaires et de police au sein du Politburo et du secrétariat du parti. Cette candidature n'a pas été retenue, ce qui est peut-être une bonne nouvelle pour les militaires, mais plus encore pour l'intérêt même, qui se serait trouvé écarté probablement de ce fait de la lutte pour la succession du secrétaire général. C'est donc une moins bonne nouvelle pour M. Gorbatchev, l'officier numéro deux du parti, qui conserve à ses côtés un rival redoutable, mais sans doute aussi pour une raison plus générale. Le choix du maréchal Sokolov montre en effet que les septuagénaires, toujours majoritaires (strictement) au Politburo, sont en mesure d'imposer des membres de leur « confrérie » pour tous les postes dirigeants du parti et de l'Etat, par conséquent que la relève des générations n'est toujours pas à l'ordre du jour.

En cas de disparition prochaine de M. Tcherbenko, ne jugera-t-on pas que M. Gorbatchev, avec ses 53 ans, est décidément bien trop jeune pour occuper ses fonctions et qu'il devra encore « faire ses classes » dans l'ombre d'un autre numéro un plus « sûr », par exemple de M. Grichine, l'éternel chef du parti à Moscou ? Au point de « gérontocratie autocalimentée » où en est parvenu le système, cela ne saurait être exclu.

Des attributions non précises

Beaucoup de choses sont connues sur la carrière et le profil du maréchal Sokolov, sauf... ce qu'il faisait pendant les dix-sept dernières années. A la différence en effet des deux autres premiers vice-ministres de la défense dont les responsabilités sont traditionnelles et bien définies (l'un dirigeant l'état-major général, l'autre les forces unifiées du pacte de Varsovie), les attributions du troisième n'ont jamais été précisées. Sans doute s'occupe-t-il du « reste ».

Selon certaines rumeurs, il superviserait les ventes d'armes à l'étranger - encore que le vrai responsable en ce domaine soit le général d'armée Chabanov, qui accompagnait le maréchal Oustinov en Inde en mars dernier - ; selon d'autres, il s'occuperait plus spécialement des opérations en Afghanistan, mais la responsabilité doit relever davantage de l'état-major général et de son nouveau chef, le maréchal Akhromev. Depuis la maladie fatale de Dimitri Oustinov en octobre dernier en tout cas, le maréchal Sokolov avait clairement hérité de la direction générale des affaires du ministère, comme en témoigne son rôle lors de la parade militaire du 7 novembre, où il remplaçait ex-officio son ministre.

Les débuts de sa carrière présentent moins de mystère. Né le 1^{er} juillet 1911 (quelques mois avant M. Tcherbenko) à Evpatoria en Crimée, dans une famille d'employés, Sergueï Leonidovitch Sokolov a commencé sa carrière, comme la plupart des représentants de sa génération actuellement au pouvoir, en tant qu'agitateur komssomol : alors préposé aux emballages dans une coopérative de production, il est, à la fin des années 30, secrétaire de l'organisation des jeunes communistes de son entreprise. Ce zèle lui permit de conquérir ses premiers galons lorsque, en 1932, il s'enrôla dans l'armée rouge. Affecté aussitôt à l'école des blindés de Gorki, il en sort deux ans plus tard

comme chef de compagnie, puis de bataillon.

En 1937, année de ses vingt-six ans, mais aussi de la grande purge dans l'armée et de l'exécution de son chef Tounkhatchevski, il adhère au parti. Il sert alors dans les troupes blindées d'Extrême-Orient, et participe à sa première opération armée contre les forces japonaises retranchées près du lac Hassan, en août 1938.

Un militaire traditionnel

La seconde guerre mondiale le ramène vers l'ouest. Il servira pendant tout le conflit dans des états-majors de forces blindées sur le front de Carthage (où il a pu rencontrer Iouri Andropov, alors chef komssomol et organisateur de la résistance derrière les lignes finlandaises), puis sur le front occidental. Ce « tankiste », comme ses deux principaux collègues et rivaux d'aujourd'hui, les maréchaux Akhromev et Koulikov, parfait ensuite son éducation à l'Académie militaire des troupes blindées et mécanisées (qu'il termine en 1947, cinq ans avant Sergueï Akhromev), puis à l'Académie de l'état-major général (en 1951). Ses commandements des années suivantes sont moins connus, et ce n'est qu'en 1960 qu'il émerge à la position plus en vue de commandant adjoint et chef d'état-major de la région militaire de Moscou, sous les ordres des maréchaux Krylov d'abord, Beloborodov ensuite.

En 1964, il devient commandant adjoint de la région militaire de Leningrad, que dirige alors le maréchal Kazakov. Un an plus tard, lorsque ce dernier est promu commandant du pacte de Varsovie, il lui succède dans la grande métropole du Nord, ce qui lui vaut d'être promu membre suppléant du comité central en 1966, ainsi que député au Soviet suprême. Il a pu alors fréquenter celui qui est aujourd'hui son chef civil au Politburo et au secrétariat du parti : Grigori Romanov, alors deuxième secrétaire du parti pour la région de Leningrad.

C'est pourtant en 1967 seulement, à la mort du maréchal Malinovski,

ministre de la défense, que sa carrière prend son véritable tournant. Les militaires professionnels imposent pour sa succession le maréchal Gretchko, déjà premier vice-ministre et commandant du pacte de Varsovie. Ce dernier commandement passe au maréchal Iakoubovski, le chef d'état-major reste le maréchal Zakharov, mais un autre poste de premier vice-ministre est créé pour Sergueï Sokolov, qui n'est encore que général. Il sera promu maréchal de l'Union soviétique en 1978 seulement, mais, dès 1968, au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie dans laquelle il semble avoir joué un rôle, un plénum du comité central l'a coopté comme membre de plein droit du parlement du parti, sans attendre un congrès.

Une promotion par défaut

Dès lors, Sergueï Sokolov surviva à tous les changements, aussi bien à ceux qui se produisaient à la tête de l'Etat et du parti, avec les décès de Brejnev et d'Andropov, qu'à ceux qui affectaient le ministère de la défense. Ainsi, l'arrivée du « civil » Oustinov à la tête de ce ministère en 1976 entraîne la mutation du maréchal Koulikov de l'état-major au commandement du pacte de Varsovie et son remplacement par un technicien du génie fraîchement nommé maréchal : Nikolaï Ogarkov. Sergueï Sokolov n'en reste pas moins à son poste, symbolisant par là la permanence de l'appareil militaire traditionnel par-delà les débats techniques et les querelles de chef.

La rétrogradation récente du maréchal Ogarkov, puis le décès de ce dernier, du maréchal Koutakov, commandant de l'armée de l'air depuis quinze ans, avaient restreint encore plus les rangs des candidats possibles à la succession du ministre, laquelle semble avoir été décidée bien avant la mort de ce dernier.

Le maréchal Sokolov était en somme « le plus ancien dans le grade le plus élevé ». Il est promu par défaut, si l'on peut dire, au terme d'une longue patience qui le fait apparaître d'emblée, lui aussi, comme un « pape de transition ».

MICHEL TATU.


LE CADEAU DE LA DERNIERE CHANCE

Paul Watzlawick FAITES VOUS-MÊME VOTRE MALHEUR

LE GUIDE DÉFINITIF POUR ACCÉDER AU MALHEUR ET POUR Y PERSÉVÉRER

55 F

S E U L



EUROPE

Malte

M. Dom Mintoff démissionne de ses fonctions de premier ministre au profit de M. Bonnici

M. Dom Mintoff, premier ministre de Malte depuis 1971, a annoncé samedi 22 décembre devant le Parlement qu'il démissionnait de ses fonctions. « Je me retire parce que je me sens trop vieux. Il y a ici des gens plus jeunes et plus forts que moi », a notamment déclaré le premier ministre, qui est âgé de soixante-huit ans, mais qui est en mauvaise santé. M. Mintoff, qui préparait sa succession depuis de nombreux mois, res-

tera cependant député et conservera également ses fonctions de président du Parti travailliste.

M. Mintoff, dont la diplomatie « progressiste » l'a conduit tout récemment à se rapprocher encore plus que dans le passé de l'Union soviétique et de la Libye, est remplacé à la tête du gouvernement par son

dauphin officiel, M. Carmelo Mifsud Bonnici, un avocat de cinquante et un ans, qui devra tenter d'améliorer l'image du Parti travailliste à deux ans d'élections législatives qui s'annoncent difficiles. La situation économique de l'île est mauvaise du fait, notamment, d'une diminution de 25 % des revenus de l'industrie touristique.

LE NOUVEAU CHEF DU GOUVERNEMENT

Un apparatchik habile, venu sur le tard au travaillisme

Le nouveau premier ministre de Malte, M. Carmelo Mifsud Bonnici, a été relativement tard à l'attribution de la vie politique comme du Parti travailliste. Né le 19 juillet 1933 près de La Valette, à Cospicua, il s'est tout d'abord orienté vers une carrière juridique, cependant que ses inclinations personnelles et une solide tradition familiale le prédisposaient plutôt à faire partie des milieux catholiques. Ce qui, à Malte, vous situe plus spontanément à droite qu'à gauche, parmi les électeurs du Parti nationaliste d'avant-garde chez ceux de M. Mintoff.

M. Bonnici a milité, il y a vingt ans, dans les rangs de la Jeunesse ouvrière chrétienne, et passait alors pour un bon orateur dans les meetings catholiques, où l'on ne ménageait guère les travaillistes. Il a d'ailleurs un frère prêtre, et un autre député de l'opposition.

Il est vrai que c'est précisément l'exercice de sa profession de juriste qui lui a fait rencontrer la gauche. Spécialiste du droit du travail, qu'il a étudié à l'université de La Valette mais aussi à l'étranger, en particulier en Grande-Bretagne, il est devenu, en 1969, conseiller juridique du plus puissant syndicat de l'île, la General Workers Union, qui regroupe quelque 70 % des syndicats du pays. Les liens entre la GWU et le Parti travailliste n'étaient pas encore, à l'époque, aussi étroits qu'ils le sont devenus ; mais un tel em-

ployeur ne pouvait que le rapprocher de M. Mintoff.

D'autant plus que M. Bonnici s'est rapidement fait remarquer par ses facultés d'analyse et sa puissance de travail. Peu après son entrée dans l'état-major de la centrale syndicale, il parvint, par exemple, à empêcher l'adoption d'un projet de loi soutenu par la majorité nationaliste de l'époque et réglementant les rapports du travail dans un sens moins favorable aux salariés. Ces activités ne l'empêchèrent pas de faire prospérer son cabinet d'avocat.

C'est en 1980 que le premier ministre lui demanda de le seconder à la tête du Parti travailliste. Les élections prévues l'année suivante s'annonçaient difficiles pour les travaillistes, et M. Mintoff a bien besoin, pour diriger la campagne, d'un adjoint au savoir-faire incontesté. En pur apparatchik, celui-ci organise le combat élitiste, sans s'afficher lui-même. Quitte à en « arranger » quelque peu les règles, grâce à un redécoupage des circonscriptions qui permettra finalement aux travaillistes, devançant en voix par les nationalistes, de conserver d'extrême justesse une majorité de sièges à la Chambre.

M. Mintoff, qui ne cache plus son intention de se retirer à plus ou moins brève échéance, en fait officiellement son dauphin et le charge de négocier un accord avec l'Eglise catholique maltaise, à laquelle l'op-

pose un très vif différend, notamment scolaire. L'affaire semble s'éterniser. L'année dernière, en octobre, M. Bonnici parvint enfin à un compromis, en octobre dernier, dans des conditions difficiles. Entre-temps, en 1983, il est entré au Parlement (par cooptation) et a été nommé vice-premier ministre, chargé du portefeuille du travail et des affaires sociales, qu'il a troqué au début de cet automne pour celui de l'éducation.

M. Bonnici va devoir incarner le renouveau d'un Parti travailliste usé par un long règne, et très largement dominé, jusqu'alors, par la personnalité de son prédécesseur. Il partage avec ce dernier une grande simplicité dans sa vie privée, le refus de tout luxe ostentatoire, mais aussi, semble-t-il, un certain goût du secret. Il n'a pas trop de toutes ses qualités d'intelligence et de travail pour arrêter le déclin de la gauche maltaise et disperser le profond malaise créé par les orientations diplomatiques de M. Mintoff.

B.S.

Chypre

M. KYPRIANOU MET FIN A SON ALLIANCE AVEC LE PARTI COMMUNISTE

Nicosie (Reuters). — Le président chypriote Spyros Kyprianou a annoncé, samedi 22 décembre, qu'il mettrait fin à son alliance avec le puissant Parti communiste Akel, afin d'élargir sa base politique avant sa rencontre avec le dirigeant chypriote turc Rauf Denktaş.

Les deux hommes doivent se retrouver le 17 janvier aux Nations unies à New York pour les premiers pourparlers directs entre dirigeants des deux communautés depuis cinq ans.

Akel, qui représente le tiers des électeurs chypriotes grecs sans égarer un gouvernement actuel, avait soutenu M. Kyprianou pendant l'élection présidentielle de 1982. Avec 34 % des voix, le Parti communiste est la formation chypriote la plus importante. Il y a douze députés (sur trente-cinq), alors que le Parti démocratique de M. Kyprianou n'en compte que neuf.

La décision de M. Kyprianou est généralement interprétée comme un geste en direction de Washington. D'éventuelles pressions américaines sur Ankara — et indirectement sur M. Denktaş — pourraient faciliter le déroulement des négociations intercommunautaires, qui ont toujours échoué jusqu'à présent.

Irlande du Nord

GRAVES INCIDENTS AU COURS DE L'ENTERREMENT D'UN MILITANT DE L'IRA

Londonderry (AFP, AP). — Douze policiers et cinq civils, dont un reporter de la BBC, ont été blessés, dimanche 23 décembre, à Londonderry (nord de l'Irlande), au cours d'incidents survenus lors de l'enterrement d'un militant de l'IRA. Quatre personnes ont été tuées.

Parmi la centaine de personnes qui assistaient dans l'après-midi aux obsèques, des militants et sympathisants républicains, irrités par l'imposante présence policière, ont jeté des pierres puis des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre. Celles-ci ont fait usage de leurs matraques puis ont tiré des balles de plastique. Sur les cinq civils blessés, qui ont tous été hospitalisés, deux au moins ont été atteints par ces balles, dont l'usage est très controversé en Irlande. L'un d'eux, un jeune homme gravement atteint à la tête, a été opéré à l'unité de neuro-chirurgie de l'hôpital de Belfast. L'autre souffre d'une fracture de la mâchoire.

Le militant de l'IRA enterré, Kieran Fleming, vingt-cinq ans, avait été trouvé mort vendredi dernier dans une rivière du sud-ouest de la province (comté de Fermanagh). Il avait été vu pour la dernière fois alors qu'il plongeait dans l'eau, le 2 décembre dernier, au cours d'affrontements entre des militants de l'IRA et des soldats du SAS (Special Air Service, troupes d'élite de l'armée britannique). La fusillade qui avait marqué ces affrontements avait fait un mort de part et d'autre.

Un étrange « exercice solitaire du pouvoir »

Jusqu'à sa démission, M. Dom Mintoff sera resté, non seulement pour les Occidentaux mais aussi pour ses partenaires successifs du monde arabe et du camp socialiste, un personnage énigmatique aux comportements diplomatiques imprévisibles. Comme si le chef du gouvernement de La Valette s'était appliqué à ressembler au stéréotype du « Maltais » des films d'aventure ou d'espionnage, habile à brouiller les pistes, quitte à se prendre parfois les pieds dans les fils de ses propres intrigues...

Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Avant d'accéder au pou-

voir, ce brillant ingénieur et architecte, né à Malte en 1906, pouvait passer pour un pur produit de l'éducation britannique, comme les collégiés anglais ont réussi à en fabriquer en série chez les peuples les moins faits, a priori, pour se couler dans ce moule. Le père de M. Mintoff avait servi comme cuisinier dans le Royal Navy. Lui-même a été, après de solides études à Malte, boursier à Oxford, et a épousé la très britannique Miss Moyra Bertick.

Dans les années 50, lorsque les travaillistes maltais étaient dans l'opposition, et que c'étaient les nationalistes qui faisaient figure d'esprits froids vis-à-vis de Londres, M. Mintoff et ses amis du Labour militaient d'ailleurs pour l'intégration totale de l'île au Royaume-Uni, seule façon, selon eux, d'assurer l'avenir économique d'un pays peu pourvu en richesses naturelles. Revenu au pouvoir, le Parti travailliste avait même organisé un référendum à ce sujet, en 1958. Le « oui » à l'intégration l'avait largement emporté, comme le souhaitait M. Mintoff, seule l'importance de l'abstention dissuada les gouvernements de La Valette et de Lon-

dres de donner une suite concrète à ce projet.

Revenu au pouvoir après le succès travailliste aux élections législatives de 1971, M. Mintoff ne devait cependant pas tarder à manifester à l'égard de l'ancienne puissance tutélaire — qui avait accordé son indépendance à Malte en 1964 — une méfiance attentive, aux limites de l'hostilité, et qui se concrétisa notamment, en mars 1979, par la fermeture des installations navales dont la Couronne disposait encore à La Valette. Le premier ministre maltais veilla même à donner à la cérémonie de fermeture de la base l'allure d'une véritable libération na-

Une certaine indépendance...

Ces deux dernières capitales étaient elles aussi, malgré les distorsions périodiques de M. Mintoff contre les démocrates occidentaux, des îles de l'Europe à l'échelle de Strasbourg. Invitées non seulement à garantir cette neutralité de Malte, mais aussi à fournir une compensation financière au « manque à gagner » provoqué par la fermeture de la base navale britannique, pour laquelle Londres payait un fort loyer jusqu'en 1979.

Ce comportement n'a évidemment pas manqué de susciter bien des interrogations à l'Ouest : M. Mintoff n'était-il pas en train, malgré sa brouille avec les Soviétiques, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne prouvait-elle pas à une « laïcisation » de l'île, et cette neutralité n'était-elle pas à leur profit ? Finalement, M. Mintoff semble être parvenu, pour autant qu'on puisse vraiment le savoir, à préserver une certaine indépendance, d'ancrer à l'est ce « seul porte-avion inébranlable en Méditerranée » que constituait Malte, selon Churchill ? La présence plus que voyante de « conseillers » libéraux lyonnais culturels, par centaines, au début des années 80 ne pr

1520

ASIE

AFRIQUE

Chine

M. Arkhipov a jeté les bases d'un vaste programme de coopération entre Moscou et Pékin

Pékin (AFP). - Le premier vice-premier ministre soviétique, M. Ivan Arkhipov, devait quitter Pékin, ce lundi 24 décembre, pour Canton, après être convenu avec les dirigeants chinois d'un vaste programme de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, et avoir décidé avec eux d'une très importante augmentation des échanges commerciaux sino-soviétiques d'ici à 1990.

M. Arkhipov, qui a eu, au cours de sa visite de trois jours dans la capitale chinoise, trois séries de discussions approfondies avec son homologue, M. Yao Yilin, et qui a rencontré dimanche le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a notamment décidé avec ses interlocuteurs de signer dans la première moitié de 1985 un important accord de coopération économique et commerciale portant sur la période 1986-1990. De source soviétique, on indique que cet accord stipule une augmentation du volume des échanges commerciaux sino-soviétiques de 1,2 milliard de dollars en 1984 à 5 milliards en 1990.

La délégation soviétique, de haut niveau, et la partie chinoise sont également convenues de signer deux accords de coopération l'un économique et technique, l'autre scientifique et technologique et, enfin, un troisième accord sur la mise en place d'une commission mixte chargée de cette coopération, a-t-on expliqué dimanche de source officielle chinoise, sans fournir d'autres détails. La coopération technique s'attachera en particulier, a-t-on précisé de source soviétique, à la rénovation par l'URSS des nombreuses usines qu'elle avait installées en Chine dans les années 50 et qui sont devenues pour la plupart périmées depuis que Moscou, en juillet 1960, a retiré tous ses experts.

Inde

MESURES DE SÉCURITÉ EXCEPTIONNELLES POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

New-Delhi (AFP). - Les élections législatives indiennes - la plus grande consultation électorale du monde - ont commencé, lundi 24 décembre, et se poursuivront jeudi 27 et vendredi 28 décembre (le Monde daté 23 et 24 décembre). Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises, et les troupes consignées dans leurs casernes. Les autorités tentent ainsi de dissuader toute violence. Les incidents ont fait une cinquantaine de victimes au cours de la campagne électorale, dont treize au moins, dimanche, dans l'Etat du Bihar, où mille cent personnes ont été arrêtées dans le cadre d'opérations préventives. Deux bombes ont explosé presque simultanément, dimanche, à Srinagar, capitale du Jammu-et-Cachemire, sans faire de victimes.

Près des deux tiers des trois cent soixante-dix-huit millions d'électeurs devaient se rendre aux urnes, lundi, dans quelque trois cent soixante-dix circonscriptions de seize provinces et six territoires sous administration fédérale, pour élire cinq cent dix députés des cinq cent quarante-quatre de la Chambre du peuple (Lok Sabha) du Parlement. Les résultats officiels ne seront connus au mieux que le 28 décembre au soir.

Le siège en jeu dans le territoire du Mizoram a été attribué d'office à l'unique candidat représentant du parti du Congrès (Indira) au pouvoir, et les deux députés de la communauté anglo-indienne ont d'ores et déjà été désignés, selon l'usage, par le président de l'Union.

Le Congrès (I), le parti gouvernemental de M. Rajiv Gandhi, présente des candidats dans presque toutes les circonscriptions, tandis que les principales formations de l'opposition, qui n'ont pas réussi à élaborer une stratégie commune, ne contestent que la moitié des sièges à pourvoir. Nul ne met en doute la victoire du Congrès (I), mais il reste à savoir quelle en sera l'ampleur.

● Fin de l'opération neutralisation du gaz toxique à Bhopal. - L'opération de neutralisation de l'isocyanate de méthyle (MIC), à l'usine de pesticides de Bhopal, où une fuite a fait environ 2 500 morts, le 3 décembre, s'est achevée samedi 23 décembre. Le MIC, ainsi que 25,5 tonnes de MIC ont ainsi été transformés en pesticide. Le gouvernement de l'Etat du Madhya Pradesh a fait savoir, dimanche 23 décembre, qu'il avait officiellement refusé le renouvellement de la licence d'exploitation de la violation des dispositions sur les mesures prévues en cas de fuite de gaz, ainsi que de l'insuffisance des mesures de sécurité. - (Reuters, AFP).

Le séjour à Pékin de M. Arkhipov, le plus haut dirigeant soviétique à se rendre en Chine depuis 1969, a par ailleurs été l'occasion pour les dirigeants chinois de lancer un appel solennel à l'URSS pour qu'elle fasse preuve de bonne volonté en ce qui concerne la normalisation des relations entre les deux pays.

« Des obstacles majeurs »

MM. Zhao Ziyang et Yao Yilin ont tous deux reconnu que les perspectives de la coopération sino-soviétique étaient très larges, mais ils ont cependant souligné que des « obstacles majeurs » continuaient d'exister dans les relations entre les deux géants du monde communiste, brouille depuis plus de vingt ans. M. Zhao n'a pas précisé lesquels. Pour Pékin, trois problèmes s'opposent, comme on le sait, à une véritable normalisation des relations sino-soviétiques : l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan, le soutien de Moscou à l'occupation du Cambodge et le stationnement d'un important potentiel militaire soviétique aux frontières nord de la Chine. Il existe donc réellement des « obstacles majeurs » dans les relations sino-soviétiques. « Nous espérons que l'Union soviétique prendra des mesures pour résoudre ces problèmes », a déclaré dimanche le chef du gouvernement chinois à son hôte, selon l'agence Chine nouvelle.

De son côté, M. Arkhipov a invité l'un des vice-premiers ministres chinois à se rendre en visite officielle en URSS, selon Chine nouvelle.

Avant son départ pour Canton, M. Arkhipov aura rencontré M. Chen Yun, l'un des six membres du comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois. M. Chen Yun, tout en étant réformiste, est considéré dans les milieux diplomatiques occidentaux à Pékin comme le chef de file, au sein de l'appareil chinois de la critique suscitée par l'accomplissement des réformes économiques.

Selon le programme officiel rendu public par les autorités chinoises, M. Arkhipov devait se rendre successivement à Canton et dans la zone économique spéciale de Shenzhen, dans le sud de la Chine, puis à Wuhan, dans le Centre. A Canton et à Wuhan, M. Arkhipov aura l'occasion de visiter deux laboratoires de pointe des réformes économiques en cours en Chine, Shenzhen, situé à la frontière avec Hongkong, étant pour sa part la « zone économique spéciale » la plus active des quatre créées en Chine.

Le séjour en Chine de M. Arkhipov, arrivé vendredi 21 décembre à Pékin, doit s'achever le 28 décembre.

Singapour

MALGRÉ UN RECU

Le parti gouvernemental conserve la majorité absolue des sièges

Correspondance

Singapour. - Le Parti d'action populaire (PAP) du premier ministre, M. Lee Kuan Yew, a dû concéder deux sièges au cours des élections générales qui se sont déroulées à Singapour, samedi 22 décembre, près de quatorze mois avant la date prévue. Mais, ainsi que l'a fait observer le premier ministre au cours d'une conférence de presse, le plus significatif est sans doute le recul général du PAP sur l'ensemble de l'île. Pendant près de 10 % du soutien populaire, le PAP conserve la majorité absolue des sièges (77 sur 79), mais doit faire face à un électoral jeune qui n'accorde plus une confiance automatique à ceux qui ont conduit la jeune république vers sa prospérité actuelle.

Vainqueur lors d'une élection partielle en 1981, le candidat du Parti des travailleurs (Workers Party), M. J.B. Jayaratnam, a conservé son siège à Anson, tandis que M. Chiam See Tong, un jeune avocat qui est à la tête du Parti démocratique de Singapour (SDP), remportait une brillante victoire à Potong-Pasir.

Les derniers rassemblements électoraux de l'opposition avaient attiré des foules considérables. Jamais sans doute une élection générale à Singapour ne s'était déroulée dans une ambiance aussi passionnée. Du moins depuis l'indépendance de la république. Tous les observateurs sont d'accord pour constater que les jeunes citoyens, qui constituent la moitié des votants, n'ont pas hésité à proclamer ouvertement leur désaccord avec certains aspects de la politique du gouvernement.

Quelques décisions récentes des autorités, touchant directement la vie privée des Singapouriens, ont été au cœur de la campagne et ont sans doute coûté des milliers de voix au PAP. La controverse entourant le Central Provident Funds (CPF) - sorte de caisse de retraite à laquelle contribuent obligatoirement employeurs et employés - les avantages réservés aux mères dotées d'un diplôme universitaire et, d'une façon générale, ce qui était perçu comme les tendances de plus en plus élitistes du gouvernement ont fait l'objet d'attaques soutenues de la part des candidats d'opposition. La population s'était alarmée d'une proposition de pouvoir visant à reculer l'âge auquel les citoyens peuvent bénéficier du CPF. Il serait passé de cinquante-cinq ans à soixante-cinq ans. M. Lee

Kuan Yew a signalé que l'ajustement se ferait par étapes et que ceux qui pouvaient espérer bénéficier des fonds du CPF dans le proche avenir ne devaient pas s'inquiéter.

Irritation ou mise en garde ?

« La génération qui s'était forgée dans la lutte pour la fusion avec la Malaisie, puis la séparation et le retrait des Britanniques, cette génération qui avait fourni une base ferme et solide pour de hautes ambitions, cette génération a vieilli, diminuant en nombre », a déclaré le premier ministre. « Une nouvelle génération doit maintenant décider de ses buts, définir ce qu'elle souhaite pour Singapour. »

M. Lee Kuan Yew a laissé entendre que le système « un homme, une voix » devrait vraisemblablement être revu pour garantir la stabilité du pays. En général, on s'attendait tout à une révision des pouvoirs du président, actuellement honorifique, ce qui permettrait à l'actuel premier ministre - qui a récemment proclamé son désir de quitter son poste dans quatre ans - de continuer à jouer un rôle-clé dans la sauvegarde de ce qu'il considère comme la seule voie possible pour la survie prospère du pays : la stabilité soutenue par la continuité politique. Parmi les six jeunes candidats nouveaux du PAP qui avaient été signalés par M. Lee Kuan Yew comme étant destinés à être « plus que de simples membres du Parlement », quatre ont été élus, dont le fils du premier ministre, le brigadier général de réserve Lee Hsien Loong, qui, dans sa circonscription, a remporté plus de 80 % des votes.

Seul l'avenir montrera si la jeune génération de Singapouriens, celle qui n'a pas connu les luttes souvent difficiles menées par la vieille garde du PAP, pourra découvrir ce « nouveau consensus » désiré par M. Lee Kuan Yew. Et il faudra attendre un prochain scrutin pour découvrir si le vote de samedi marque un tournant décisif en direction de l'opposition (dont le programme est relativement vague) ou si, au contraire, il s'agit avant tout d'une manifestation d'irritation et d'une mise en garde à l'égard d'un parti qui a parfois tendance à se considérer comme de droit divin.

JACQUES BEKAERT.

Tunisie

LA FIN DU CONGRÈS DE L'UGTT

Les syndicalistes ont durci le ton à l'égard du pouvoir

De notre correspondant

Tunis. - Le seizième congrès de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), qui a pris fin vendredi 21 décembre à Tunis, a durci encore un peu plus le ton à l'égard du pouvoir, sans cependant fermer la porte au dialogue ; et la tension sociale enregistrée depuis quelques mois ne paraît pas devoir s'apaiser dans l'immédiat.

Sur bien des points, en effet, la motion de politique générale votée par les congressistes revêt la forme d'un réquisitoire. C'est le cas, notamment, lorsqu'est mise en évidence « l'intégration progressive de plus en plus nette entre l'appareil de l'Etat et les détenteurs de capitaux tunisiens ou étrangers ». Cette situation, qui se concrétise, selon l'UGTT, au niveau national et régional sur un certain nombre de questions fondamentales (fiscalité, prix, salaires, dépendance de l'étranger), fait que « le gouvernement a perdu une grande partie de ses possibilités de tenir son rôle d'arbitre entre les travailleurs et le patronat ».

Après avoir justifié les différents mouvements de grève qui ont eu lieu récemment, l'UGTT demande à nouveau au gouvernement de se pencher sans tarder sur ses deux principales revendications qui furent d'ailleurs largement évoquées durant les débats : augmentation des salaires, qui sont demeurés acquis en 1984, et respect des acquis contractuels, qui, dans certains secteurs et entreprises, demeurent lettre morte depuis un an. Faute de quoi l'action syndicale va reprendre, notamment par le déclenchement de nouvelles grèves.

La motion met aussi l'accent sur « la gravité de la détérioration du climat politique depuis un an » qu'elle impute à « l'agressivité avec laquelle le gouvernement se comporte dans le discours comme dans la pratique », à l'égard de l'organisation syndicale et des forces de l'opposition. Elle insiste sur la nécessité d'un « exercice effectif » des libertés individuelles et publiques, et sur le respect de l'autonomie syndicale et du pluralisme politique « sans exclusive ». Dans le même temps, toutefois, en allu-

sion à la création l'an passé d'une seconde centrale ouvrière (l'Union nationale des travailleurs tunisiens), le plus haut syndicat est catégoriquement rejeté, car « il ne répond pas à l'aspiration réelle des travailleurs et constitue une manœuvre gouvernementale pour affaiblir l'UGTT ». Le congrès a demandé, par ailleurs, la promulgation d'une loi d'amnistie et le retour des exilés politiques et notamment celui du « frère » Ahmed Ben Salah qui fut, au lendemain de l'indépendance, secrétaire général de l'organisation avant d'entrer au gouvernement.

Ainsi qu'on s'y attendait, l'idée de la création d'un parti travailliste a été écartée après avoir fait l'objet d'une très large hostilité de la part des congressistes. Il faut dire que l'alle gauche de la centrale, qui militait depuis longtemps en sa faveur, s'est montrée singulièrement discrète tout au long des assises, au point que treize voix seulement se sont élevées contre le maintien de l'exclusion au mai dernier d'une soixantaine de jeunes syndicalistes appartenant à la gauche la plus intrinsèque et la plus active qui contrastait M. Habib Achour. Après le plébiscite de ce dernier au secrétariat général (le Monde du 20 décembre), l'élection des douze membres du bureau exécutif, au terme du congrès, n'a réservé aucune surprise. Neuf d'entre eux, dont l'ancien secrétaire général M. Taieb Bacouch, figuraient déjà dans le précédent bureau, et les trois nouveaux ne font qu'occuper des sièges demeurés libres depuis plus d'un an.

L'UGTT a décidé de réintégrer la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) après que celle-ci ait adhéré, voilà six mois, à un texte reconnaissant le droit de tous les peuples à l'autodétermination. En juillet 1983, la centrale tunisienne avait gelé ses relations avec la CISL qui avait alors rejeté de ses projets la résolution demandant la reconnaissance des droits des Palestiniens à l'autodétermination.

MICHEL DEURÉ.

Tchad

Une nouvelle conférence de réconciliation pourrait être organisée

Les chefs d'Etat des pays membres de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), réunis la semaine dernière à Brazzaville, à l'occasion du vingtième sommet de leur organisation, ont chargé le président congolais, M. Sassou Nguesso, d'organiser une nouvelle conférence de réconciliation entre Tchadiens, a annoncé, vendredi 21 décembre, le président gabonais, M. Bongo. Au cours de son séjour dans la capitale congolaise, le président tchadien, M. Hissène Habré, a eu des entretiens officiels avec les représentants de plusieurs tendances hostiles au gouvernement de N'Djaména. Selon le chargé d'affaires tchadien à Brazzaville, M. Habré aurait donné son accord pour la tenue de cette conférence.

Le comité d'action et de coordination (CAC) du Tchad, qui regroupe des personnalités dissidentes du CDR (Conseil démocratique révolutionnaire) - l'une des principales composantes du GUNT de M. Goukouni Oueddei - a, d'autre part, lancé un appel pour « la mobilisation des Tchadiens nationalistes de

quelque bord que ce soit pour contrecarrer la politique hégémonique, expansionniste et esclavagiste de la Libye ». Cet appel préconise une « concertation globale en vue de ramener la paix et la stabilité au Tchad ». A propos du rôle d'une commission d'observateurs internationaux (le Monde du 22 décembre), le colonel Kadafi a déclaré que le GUNT est libre d'accepter ou non que des observateurs français inspectent le nord du Tchad. Au cours d'une conférence de presse tenue vendredi à Tripoli, le dirigeant libyen a souligné que « tout le nord du Tchad vit actuellement sous l'aide libyenne depuis qu'Hissène Habré a coupé toutes les possibilités d'approvisionnement de cette région ». S'agissant du maintien de troupes libyennes, le colonel Kadafi a estimé que « tout ce qui est dit à ce sujet n'est que prétexte pour permettre le retour des troupes françaises au Tchad. Si tel est le désir de la France, a-t-il ajouté, qu'elle le fasse et qu'elle assume dans ce cas la responsabilité de son action. » - (AFP, AP, Reuters).

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Front Polisario fait état d'une violente attaque contre l'armée marocaine

Selon un communiqué sahraoui publié dimanche 23 décembre à Alger, le Front Polisario a mené une violente attaque samedi contre les forces marocaines cantonnées dans la région de Mahbès, dans le nord-est du Sahara occidental, à moins de 100 kilomètres de la frontière algérienne. Cette opération, qui a duré deux heures, aurait entraîné la mort de cent trente-cinq soldats marocains et la « mise hors de combat » de cent cinquante autres.

En Mauritanie, les dirigeants de Nouakchott ont dépêché des missions d'information dans plusieurs pays d'Afrique et du Proche-Orient pour expliquer les raisons qui les ont poussés à renverser l'ancien président, le lieutenant-colonel Ould Haïdalla, le 12 décembre dernier. Une première mission, est arrivée dimanche à Alger.

A Nouakchott, plusieurs centaines de personnes ont organisé samedi une marche de soutien pour approuver l'amnistie générale en faveur de tous les prisonniers politiques, annoncée la veille par le président Ould Taya. Cette amnistie, qui profite notamment aux éléments « prolibyens » arrêtés en mars dernier et aux membres de l'opposition mauritanienne qui bénéficiaient du soutien du Maroc, peut être interprétée comme une volonté de neutralité du nouveau régime. Le colonel Ould Taya a d'ailleurs exprimé vendredi la volonté d'ouverture de son régime, en vue d'un rapprochement des peuples du Maghreb. Les relations entre Nouakchott et Rabat sont restées tendues depuis février dernier, lorsque l'ancien président Ould Haïdalla a reconnu la République arabe démocratique sahraoui (RADS). - (AFP, Reuters).

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● VIOLENTS COMBATS AU PANSHER. - De violents combats se poursuivaient depuis le début du mois de décembre, dans le nord de la vallée du Pansher, pour le contrôle de la garnison de Peshwar, a-t-on appris à Peshwar, de source proche de la résistance. Selon des messages envoyés par les maquisards du Pansher, les forces soviéto-afghanes seraient parvenues « après de lourdes pertes », à rétablir la liaison avec le poste assiégé, en larguant deux cents parachutistes. Et une colonne de blindés, venue du sud de la vallée, aurait également réussi à rejoindre Peshwar, où sont stationnés plusieurs centaines de soldats soviéto-afghans, et qui constitue leur tête de pont dans la vallée. Les maquisards du commandant Massoud affirment avoir pris, au début du mois, le contrôle de neuf petits postes protégés Peshwar et fait prisonniers une centaine de soldats afghans dont une vingtaine d'officiers parmi lesquels le colonel Mohammed Naim, chef d'un régiment de commandos. - (AFP).

Espagne

● M. ARDANZA DÉSIGNÉ PAR SON PARTI POUR LE POSTE DE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT AUTONOME BASQUE. - Le Parti nationaliste basque (PNV) a désigné, dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 décembre, M. José Antonio Ardanza, quarante-trois ans, aux fonctions de lendakari (président du gouvernement autonome basque), poste rendu vacant par la démission, mercredi, de M. Garikioetxe. (le Monde du 20 décembre). La nomination de M. Ardanza doit encore être approuvée, en janvier, par le Parlement de la région autonome, où

les formations nationalistes disposent de la majorité. M. Ardanza, qui maîtrise l'euskera (la langue basque), est député général du Guipuzcoa depuis 1983 et membre du PNV depuis 1961. - (AFP).

Etats-Unis

● DES NAVIRES DE GUERRE SOVIÉTIQUES DANS LA MER DES CARAIBES. - Une flottille militaire soviétique traverse actuellement la mer des Caraïbes en direction de Cuba, sous la surveillance étroite de la aviation et de la marine américaines, a annoncé, dimanche 23 décembre, le département de la défense. Le principal navire de cette flotte est un destroyer de type Sovremenny, équipé de missiles à tête chercheuse, et d'un hélicoptère de reconnaissance. Les bâtiments sont entrés jeudi dans la mer des Caraïbes. Selon le Pentagone, ils pourraient rester environ un mois dans la région pour participer à des exercices conjoints avec les forces cubaines. - (Reuters).

● EXPULSION VERS L'URSS D'UN CRIMINEL DE GUERRE UKRAINIEN. - Feodor Fedorenko, un ancien gardien du camp de concentration de Treblinka, qui vivait aux Etats-Unis depuis 1949, a été expulsé vers l'URSS dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 décembre (le Monde du 22 décembre), a annoncé, samedi, le département de la justice. Agé de soixante-dix-sept ans, Fedorenko, qui est d'origine ukrainienne, avait été déchu de sa citoyenneté américaine en 1981 au motif de fausses déclarations concernant son passé. Il est le sixième criminel de guerre nazi à être expulsé des Etats-Unis depuis la création, en 1979, d'un bureau des enquêtes spéciales au département de la justice à Washington. Il est, toutefois, le premier à être ex-

pulsé vers l'URSS. Selon Amnesty International, Fedorenko risque la peine de mort. - (AFP, UPI).

République sud-africaine

● 43 % DES BLANCS FAVORABLES A DES NEGOCIATIONS AVEC L'ANC. - Le gouvernement sud-africain doit engager des négociations avec le Congrès national africain (ANC), mouvement anti-apartheid, estime 42,9 % des Sud-Africains blancs interrogés dans le cadre d'un sondage réalisé récemment par un organisme gouvernemental, le Conseil de recherches en sciences humaines (HSRC). Selon ce sondage (effectué auprès de mille personnes), 43,9 % des personnes interrogées sont hostiles à de telles négociations. 37 % ont refusé de répondre. Près de 75 % des personnes estimant cependant que l'égalité des droits politiques ne réglerait pas le problème de l'agitation dans les cités noires ; 43,3 % jugent que l'action de la police a manqué de fermeté, contre 41,5 % qui l'ont estimée « suffisamment forte » et 5,2 % pour qui cette action a été « trop dure ». - (AFP).

● DETENTION PREVENTIVE PROLONGÉE. - Huit dirigeants anti-apartheid, qui ont comparu, vendredi 21 décembre, devant le tribunal de Durban, et qui sont accusés de « trahison » ou de violation de la loi de « sécurité intérieure », resteront en détention préventive jusqu'au 15 janvier, date à laquelle seront examinés leurs demandes de mise en liberté sous caution. Parmi les détenus, qui appartiennent tous au Front démocratique uni (UDF), figurent cinq des six militants anti-apartheid qui s'étaient réfugiés le 13 septembre dernier au consulat britannique de Durban. - (AFP).

150

Le Monde

société

L'ÉGALITÉ DES CHANCES POUR LES FILLES À L'ÉCOLE

M^{me} Roudy et M. Chevènement ont signé une convention

Une convention sur l'égalité des chances et l'orientation des filles dans l'enseignement a été signée, jeudi 20 décembre, entre M^{me} Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, et M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale. Cette convention, dont le contenu avait fait l'objet d'une communication au conseil des ministres du 7 novembre (le Monde du 20 novembre), s'inscrit dans les efforts menés par le gouvernement en faveur de l'égalité professionnelle. Elle doit donner aux jeunes femmes une plus grande liberté d'accès à toutes les professions et leur ouvrir en particulier tous les secteurs scientifiques, lit-on dans cette convention.

Les initiatives des deux ministères vont porter sur quatre domaines :

• En direction des jeunes filles et de leurs parents. — Les campagnes d'information multimedias autour du thème « Les métiers n'ont pas de sexe » vont continuer. L'objectif est d'atteindre dans les trois ou cinq années une augmentation de 10 % à 20 % de la proportion des filles dans les formations scientifiques et techniques, et de dépasser dans la série C (mathématiques) le pourcentage de 40 %.

• En direction des personnels de l'éducation nationale. — Une vigilance particulière est recommandée lors de la formation initiale des futurs enseignants. Des stages de formation des formateurs sont prévus, ainsi que des actions de formation continue pour les personnels enseignants, d'information, d'orientation et même des chefs d'établissement.

• En direction des établissements scolaires. — Le ministère de l'Éducation nationale s'engage à développer les capacités d'accueil dans les formations scientifiques et technologiques. Recteurs et inspecteurs d'académie proposeront des mesures pour l'accueil en internat des jeunes filles, lorsque leur admission en section scientifique, technique ou en classe préparatoire en dépendra. Des « classes-passerelles » seront créées dès la rentrée de 1985 pour permettre aux jeunes filles de se réorienter, si elles le désirent, vers les secteurs scientifiques et techniques.

Enfin, pour la mise en œuvre de la convention, les deux ministères ont décidé de désigner auprès de chaque chef de service académique d'information et d'orientation un responsable à temps plein chargé « d'animer et de suivre la politique académique sur l'égalité des chances ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

L'abbé Pierre : la crise nous contraint au partage des revenus de l'emploi

L'abbé Pierre, invité, dimanche soir 23 décembre, du Grand Jury RTL-Le Monde, a, en dehors d'un panorama de l'activité des Chiffonniers d'Emmaüs — deux cents groupes dans vingt-neuf nations, soixante-sept communautés et trois mille personnes en France, apporté quelques précisions sur ses récentes démarches.

S'agissant du premier ministre, M. Laurent Fabius, rencontré tout dernièrement en tête à tête, pendant une heure un quart, le prêtre a dit notamment : « Toute mesure de l'Etat, toute initiative privée seront vaines tant que l'opinion publique restera enretravée dans cette illusion mortelle, qui consiste à penser que la crise n'est qu'un mauvais moment à passer. Il y a pour une génération. Nous sommes contraints au partage de l'emploi et au partage des revenus de l'emploi ».

S'agissant de M. André Bergeron — une polémique s'est instaurée entre le secrétaire général de Force ouvrière et l'abbé Pierre à propos de la sécurité de l'emploi des fonctionnaires, — le fondateur des communautés d'Emmaüs a exprimé son « désir » de rencontrer le leader de FO. L'abbé Pierre n'a pas été ten-

dre, au micro de RTL, vis-à-vis de M. Bergeron : « Il voit rouge, m'a-t-on dit, dès qu'il s'agit d'un curé. Je voyais en lui un homme de sagesse ».

Le tiers-monde, la violence, une distorsion contre cette « société de gaspillage et d'égotisme », alors qu'il ne rêve que d'une « société de partage », ont été les autres principaux thèmes abordés par l'abbé Pierre. Il a conclu par un « message d'espoir aux jeunes » : « Si vous êtes entrés dans la vie avec la volonté d'être heureux, de travailler, d'être compétents pour vous mettre, en équipe, au service premier des plus souffrants, vous avez de la veine d'avoir vécu ainsi aujourd'hui, parce que les idées sont cocardes et que le chemin est ouvert. Si tel est votre idéal, vous pouvez avoir une vie passionnante. Elle ne sera pas forcément belle, pas forcément drôle, mais elle sera créatrice de l'homme de demain ».

LANCERMENT À CHERBOURG DU TROISIÈME SOUS-MARIN NUCLEAIRE D'ATTAQUE

Le troisième sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) français, le S-603 Casabianca a été lancé avec succès samedi 22 décembre à Cherbourg et entrera en service en avril 1987. Beaucoup plus petit que le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), avec 2 650 tonnes de déplacement en plongée (contre 9 000 tonnes pour le SNLE), le SNA est un sous-marin à propulsion nucléaire mais qui emporte des charges classiques à bord de torpilles et de missiles SM-39 pour le combat contre les navires de surface ou contre d'autres sous-marins.

Plus rapide, discret et silencieux que les sous-marins traditionnels à propulsion diesel-électrique, le SNA n'a pas besoin de venir « respirer » à la surface, disposant d'une plus grande autonomie de plongée (entre quarante-cinq et soixante jours).

Conçu dès 1972 et commencé en 1976, le projet SNA a été concrétisé par le lancement du S-601 Rubis en 1979 (entré en service en 1982) et du S-602 Saphir en 1981 (en service en 1983). Le Casabianca est, à ce jour, le sixième bâtiment de la marine nationale à porter ce nom. Parmi ses précédents, il convient de citer le célèbre sous-marin, à propulsion classique, de 1 500 tonnes qui, sous les ordres du commandant l'Hermier, participa durant la dernière guerre mondiale à de nombreuses missions de la France libre. Il fut désarmé en 1947.

• Trois indépendantes bretonnes condamnées. — Le tribunal correctionnel de Vannes (Morbihan) a condamné, le vendredi 21 décembre, Denis Riou, trente ans, Hervé Barry, trente-deux ans, et Patrick Gardin, vingt-trois ans, à trois ans de prison ferme chacun, pour avoir tenté de détruire à l'explosif, dans la nuit du 4 au 5 août dernier, un transformateur d'EDF, près d'Arzon (Morbihan) (Le Monde du 7 août).

Une crèche menacée de fermeture à Paris

Père Noël Ubu

Pour cinquante bambins de Paris, le Père Noël prendra peut-être, cette année, le visage d'un fonctionnaire venant les espérer de leur crèche. Dans cette affaire ahurissante, Ubu mène à Karka. Tout a commencé en 1952, lorsque de riches Américains légèrent à l'Université de Paris un bel immeuble de la rue du Faubourg Saint-Jacques, dans le 14^e arrondissement : une seule condition, le transformer en une maison pour les étudiants, équipés d'une crèche. Celle-ci fut installée au sixième étage pour profiter des balcons et des terrasses. Grâce à une douzaine de puericultrices de qualité, il y règne une ambiance familiale qui fait le bonheur des enfants. L'association gérant l'établissement est présidée par un pédiatre, le professeur Guy de Montis. Comme ils sont mal acceptés dans les autres crèches, les étudiants accourent des quatre coins de la capitale pour déposer leurs tout petits rue du Faubourg Saint-Jacques. C'est la seule crèche étudiante de Paris.

Une inquiétude pourtant. L'immeuble appartient au Centre régional des œuvres universitaires (CROUS), qui, invoquant le manque de crédits, néglige de l'entretenir. Alors, peu à peu, dans les étages inférieurs, la bibliothèque, la salle de conférences, les bureaux occupés par les associations étudiantes se sont vidés. Voilà sept ans maintenant que, situation incroyable en plein Paris, la plus grande partie du bâtiment est inoccupée. Seule, tout là-haut, la crèche continue à fonctionner à la satisfaction générale.

Puis, brusquement, le 19 novembre dernier, la commission départementale de sécurité décréta qu'il faut fermer l'établissement avant la fin de l'année. Motif : il manque quelques portes coupe-feu dans l'escalier. Davis :

100 000 francs. Le CROUS affirme que son budget (217 millions de francs par an) ne lui permet pas de trouver cette modeste somme. Le professeur de Montis ramue ciel et terre, en vain. Ministère de l'Éducation nationale, secrétariat aux universités, rectorat, Caisse d'allocation familiales, Ville de Paris, mairie d'arrondissement, chacun se retranche derrière d'excellentes raisons administratives. Enfin, le pédiatre décline une association privée qui va peut-être lui prêter ses malheureux 100 000 francs. Sauvé ! Pas du tout.

Voilà que, après des années d'une incompréhensible inaction, le CROUS sort de ses trois ans plan de rénovation de l'immeuble. On veut en faire une résidence universitaire de six cents chambres. Début du chantier au printemps 1985. Le crèche sera maintenue (c'est la condition du legal), mais on conseille aux étudiants de renoncer aux travaux de sécurité, désormais inutiles, et de déménager leurs enfants pendant la durée des réparations, c'est-à-dire pendant deux ans.

Le CROUS est propriétaire des locaux. Va-t-il réloger ses locataires, comme cela se fait d'habitude ? Impossible, répond-il. Le professeur de Montis entreprend une nouvelle tournée des services publics, aussi infructueuse que la première. Devant ce casse-tête, les étudiants envisagent de passer une petite annonce dans un journal : « Université cherche d'urgence 400 mètres carrés dans Paris pour accueillir pour deux ans cinquante enfants dont les parents sont à la Fac. Envoyer proposition à M. Chevènement, ministre de l'Éducation nationale ».

MARC AMBROISE-RENDU.

M. Crépeau :

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

certains

150

ECONOMIE

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 1984

EMPLOI

Diminution spectaculaire du chômage aux Etats-Unis

Sous l'avalanche des résultats positifs obtenus pour l'emploi, aux Etats-Unis, l'année 1984 devrait consacrer le modèle américain. En comparaison, et quelles que soient les politiques économiques menées, l'Europe a accusé un retard. Elle ne paraît pas devoir sortir du chômage avec un taux qui, au fil des mois, s'est maintenu au-dessus des 11 % de la population active, selon les statistiques de Bruxelles (11,4 % en octobre).

Dans son rapport, désormais annuel, sur les « perspectives de l'emploi », l'OCDE constate et s'inquiète de cette divergence qui devrait croître un fort durable. Les experts, qui avaient estimé en 1983 que l'ensemble de la zone OCDE devrait créer chaque jour 20 000 emplois pendant cinq ans (1984-1989), pour ramener le nombre de chômeurs à son niveau de 1979, soit 19 millions, observent que, si « le Japon a presque atteint son objectif », l'Amérique du Nord l'a largement dépassé.

Alors que le chômage aux Etats-Unis avait atteint son niveau record en novembre 1982, avec 10,7 % de la population active, le recul enregistré en 1983 s'est poursuivi en 1984 pour atteindre les 7,2 % en novembre dernier. Tandis que 88,7 millions d'Américains occupaient un emploi salarié dans le secteur non agricole en décembre 1983, au point le plus bas de la récession, la reprise entraînerait un rapide retournement du marché du travail et permettrait d'atteindre, en août 1984, les 94,5 millions de salariés.

L'appréciation de cette réussite, pour impressionnante qu'elle soit, doit cependant être nuancée. En juillet 1981, les Etats-Unis comptaient encore 91,5 millions de salariés. Ensuite, la démographie américaine connaît un ralentissement qui précède celui que connaît l'Europe. Enfin, les emplois créés l'ont été, pour plus de la moitié, dans le secteur des services, au point que certains y ont vu le résultat de l'engouement pour les fast food.

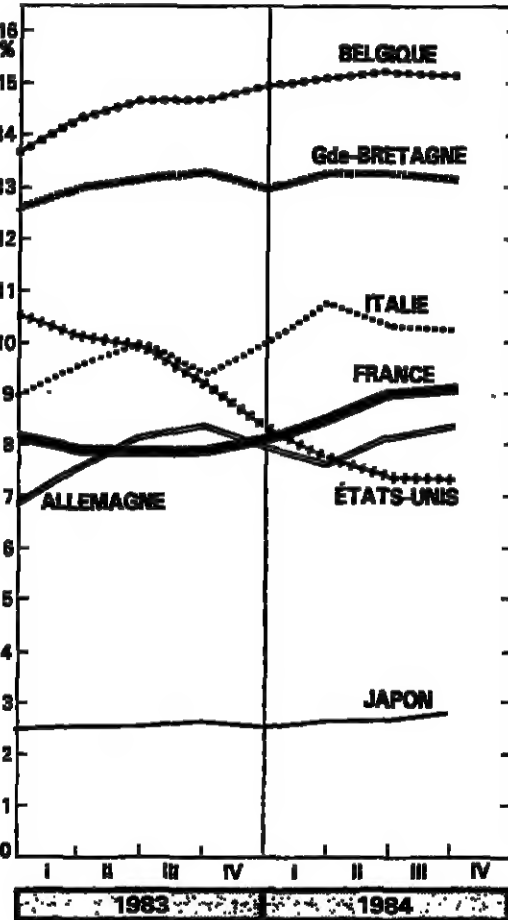
Capable d'adaptation, l'économie américaine s'est déplacée et le marché de l'emploi a fait la preuve de sa mobilité. Ainsi le secteur manufacturier, qui représentait 30 % des emplois en 1960, 24 % en 1975, est tombé à 21 % en 1983, perdant plus d'emplois qu'il n'en créait. A cause de l'augmentation des emplois à temps partiel, le durcissement de la législation a diminué et la productivité du secteur privé non agricole, estimée à 3,5 %, n'a pas retrouvé les scores de 1975 (5,2 %) ou de 1961 (5,4 %) sous l'effet du développement des activités tertiaires. Parallèlement, aussi, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a augmenté, et l'épiscopat américain s'est inquiété, dans un rapport, de découvrir qu'il était 35 millions...

Dans tous les pays européens, ces résultats ont amené des interrogations sur les politiques suivies. De Londres à Bonn, en passant par Paris, on s'est emparé du thème de la « flexibilité » qui, progressivement, a supplanté celui, plus ancien, de la réduction du temps de travail. Quel qu'il en soit, l'Europe a globalement stagné dans le chômage malgré la rigueur des actions nationales pour rétablir les grands équilibres. La fermeté de M^{rs} Thatcher n'est pas venue à bout du chiffre de

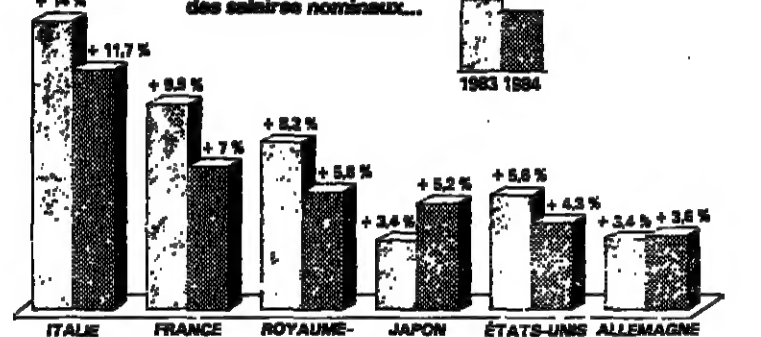
3,3 millions de chômeurs environ (13,2 % de la population active au troisième trimestre 1984 selon l'OCDE). Même l'Allemagne fédérale de M. Kohl n'est pas parvenue à résorber le nombre des sans-emploi (8,4 % au troisième trimestre 1984), et la grève de la métallurgie, au printemps, ne pourrait servir de circonstance atténuante. La France, enfin, qui avait longtemps cru échapper au sort commun grâce au « traitement social » se mettait à l'unisson en 1984 et, à son tour, flirtait avec un taux de 10 %.

Hormis le Luxembourg et la RFA, tous les pays européens ont désormais atteint cette barre fatidique des 10 % et toutes les prévisions permettent de croire qu'ils resteront, au moins, à ce niveau. En Belgique, aux Pays-Bas et en Irlande, où les taux de chômage étaient respectivement de 15,2 %, 14,4 % et de 16,6 % en octobre, selon les statistiques de la Communauté, la situation est encore plus grave. Quant à l'Italie, elle aurait compté officiellement 2,9 millions de chômeurs en octobre 1984, soit 13,2 % de sa population active. Il est vrai que l'on y dénombre aussi 600 000 personnes indemnisées par la cassa integrazione et que l'économie « immergée » a depuis longtemps succédé au « miracle à l'italienne ».

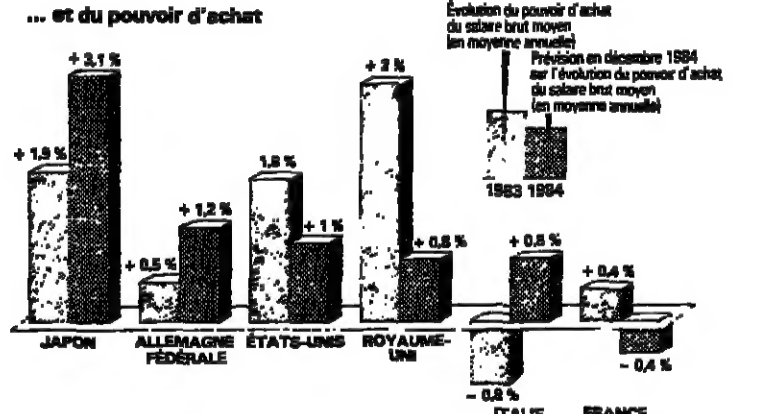
Taux de chômage en % de la population active



Evolution des salaires nominaux... en pourcentage



... et du pouvoir d'achat



CRÉDIT

Hausse puis décline des taux d'intérêt américains

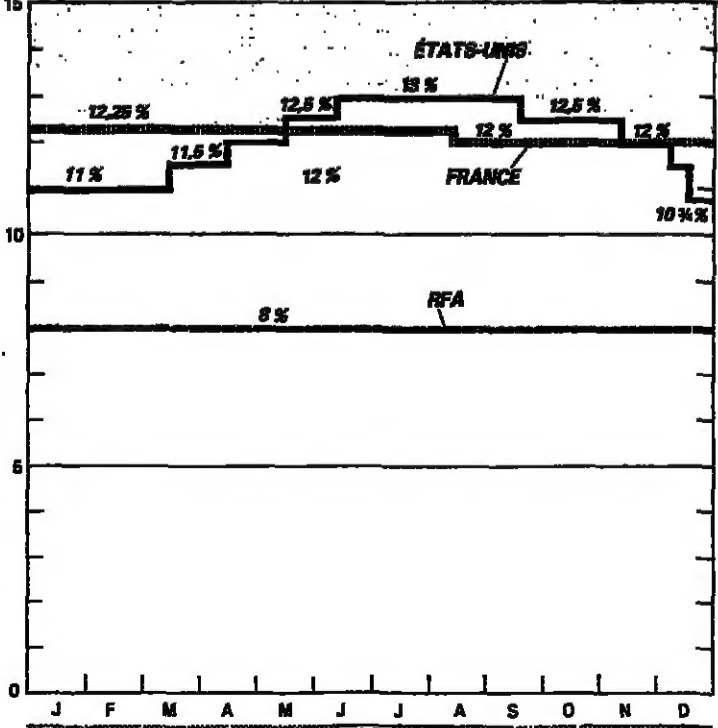
L'événement majeur de l'année 1984, sur le front des taux d'intérêt, a été une montée de la tension aux Etats-Unis, suivie d'une décade et d'un retour aux conditions de début

d'année. Ailleurs, en revanche, et notamment en Europe, la stabilité a été la règle, à l'exception de la Grande-Bretagne, où la Banque d'Angleterre a dû relever temporairement les taux pour défendre la livre sterling.

Dès le début de l'année, en dépit des déclarations officielles sur la probabilité d'une détente, les premiers signes d'une tension prochaine apparaissent aux Etats-Unis. Le « boom » de l'économie se traduit par une augmentation de 10 % du produit national brut au premier trimestre, et la demande de crédit par les entreprises se conjugue avec les emprunts du Trésor pour gonfler la demande de capitaux sur le marché financier. Cela exerce une puissante pression à la hausse sur les taux. Simultanément, la Réserve fédérale, banque centrale des Etats-Unis, s'inquiétant d'une croissance trop rapide, à son gré, de la masse monétaire, et continuant à redouter un retour de l'inflation, se refuse à fournir au marché des liquidités supplémentaires. En conséquence, le taux de l'argent commence de s'élever, contraignant les banques à relever leur taux de base, qui, de 11 % en janvier, atteint 13 % dans le courant de l'été. Le taux des bons du Trésor et, surtout, de l'eurodollar à six mois, qui sert de référence aux crédits internationaux, suivent la même courbe.

A la fin de l'été, toutefois, les premiers signes d'une détente commencent à apparaître, que ce soit sur les bons du Trésor ou l'eurodollar à six mois, qui reviennent d'un peu moins de 13 % à 12 %. En raison d'un très net ralentissement de l'économie et d'une progression moins rapide tant de la masse monétaire que de l'inflation, la Réserve fédérale entreprenait, discrètement,

Les taux de base bancaire



(1) Taux de base ou « prime rate » (Etats-Unis)

Dérive déflationniste

C'est pas la première fois que les Européens ont le sentiment de se laisser distancer par leurs concurrents — et partenaires — américains, et plus récemment japonais. Ce n'est pas la première fois non plus, particulièrement en France, que le « retard » abondamment démenti est imprimé au premier chef à une avance, suppose de plus en plus difficile à combler, des capacités industrielles et surtout technologiques des Etats-Unis ou du Japon. Qu'on se souvienne du fameux « gap » du même nom dont il était tellement question à la fin des années 60.

Le caractère peu convaincant de ce type d'explication tient d'abord du fait que personne, en tout cas ni des techniciens ni des savants, n'a jamais analysé ce concept finalement très vague de « retard » technologique cumulé. Un examen des seuls facteurs économiques et financiers en jeu est capable de rendre compte en bonne partie des évolutions divergentes qu'on constate entre l'Amérique du Nord, qui a incontestablement, depuis la fin de 1982, le vent en poupe, les pays d'Europe occidentale, dont la croissance est globalement deux ou trois fois moins rapide (avec les graves effets sur l'emploi de cette allure trop lente), le Japon, qui continue à faire bonne figure dans la compétition, bien que sa progression, de l'ordre de 5 % en 1984 (6,7 % environ aux Etats-Unis), soit la moitié de ce qu'elle était jusqu'à la récession de 1974-75.

Même de l'autre côté de l'Atlantique, où l'on a vu, pendant la première moitié de l'année, le rythme d'activité s'élever à un niveau rarement égalé (10,1 % au deuxième trimestre), ce qui a permis, malgré la persistance de la crise dans des secteurs parfois très étendus (l'agriculture) de l'économie, un nouveau et spectaculaire recul du chômage, le phénomène dominant est sans doute encore la déflation. La publication à peu près simultanée de l'indice des prix à la production pour novembre — + 0,2 % seulement — et de la première estimation pour la progression du produit national brut américain pour le quatrième trimestre — un taux de l'ordre de 2,8 % après le maigre 1,6 % du troisième trimestre — tend à montrer combien est faible le risque de dérapage inflationniste au cas (assez probable) d'une remontée du « tonus » économique succédant à la relative baisse de tension de l'été.

Il en est de même dans les autres grands pays industriels, indépendamment de l'état de leurs économies respectives. En France, où le taux de croissance est particulièrement faible (moins cependant qu'on n'aurait pu le craindre), le mouvement de déflation est bien engagé, comme en témoigne la déflation progressive des salaires (dans beaucoup de secteurs, la hausse est désormais inférieure ou égale à 1 %).

Le contraire des années 70

C'est qu'à plus d'un égard les années 80 se présentent comme le contraire des années 70.

Les banques ont cessé de solliciter les clients, et leur souci prioritaire est d'améliorer la composition de leurs actifs ; celles qui, telle la Continental Illinois de Chicago, dont la faillite a eu un grand retentissement en juin, étaient le plus lourdement engagées dans des activités en perte de vitesse (pétrole par exemple) ont été victimes d'une chose qu'on croyait appartenir à un autre âge : la soudaine défection des déposants, dont les retraits n'ont pu être compensés que par une vaste opération de secours des autorités fédérales mobilisant autant de ressources qu'on avait nécessité la sauvegarde du Brésil ou du Mexique. Quant aux innombrables débiteurs, ils s'efforcent d'améliorer leurs bilans, ce qui amène plus d'une société à renoncer à des investissements et à licencier du personnel. Même dans la prospère Amérique, le nombre des faillites est encore très au-dessus de la normale. La déflation, c'est le dénouement, plus ou moins forcé, des dettes énormes accumulées dans la période précédente, ce qui n'empêche pas certains débiteurs, dans les Trésors publics des pays les plus riches dont la signature est encore appréciée, de continuer à emprunter massivement.

Une importance particulière est à cet égard justifiée par le retour au financement des considérables déficits de la balance des paiements et du budget américains. Les conditions dans lesquelles il s'opère sont à l'opposé de ce qu'elles étaient dans le passé. On ne doit pas s'étonner non plus qu'elles aient des effets inverses. Dans les années 60, le dollar était déjà surévalué (ce qui permettait aux Américains d'acheter les firmes européennes), et la balance des paiements américaine en déficit. Les banques centrales d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Suisse, du Japon, etc. soutenaient la devise américaine en en rachetant aux banques commerciales d'énormes liquidités, qui leur permettaient d'étendre leurs crédits, provoquant ainsi une déflationnisme car le point de départ était le comblement d'un déficit (celui des Etats-Unis) par les instituts d'émission européens et japonais, autrement dit la création monétaire ex nihilo.

De nos jours, ce sont des investisseurs privés qui se portent

directement acheteurs des titres de la dette publique américaine, une pratique que le Trésor des Etats-Unis a en quelque sorte officialisée en organisant pour la première fois une vente ouverte de bons ouverts aux seuls non-résidents. Le système a cessé d'être inflationniste, puisque le financement du déficit est assuré par un formidable drainage de l'épargne, américaine et non américaine. Mais il est déflationniste pour les pays qui voient leurs capitaux fuir à New-York. Quelque 80 milliards de dollars, soit, grosso modo, un montant égal aux deux tiers de l'épargne brute de la France auraient en 1984 afflué vers les Etats-Unis. Ces derniers n'échappent aux conséquences inflationnistes qu'un tel apport pourrait produire que grâce à la surévaluation du dollar (importations bon marché) dont la conséquence est d'aggraver le ... déséquilibre extérieur.

Il reste, au-delà des nouveaux dysfonctionnements du système monétaire et financier, des différences de « structures » (entendues : habitudes sociales, équilibres, etc.) qui jouent globalement au détriment de l'Europe. Mais c'est à l'Europe, dans ce domaine, de s'en prendre à elle-même. Dans l'ensemble, l'économie américaine s'est montrée beaucoup plus souple et plus adaptable, d'où un climat plus favorable à l'emploi (réglementation moins contraignante, salaires mieux ajustés à la conjoncture, sauf peut-être dans les grandes entreprises, etc.) et à l'essor des industries de pointe. Cette souplesse préexistait à Reagan, mais sa politique de « déréglementation » sous auspices l'a améliorée. Cependant rien n'est irréversible : la RFA, qu'on disait en train de manquer la troisième révolution industrielle, découvre le « venture capital » à l'américaine pour financer de nombreuses entreprises de haute technologie qui profitent autour de Stuttgart, de Munich, etc. Un nouvel optimisme naît dans presque tous les secteurs de l'économie allemande.

La crise aide à briser les rigidités. Cependant, les résistances au changement restent fortes, comme en témoigne en France l'échec, à la veille de Noël, des négociations sur une plus grande flexibilité du marché de l'emploi. Si le chômage est bien un fléau, il n'est pas pour autant une malédiction tombée du ciel : c'est pour une bonne partie un mal que les sociétés s'ingénient à éliminer et qu'elles pourraient sans doute très sensiblement atténuer sans recourir à des réformes bouleversantes.

PAUL FABRA.

REPRISE INÉGALE ET

CONJONCTURE

Dans le sillage américain

Ce fut l'année de la reprise : selon les dernières prévisions des experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le produit national brut (PNB) des vingt-quatre pays membres aura, en 1984, progressé de 4,7 %, au lieu de 2,6 % en 1983, après avoir diminué de 0,3 % en 1982. Ce taux est le plus fort qui ait été enregistré depuis huit ans.

En fait, la moyenne masque de profondes divergences à l'intérieur de l'OCDE, en gros, entre le couple États-Unis-Japon et les autres. Les deux premiers pays - auxquels il faut ajouter le Canada (- 4,7 %) très lié à son voisin du sud - ont enregistré de fortes croissances. Les autres quatre « grands » (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) ont connu des taux inférieurs de moitié ou des deux tiers. La progression lente de l'ensemble de la Communauté européenne faisant contraste avec le dynamisme de la « zone Pacifique ».

Cependant, aux États-Unis, la reprise s'essouffait en milieu d'année : ainsi, le produit national brut n'a augmenté - en taux annuel - que de 1,6 % au troisième trimestre, contre 7,1 % au deuxième et 10,1 % au premier. Ce fort ralentissement de l'activité était néanmoins

jugé par l'administration américaine comme passant, étant dû à la mauvaise tenue des exportations étant donné le niveau élevé du dollar.

En revanche, certains économistes privés, minoritaires, parlaient de « récession de croissance », le taux devenant insuffisant pour faire baisser le chômage. Toutefois, au quatrième trimestre, le PNB américain devait avoir progressé de 2,8 %.

L'économie des États-Unis étant remplie de surprises - y compris pour ses propres experts - la conjoncture s'améliorait d'ailleurs en fin d'année, en raison notamment de la période des fêtes (les Américains dépensent, à cette occasion, près de 3 000 F en moyenne par famille). Ainsi, les ventes au détail ont-elles fortement augmenté en novembre, alors que les analystes officiels tablèrent sur un taux moyen de croissance de 4 % par an d'ici à 1988. Toutefois, l'institut patronal Conference Board prévoyait, lui, 3 % pour 1985.

Nonobstant ces sauts, les États-Unis ont accru leur avance sur une Europe quelque peu engourdie, alors même que la propagation de la fièvre américaine se faisait de façon inégale. L'Italie fut le pays le plus

sensible, les exportations ayant - le dollar aidant - augmenté de 70 % outre-Atlantique. Le dynamisme des entreprises de la péninsule et leur ingéniosité ont joué un grand rôle.

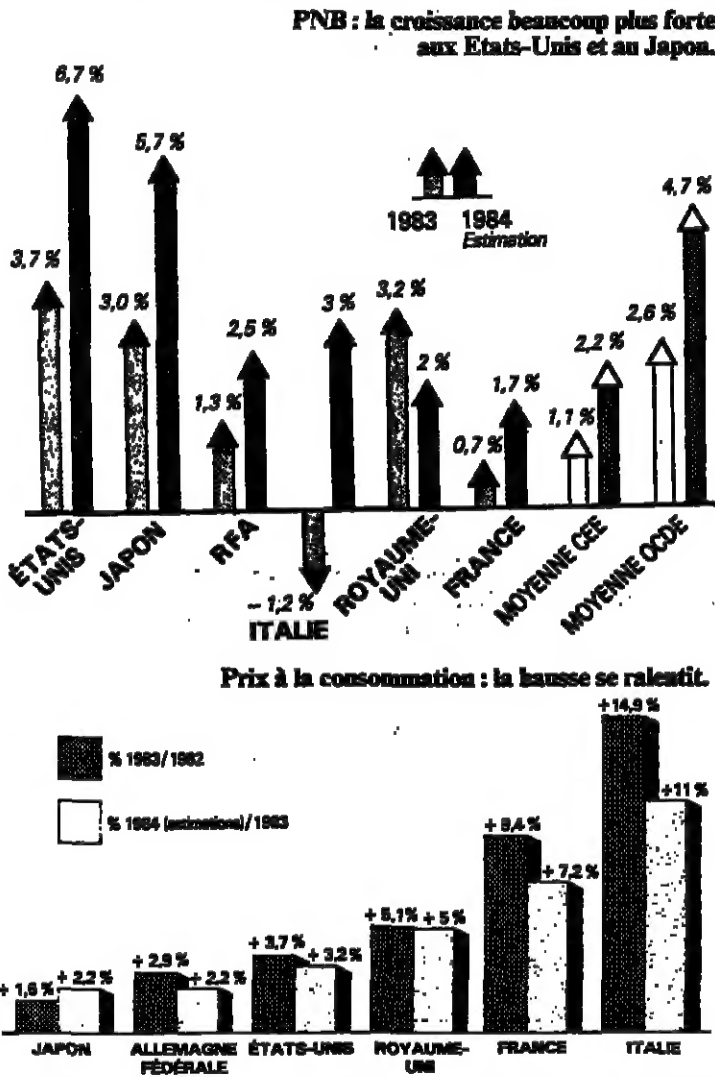
En Grande-Bretagne, les exportations ont en également leur importance, entraînant la production manufacturière, mais l'année a été plutôt marquée par la continuité dans le réajustement. Les résultats ont, en effet, confirmé ceux des années précédentes, et le chancelier de l'Échiquier a pu, à la fin de 1984, annoncer pour 1985 une quatrième année de croissance soutenue. Toutefois, le taux de progression du produit national brut a fléchi du fait de la grève des mineurs, entamée le 2 mars. Sans ce conflit, ce taux aurait été, selon l'administration, d'un point supérieur.

En Allemagne fédérale, l'économie avait durement subi, au printemps, les effets de la grève de la métallurgie, mais un rythme régulier de croissance a ensuite été retrouvé. Le gouvernement est parvenu à son objectif de recréer les conditions d'une expansion modérée mais stable. Il a en tout cas résisté à ceux qui voulaient un renforcement de la relance par des mesures d'accompagnement. La reprise des investissements n'a cependant pas été à la hauteur des espérances, en dépit de l'amélioration de la situation financière des entreprises. En fait, la croissance a été ici aussi tirée par les exportations, qui ont augmenté de 40 % vers les États-Unis, le dollar ayant franchi la barre des 3 DM.

Ainsi, l'Europe continuait de souffrir de ses structures : pour sa part, le Japon poursuivait son cavalier seul. Grâce notamment aux ventes de produits électroniques et de machines aux États-Unis - l'excédent commercial nippon aura représenté un quart du déficit commercial américain - l'économie s'est mieux comportée que prévu. Pour la première fois depuis 1979, le taux de croissance aura dépassé les 5 %.

Toujours dans le sillage de la puissance dominante, l'année aura été marquée globalement en Amérique latine par une reprise modérée de la croissance, grâce à une très importante augmentation des exportations (Mexique, Brésil) vers les États-Unis, favorisée par la hausse du dollar. La balance commerciale a été excédentaire de 38 milliards de dollars, les exportations ayant augmenté de 10 % et les importations de 4 %. Le produit intérieur brut du sous-continent a augmenté de 2,6 %, après avoir baissé de 3,3 % en 1983, et de 1 % en 1982. En revanche, les pays d'Afrique au sud du Sahara ont peu profité de la reprise mondiale, la sécheresse continuant de faire sentir ses effets, et le communisme international refléchant à un programme spécial d'aide.

Pour leur part, les pays de l'Est ont connu une conjoncture moyenne, notamment en URSS où l'accroissement du PNB est officiellement de 3,1 % contre 3,5 % en 1983, et 2 % en 1982. Attendu depuis longtemps, le sommet des pays du CAEM s'est tenu ce jour à Moscou, marqué par le souci soviétique d'intégration.

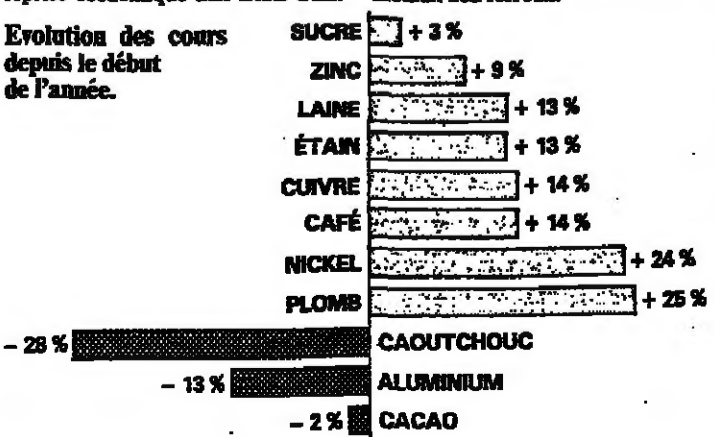


MATIÈRES PREMIÈRES

La déprime

En 1983, les cours des matières premières ont finalement monté de 6,7 %, si l'on en croit les statistiques du Fonds monétaire international (FMI), qui publie à date régulière un indice des prix de gros établi à partir de trente matières premières parmi les plus importantes. Une nette reprise des cours était donc intervenue cette année-là, après les reculs de 12,1 % et de 14,6 % enregistrés en 1982 et l'année précédente. Nombreux étaient les spécialistes à penser que 1984 verrait la poursuite de ce mouvement. C'est ainsi que la Bank of America anticipait une progression de 10 % des matières premières à caractère industriel, tandis que les prix des produits agricoles de base n'auraient dû progresser que de 2 % environ.

La réalité a été beaucoup plus contrastée en raison des conditions propres à chaque produit, deux facteurs pesant sur les cours : la hausse persistante du dollar et la nette décelération, à partir de l'été, de la reprise économique aux États-Unis.



ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Forte progression

Forte progression du commerce international : les échanges mondiaux ont en 1984 progressé d'au moins 8 %, estiment les experts du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Ces échanges se sont accrus ceux de 2 % en 1983, après avoir diminué de 2 % en 1982 et stagné en 1981. Il faut remonter à 1976 pour retrouver un taux supérieur, soit 11 %.

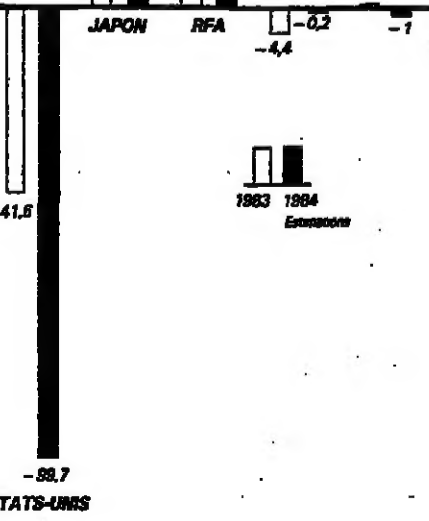
De janvier à septembre 1984, selon les dernières évaluations du secrétariat du GATT, le commerce international a en tout cas enregistré une croissance de 8,5 % - à prix constants - par rapport à la même période de 1983. Selon les autorités de Genève, « la reprise vigoureuse aux États-Unis a été la principale, sinon la seule force d'entraînement » pour les échanges. Ainsi, pour les neuf premiers mois de l'année, les importations américaines ont - en valeur - dépassé d'un tiers celles de la même période de 1983.

Cependant, « le climat des relations commerciales internationales est actuellement très inconfortable », souligne-t-on dans la métropole helvétique, où est préconisé un retour aux « principes fondamentaux de la non-discrimination » pour redonner confiance aux investisseurs éventuels. Ainsi, pour le commerce du textile, « les cotés élevés du protectionnisme » ont été dénoncés, dont la pratique a été « peu profitable » à l'industrie du vêtement des pays développés et « très néfaste » pour les autres secteurs ainsi que pour l'économie des nations en développement.

Pour les six pays de l'Est, le mot d'ordre est toujours au redressement des échanges. En volume, leurs exportations vers les pays occidentaux ont augmenté de 17 % - surtout à cause du charbon polonais, - et leurs importations de 3 % seulement au cours du premier semestre, ce qui a abouti à un excédent commercial de 3 milliards de dollars (1,3 milliard de janvier à juin 1983). Pour la seule URSS, les

ventes ont augmenté de 2 % (pétrole et dérivés), mais les achats ont diminué de 9 % (produits sidérurgiques, mécaniques et électroniques), soit un surplus de 4 milliards de dollars (1 milliard au premier semestre de 1983).

Globalement, les pays industrialisés ont, selon le FMI, enregistré un solde négatif de 82,6 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 1984 (46,4 milliards durant la même période de 1983).



Le dollar roi

En 1984 comme en 1983, en 1982 et en 1981, le dollar a tenu la vedette sur tous les marchés des changes. Son cours a monté, à Paris et à Francfort, de plus de 14 %, à Londres de 12 % et à Tokyo de 7 %. Sa progression vis-à-vis du mark a été un peu inférieure à celle de 1983 (+ 16 %), et, surtout, vis-à-vis du franc, elle a été nettement moins importante que l'an dernier, au cours duquel la monnaie américaine avait

fait un bond de 26 % en raison de la dévaluation du franc par rapport au mark (et aussi par rapport au florin, au franc belge et à la couronne danoise), en mars 1983.

Comme les années précédentes, l'attrait d'une rémunération plus élevée sur les placements en dollars a joué en faveur du « billet vert ». Mais, à la différence de ce qui s'était passé précédemment, on s'est aperçu que cet « effet taux » ne pou-

vait plus totalement expliquer la hausse de la devise américaine, puis que cette dernière a continué de se montrer très ferme alors même que les « taux » s'orientaient vigoureusement à la baisse aux États-Unis.

D'autres facteurs étaient donc à l'œuvre pour doper le dollar. On a cité d'abord la demande « commerciale », émanant des sociétés multinationales pour leurs opérations internationales. Cette demande est toujours été forte, mais elle a augmenté régulièrement. On a mis en avant, ensuite, les emprunts effectués par le Trésor des États-Unis pour financer le déficit du budget. Ces emprunts ont été massivement souscrits (90 milliards de dollars, dit-on) par des détenteurs étrangers de capitaux, qui, à cet effet, ont dû acheter des dollars. On a invoqué, également, les besoins des pays en dollars, notamment l'Amérique latine, qui doivent se procurer des montants appréciables de cette monnaie pour assurer, au moins, le paiement des intérêts, à défaut du remboursement du capital.

Enfin, comme le soulignait M. Van Lennep, secrétaire général de l'OCDE jusqu'à la fin de 1984, les cours élevés du dollar peuvent s'expliquer par le fait qu'il est très profitable d'investir dans une économie hautement rentable. Aussi longtemps que le marché estimera que l'on peut « faire » plus d'argent aux États-Unis qu'en investissant en Europe ou au Japon, les gens auront tendance à acheter du dollar pour investir outre-Atlantique. Nous toutefois que la majorité des placements étrangers aux États-Unis semblent bien être à court terme.

L'éventualité d'une baisse a, toutefois, hanté les esprits tout au long de l'année. Ainsi, en mars, le dollar, en cinq semaines, perdit plus de 10 %, revenant à Paris de 2,70 F à 7,80 F, et à Francfort de 2,55 DM à 2,52 DM.

C'était l'époque où M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, multipliait les avertissements sur les dangers présentés par le gonflement du déficit budgétaire américain. Évoquant le recours massif aux capitaux étrangers, il tenait des propos explosifs du genre : « Nous sommes leurs otages... Nous jouons à la roulette russe. Les États-Unis vont devenir le plus grand emprunteur mondial ». Ces propos contribuent, à l'époque, à provoquer une chute des cours assez rapide. Mais, non moins rapidement, les mouvements de capitaux précédemment évoqués entraînent cette chute et, par la suite, les cours reprirent leur ascension. Le plus haut niveau de l'année fut touché en septembre, lorsque le dollar culmina pour atteindre, à Paris, près de 9,72 F et, à Francfort, 3,18 DM.

C'est à cette occasion que la Banque fédérale d'Allemagne entreprit, le 21 septembre, de « casser » une hausse incontrôlée qui devenait tout à fait inquiétante pour le mark. Cette intervention « surprise », effectuée un vendredi à 15 heures sur la place de New-York, eut tout de suite pour effet de stopper la hausse, faisant même refluer les cours au-dessous de 3 marks à Francfort et par ricochet de 9 F à Paris. En fin d'année toutefois, ces cours remontaient assez vigoureusement, en dépit de la baisse du taux aux États-Unis, sans atteindre, toutefois, les sommets de septembre.

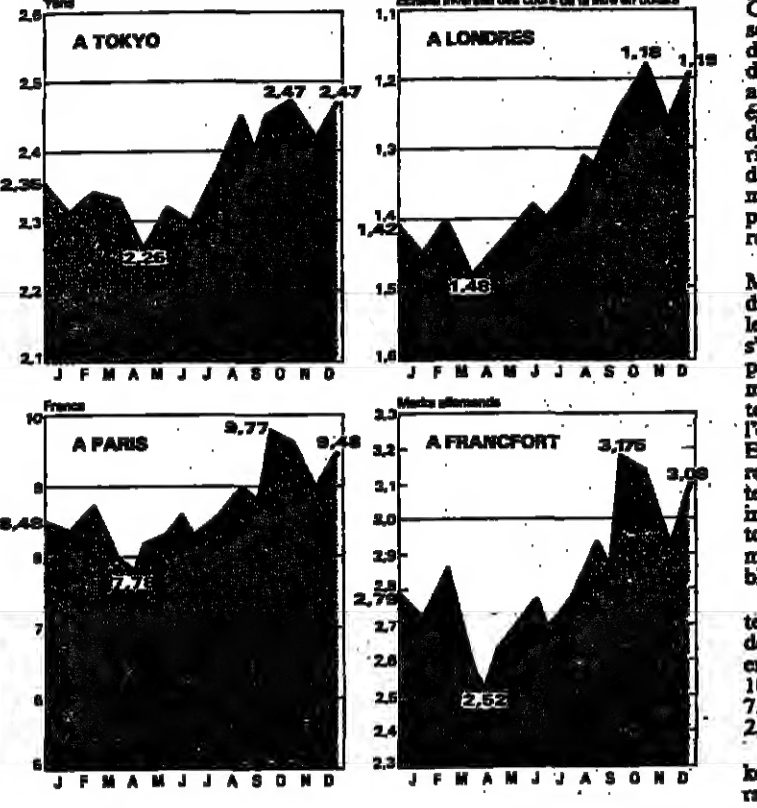
En Europe, deux monnaies se sont distinguées en 1984. La livre sterling tout d'abord, qui a été fortement éprouvée non seulement par la grève des mineurs de charbon, mais aussi, et surtout, par la crise du pétrole. La surproduction de brut et les baisses de prix successives ont entraîné atteinte au statut de « pétromonnaie » qu'avait acquis la livre sterling depuis des années grâce aux revenus tirés des gisements de la mer du Nord. Du coup, la monnaie britannique est tombée à son plus bas cours historique vis-à-vis de la devise américaine, soit 1,16 dollar. Le franc français, en revanche, dévalué de 8 % par rapport au mark en mars 1983, s'est remarquablement porté au sein du système monétaire européen. Le cours du mark à Paris est resté pratiquement stable, passant de 3,0580 F à 3,0630 F environ, soit une dérive négligeable, au voisinage du cours « pivot » de 3,066 F, avec des « pointes » passagères à 3,07 F et, peu de temps, à 3,08 F.

Cette fermeté, que certains ont trouvée surprenante si on tient compte d'un écart d'inflation de cinq points en faveur de l'Allemagne, peut être attribuée aussi bien à la faiblesse du mark qu'aux mouvements de capitaux en faveur du franc.

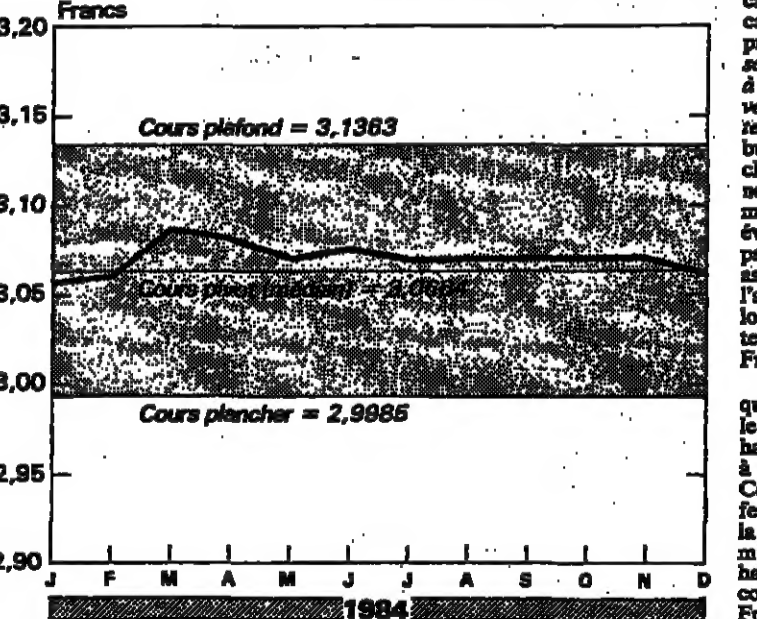
La tenue du mark a été affectée, en effet, à la fois par la montée du dollar, par les retombées politiques du scandale Flick et par la longue grève des syndicats de l'automobile. Quant aux mouvements de capitaux, effectués en faveur du franc, ils ont eu pour origine le niveau élevé des taux d'intérêt sur l'eurofranc, de 5 à 6 points plus élevés que sur l'euro-mark. Dans ces conditions, les détenteurs de capitaux ont d'autant plus d'intérêt à les placer en eurofranc qu'ils n'appréhendaient aucune crainte immédiate sur la parité.

MONNAIES

Le dollar sur les grandes places.



Le mark est resté stable à Paris.



DÉSINFLATION FINANCES PUBLIQUES

Les déficits budgétaires ont continué l'année dernière de se creuser. Aux États-Unis, le déficit a atteint 100 milliards de dollars, soit le plus élevé depuis 1981. En France, le déficit a été de 12,2 milliards de francs, soit le plus élevé depuis 1981. En Allemagne, le déficit a été de 12,2 milliards de marks, soit le plus élevé depuis 1981.

ÉTATS-UNIS :

Le déficit budgétaire des États-Unis a atteint 100 milliards de dollars en 1984, soit le plus élevé depuis 1981. Ce déficit a été financé par l'émission de bons du Trésor et par l'achat de dollars étrangers. Le déficit a été financé par l'émission de bons du Trésor et par l'achat de dollars étrangers.

Moins d'argent en Allemagne, au Japon et en France.

En Allemagne, le déficit budgétaire a été de 12,2 milliards de marks en 1984, soit le plus élevé depuis 1981. En France, le déficit a été de 12,2 milliards de francs, soit le plus élevé depuis 1981. Au Japon, le déficit a été de 12,2 milliards de yens, soit le plus élevé depuis 1981.

INDUSTRIE

Ombres et

1984 aura été une année marquée par la chimie, malgré un ralentissement des affaires. Les ventes ont été en baisse. Toutes les grandes entreprises ont enregistré une baisse de ventes. Les ventes ont été en baisse. Toutes les grandes entreprises ont enregistré une baisse de ventes.

1501 1501

Le dollar roi

DÉSINFLATION PROLONGÉE

FINANCES PUBLIQUES

Toujours l'assainissement !

La maîtrise des déficits budgétaires a été, comme l'année précédente, l'un des thèmes majeurs du débat économique. Aux États-Unis, la politique financière n'a pas vraiment basculé vers la rigueur, mais l'impasse a légèrement diminué. On ne pouvait guère espérer mieux en année électorale !

Presque partout ailleurs, sous la double contrainte du dollar fort et du niveau du loyer de l'argent, les gouvernements ont maintenu le cap de l'assainissement budgétaire. La République fédérale d'Allemagne, le Japon, la Suisse et les Pays-Bas n'ont pas baissé la garde. La France s'est engagée à son tour dans la même voie.

ÉTATS-UNIS :

un déficit légèrement réduit

Le budget de 1984 couvrant la période octobre 1983-septembre 1984 s'est soldé par un déficit de 175,3 milliards de dollars contre 195,4 milliards, pour l'exercice précédent. L'amélioration est bien modeste si l'on songe que, seulement deux ans auparavant, le déséquilibre n'était encore que de 110,6 milliards. La diminution du solde déficitaire serait, selon certains analystes, d'abord due à la compression des dépenses effectivement engagées pour la défense.

Ces dernières ont augmenté en 1984 de 8,1 % en valeur 1983 (au lieu de 12,4 % en 1983). Certains chapitres du budget ont régressé d'une année à l'autre. C'est le cas des crédits à l'agriculture divisés presque par deux (revenant de 22,2 milliards à 12,2 milliards de dollars) et à l'énergie et à l'administration. Si la charge des revenus de remplacement n'est contractée (en liaison avec la baisse du chômage), l'ensemble des dépenses sociales (santé, sécurité sociale, retraites,

allocations chômage, etc.) a encore légèrement augmenté (+1,3 %).

Le service de la dette s'est une nouvelle fois alourdi, augmentant de près de 24 %. La charge des intérêts a représenté un peu plus de 13 % du budget. Au total, la progression des dépenses n'a guère dépassé 5,8 %, pourcentage inférieur à l'avance du PIB en valeur. Les recettes ont passé de 600,6 milliards à 666,5 milliards (+11 %), grâce surtout à l'augmentation des cotisations sociales et des taxes sur les salaires.

Le budget de l'exercice 1985, commencé depuis le 1^{er} octobre, a été voté avec une impasse voisine de celle de 1984, soit 172,4 milliards de dollars. Les dépenses totales devaient progresser de 10 % et les recettes d'un peu plus de 13 %. A peine deux mois plus tard, l'administration fait état de prévisions plus pessimistes et d'un déficit pouvant atteindre plus de 205 milliards de dollars en l'absence de mesures correctives. Les grandes manœuvres pour le budget de 1986 sont amorcées.

JAPON : austerité, austerité...

Le budget de 1984 couvrant la période avril 1984-mars 1985 sera marqué par une stagnation en valeur des dépenses, soit un peu moins de 51 000 milliards de yens (environ 208 milliards de dollars). Certains chapitres connaîtront même une réduction en monnaie courante, comme la dotation aux administrations (-1,1 %) ou aux travaux publics (-10 %). Progressent les crédits de défense (6,5 %) et surtout le service de la dette publique, qui compte désormais pour plus de 18 % du budget soit un doublement en cinq ans. Le ministère des finances n'espérant pas d'augmentation des recettes, les besoins de financement de l'État, qui

devaient s'établir à moins de 13 000 milliards de yens (environ 53 milliards de dollars) seront sans doute supérieurs à ce montant.

Le premier projet de budget pour 1985 (avril 1985-mars 1986) sera d'autant plus dur à boucler. Le ministère des finances table sur une progression de 7,2 % des recettes et de 2,2 % des dépenses courantes afin de comprimer le déficit. Les crédits d'investissement, qui avaient encore augmenté de 1,9 % en 1984, seront plafonnés en valeur. Paradoxe de l'économie japonaise : le budget de l'État reste en déficit et son financement s'avère difficile en dépit d'un excès d'épargne interne.

GRANDE-BRETAGNE :

cheminement inébranlable

Le budget de 1984 (avril 1984-mars 1985) comporterait un déficit de 8,5 milliards de livres (environ 96 milliards de francs) soit 2,5 % du PIB contre 10 milliards (3,25 %) un an plus tôt. Les recettes seront supérieures aux prévisions de mars 1984 en raison, principalement, du gonflement des revenus pétroliers. Les ventes se faisant en dollars, la hausse du billet vert augmente les rentrées en livres ! Les dépenses, en progression de 6,4 % en valeur, soit moins que le PNB, atteindraient 128 milliards de livres. On prévoyait moins, mais la grève des mineurs et l'augmentation du nombre de chômeurs ont alourdi la facture.

Dans le projet de budget de 1985 (avril 1985-mars 1986), les besoins d'emprunt du Trésor seront limités à 7 milliards de livres. L'objectif est de ramener progressivement le déficit à 1,75 % du PIB dans les prochaines années. La croissance économique, qui demeure ferme, facilitera cette stratégie, ainsi que les ventes d'entreprises publiques.

RFA : vers l'équilibre ?

Le budget de 1984 marque une nouvelle étape dans le processus d'assainissement. Le gouvernement a, néanmoins, peu ralenti le rythme de l'ajustement. Le déficit de l'État fédéral sera ramené un peu en dessous de 30 milliards de DM (environ 92 milliards de francs) alors que la loi de finances prévoyait 32,9 milliards. Toutefois, une grande partie de cette réduction est imputable aux bénéfices de la Bundesbank. La progression des dépenses atteindra 3 % (contre 0,9 % en 1983). L'écart est beaucoup moins grand que ce qui concerne les recettes : 4,5 % contre

3,75 %. Une évolution comparable est enregistrée pour les régions et les communes dont les budgets sont plus importants que celui de l'État fédéral. Au total, pour l'ensemble des administrations, les besoins de financement reviendraient de 55 milliards de DM en 1983 à 50 milliards en 1984, soit de 3,3 % à 3 % environ du PIB.

La loi de finances pour 1985, adoptée par le Parlement prolonge la rigueur. Le solde à financer de l'État fédéral devrait s'abaisser à 25 milliards de DM (76 milliards de francs) et celui de l'ensemble des administrations à 37 milliards environ, soit guère plus de 2 % du PIB. Les dépenses fédérales progresseraient de 2 % seulement en valeur, soit un peu moins vite que les prix.

ITALIE : un effort, mais...

Le budget de 1984 visait à contenir la progression des dépenses et du déficit. Mais le plafond de 96 800 milliards de lire (environ 440 milliards de francs) sera dépassé. On atteindrait 96 000 milliards (460 milliards de francs) compte tenu des transferts aux entreprises publiques et du redressement plus lent que prévu de la conjoncture, et donc des recettes.

Dans le projet de budget pour 1985, le gouvernement entend stabiliser le déficit autour de 96 000 milliards. L'impasse reviendrait, de ce fait, de 15,8 % du PIB en 1984 à 15,4 % en 1985.

BELGIQUE :

on revient de loin...

Le budget de 1984 prolonge l'action entreprise en 1983. La part des dépenses publiques dans le PNB a légèrement régressé, représentant 41 % contre près de 42,5 % en 1982. Les besoins nets de financement du Trésor seraient réduits de 12,6 % du PNB en 1983, à 11,5 % en 1984, soit 516 milliards de francs belges (environ 79 milliards de francs français). Les dépenses totales ont progressé de 5,8 % (+7,4 % pour les crédits d'investissement, lesquels, toutefois, retrouvent à peine, en valeur, leur niveau de 1982).

La loi de finances pour 1985 maintient les mêmes options fondamentales. Le déficit global est fixé à 49,7 milliards de francs belges (75 milliards de francs français), soit 10,4 % du PNB. Les dépenses augmenteraient de 4,3 % dans l'ensemble (6,3 % pour les dépenses d'équipement).

ENDETTEMENT

L'accord mexicain

L'année a toutes chances de se terminer sans que l'accord de principe conclu dès le 25 septembre (alors que l'assemblée générale du Fonds monétaire était réunie à Washington) entre le directeur général de cette dernière institution, M. Jacques de Larosière, et l'Argentine soit rendu effectif. Le FMI subordonne le déboursement de 1,4 milliard de crédit promis à la conclusion d'un double accord entre Buenos Aires et les banques créancières, l'un portant sur le rééchelonnement de la moitié environ de la dette extérieure de ce pays (évaluée au total à quelque 41 milliards de dollars) et l'autre sur l'octroi par ces mêmes banques de nouveaux crédits. Au début du mois d'avril, quatre pays d'Amérique latine, le Mexique, le Brésil, le Venezuela et la Colombie, tous eux-mêmes endettés jusqu'au cou (en tout cas les trois premiers cités) ont accordé un prêt d'urgence à l'Argentine. Celle-ci connaît une inflation qui dépasse sans doute 1 000 % par an (comme Israël).

Le Brésil, dont le taux d'inflation est de l'ordre de 250 % vient d'adresser sa septième « lettre d'intention » au Fonds monétaire pour définir les nouveaux objectifs de redressement. Ce sera au futur président - un civil pour la première fois depuis 1964, qui doit être élu le 15 janvier 1985, de donner suite aux intentions ainsi exprimées et de négocier avec les banques un nouvel accord de rééchelonnement. Le plus important est que, accord avec le FMI ou pas, le Brésil a déjà redressé sa situation extérieure : l'excédent de sa balance commerciale dépasse vraisemblablement, en 1984, 11 milliards de dollars (contre 9 milliards prévus par les experts du FMI).

C'est à la fin du mois d'août qu'un accord, très largement orchestré, a été conclu entre le Mexique et les banques créancières de ce pays. Il est destiné, dans l'esprit de ses inspirateurs (M. de Larosière au premier chef), à servir de modèle et de « récompense » pour les bons débiteurs : rééchelonnement portant sur quelque 40 milliards de dollars de dettes à échoir, entre 1985 et 1990 (au lieu des seules dettes de l'année en cours ou à venir) ; délais allongés, en l'occurrence quatorze ans (au lieu de sept à huit généralement), pour le remboursement, conditions d'intérêt plus favorables.

Deux pays ont conclu, sans avoir signé préalablement un accord avec le FMI, un arrangement au moins de principe avec les banques internationales créancières : en septembre, le Venezuela, selon une formule proche de la médiation, et pour environ 20,75 milliards de dollars sur un endettement total de 27 milliards ;

en novembre, selon des modalités encore mal connues, le Nigeria.

Alors que les balances des paiements des trois plus grands pays latino-américains, y compris celui de l'Argentine, se sont remarquablement et rapidement redressées, les banques, sans être tout à fait rassurées à leur sujet, sont de plus en plus préoccupées par le sort de leurs créanciers sur des pays de moindre importance, tels le Chili, le Pérou et la Bolivie, (35 milliards de dettes à eux trois). La décision de La Paz, début juin, de cesser les paiements a jeté un froid.

Il faut noter la reprise de pourparlers entre la Pologne (endettement : 27 milliards) et les États occidentaux (pour la partie de la dette assortie d'une garantie du Trésor public du pays créancier). Les négociations avaient été rompues à titre de sanction après l'instauration de l'état de siège en décembre 1981 par le général Jaruzelski. Mieux : les États-Unis seraient prêts à lever leur veto à l'adhésion de ce pays au FMI. Sujet croissant de préoccupation pour les banques : la Yougoslavie qui a un endettement total de l'ordre de 21 milliards de dollars. Ce pays voudrait lui-même échapper à la tutelle du FMI, mais il a encore reçu en mars un crédit de 370 millions de dollars (environ la même somme en dollars).

Autre accord important : celui conclu entre, d'une part, les Philippines et, d'autre part, le FMI et les banques créancières (celui-ci n'acceptant d'accorder un prêt de 650 millions de dollars que moyennant l'engagement des banques à accorder 1,5 milliard de crédits nouveaux).

Dans l'ensemble, les pays occidentaux ont encore réussi à tenir bon. Les velléités de formation d'un « bloc agresseur » des pays débiteurs latino-américains n'ont fait long feu, avant même la réunion en juin de la conférence de Carthagène (Colombie). Devant l'opposition déterminée des États-Unis, appuyés par la RFA, la Grande-Bretagne et l'Australie, le projet d'une nouvelle émission de DTS (droits de tirage spéciaux), préconisé par les pays du tiers-monde avec l'accord tacite des services du Fonds et l'appui d'un certain nombre de pays industrialisés (dont la France), a été bloqué.

L'évolution amorcée les années précédentes sur le marché international des capitaux s'est accentuée : fort développement des émissions obligataires (surtout à taux variable puis à taux fixe) au détriment des euro-crédits. Or pratiquement aucun pays du tiers-monde n'est en mesure de lever un emprunt obligataire.

Moins d'emprunts du secteur public en Allemagne, au Japon, en Grande-Bretagne

	1983	1984*	1985*
FRANCE	- 3,3	- 3,2	- 3,1
ÉTATS-UNIS	- 3,9	- 3,1	- 3,7
JAPON	- 3,1	- 2,3	- 1,8
GRANDE-BRETAGNE	- 3,7	- 1,4	- 0,4
ITALIE	- 11,8	- 12,4	- 12,9
BELGIQUE	- 11,1	- 10,3	- 10,2
PAYS-BAS	- 6,8	- 5,9	- 5,5

* Prévisions

Le tableau ci-dessus exprime les besoins de financement des administrations publiques en % du produit intérieur brut. Grosso modo, un besoin de financement (exprimé par le signe -) correspond à un déficit de l'ensemble des comptes de l'État, des régimes sociaux, des collectivités locales.

INDUSTRIE

Ombres et lumières

1984 aura été une année excellente pour la chimie, malgré un ralentissement des affaires au second semestre. Toutes les grandes sociétés qui n'étaient pas parvenues à recouvrer les bénéfices comme en 1983 (l'année de la reprise) sont sorties du rouge. Les sociétés en ont profité pour renforcer leurs positions et continuer par échanges d'actifs (Atochem et ICI dans le polyéthylène) à réduire leur capacité de production.

Dans le secteur textile, seuls deux pays, les États-Unis, et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne, ont vu leur consommation s'accroître. En France, le groupe Boussac n'est toujours pas parvenu à redresser complètement sa situation financière. Une solution pour sa reprise a été enfin trouvée autour de la société Ferret-Savinel (FERINEL) allié à des banques.

Pour la seconde année consécutive, le marché mondial de l'automobile a légèrement progressé (+1,4 %) après la grande dépression du début des années 80. Mais la situation est contrastée entre un marché américain prospère (+15 %), des firmes japonaises qui stagnent et un marché européen en légère régression du fait principalement de l'effondrement français (-12 %). La situation est aussi contrastée entre des firmes américaines aux bénéfices impressionnants (6,5 milliards de dollars au premier semestre), certaines européennes (Volkswagen et Fiat) qui « sortent du rouge », et les françaises Renault et Peugeot qui auront perdu en 1984 environ 10 milliards de francs (8 milliards de francs pour la Régie).

Avec la reprise du marché mondial de l'acier (+6 % dans les pays à économie de marché pour atteindre 430 millions de tonnes) et la poursuite de leurs plans de restructuration, plusieurs grands groupes sidérurgiques ont recouvré leur équilibre (comme l'allemand Thyssen, l'américain US-Steel ou le luxembourgeois ARBED). L'événement

marquant aura été la décision du président Reagan d'imposer des mesures limitant les importations à 20 % du marché intérieur américain sous la pression des syndicats et des maîtres de forges d'outre-Atlantique. En France, un nouveau « plan acier » a été mis en place avec une fusion partielle (aciéries longes et spéciales de construction) de Sacilor et d'Usinor, qui devront redresser leur situation en 1987.

En 1984, la suprématie des chantiers navals d'Extrême-Orient (Japon et Corée du Sud) s'est encore accentuée, tandis que des pays traditionnels d'Europe occidentale voyaient leur part de marché diminuer. Les prix sur le marché international sont restés très bas, et, pour sauver les emplois, tous les grands pays industriels ont dû inscrire dans les budgets publics des lignes de crédit très importantes. En France, un plan de restructuration industrielle prévoit de réduire de 30 % d'ici trois ans la capacité des cinq grands chantiers réunis dans deux groupes : NORMED et Alsthom Atlantique.

Dans l'électronique, l'Europe est devenue la cible des offensives concurrentes des grands groupes américains IBM et ATT et des japonais. IBM a entouré la porte des télécommunications en Grande-Bretagne (avec un accord sur les réseaux bancaires) et en Italie, ATT a pris pied en Espagne dans les communications. Mais les PTT et les sociétés informatiques, essentiellement allemandes Siemens, britannique ICL et le français Bull, ont cherché à mobiliser les esprits et à amorcer une contre-offensive sur la normalisation des réseaux. Les événements les plus marquants en ce qui concerne le changement des structures auront été l'écroulement d'ATT (entré en vigueur le 1^{er} janvier 1984) et la privatisation de 50,2 % de British Telecom, deux initiatives qui s'inscrivent dans la vague de déréglementation des communications nationales et internationales.

AGRICULTURE

Forte reprise des céréales

La production agricole mondiale qui avait reculé en 1983 a repris sa progression, remarquable surtout dans le domaine des céréales dans les pays développés.

Le commerce mondial des céréales a repris également : selon les prévisions de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation), il s'élèvera pour la campagne 1984-1985 à 210 millions de tonnes, un chiffre proche du record de 1981-1982. L'aide alimentaire sous forme de céréales est demeurée stagnante : 9,8 millions de tonnes contre 9,5 millions.

La production totale de céréales est estimée à 1 777 millions de tonnes (dont 516 de blé et 459 de riz), en progression de 8,6 % sur la campagne passée (1 635 millions de tonnes). Les stocks (en augmentation) de fin de campagne représenteront 18 % de la consommation mondiale.

La production mondiale d'oléagineux s'est développée, s'élevant, selon le ministère américain de l'agri-

culture, à 184,5 millions de tonnes, en hausse de 12 % sur 1983. Le soja est représenté la moitié. Aux États-Unis encore, la production laitière pour la première fois, régressé (faiblement), avec 61 millions de tonnes. Comme la CEE, ils sont confrontés à un problème de surproduction et de prix garantis qui se traduit par la recherche d'une nouvelle politique agricole, moins protectrice.

La production laitière mondiale est estimée à 502 millions de tonnes (+1 million de tonnes). Le volume de commerce international (22 millions de tonnes), stable par rapport à 1983, ne représente que 4,3 % de la production totale (11,8 % pour les céréales). Ce rapport montre que l'écoulement des excédents laitiers est moins aisé que celui des céréales. Les stocks mondiaux de beurre ont presque triplé par rapport à 1982 (1,6 millions de tonnes contre 0,6 million).

Selon des sources occidentales, la production soviétique de céréales se-

rait d'environ 170 millions de tonnes de blé contre 190 millions de tonnes. Ce qui explique l'accroissement des importations égales à 50 millions selon le département américain de l'agriculture.

Troisième grand bloc mondial de l'agriculture, la CEE a enregistré une production céréalière record avec 144 millions de tonnes. La hausse du dollar a favorisé le rapprochement des cours mondiaux et européens, et si la Communauté connaît des problèmes d'écoulement pour ses céréales, les exportations sont devenues moins coûteuses, puisque les subventions ont été réduites. L'Europe est parvenue également à réduire sa production de céréales de 120 millions de tonnes environ en 1984. Les dix pays de la Communauté ont adopté une politique de réduction de la production qui ne portera ses fruits que dans les années à venir ; mais qui pose des problèmes sociaux, de reconversion et d'installation pour les jeunes agriculteurs. A la fin de 1984, la CEE a décidé de limiter également la production de vin dans la Communauté (environ 112 millions d'hectolitres en 1984), afin de réduire les coûts des distillations. La production européenne de sucre, estimée à 12,3 millions de tonnes, était en progression, après un fort recul.

En Afrique, la situation alimentaire est catastrophique. Globalement la production céréalière est égale à celle de 1982. Elle atteignait alors 73,4 millions de tonnes, le quart de la production des États-Unis, la moitié de celle de l'Europe. Dans les vingt et un États africains où selon la FAO la situation alimentaire est la plus dramatique, la récolte céréalière est en recul de 3,2 millions de tonnes, avec une production de 22,9 millions de tonnes, et des besoins d'assistance estimés à 5,2 millions de tonnes, soit plus de la moitié de l'aide mondiale.

En Asie, la production céréalière totale est en progression (747 millions de tonnes contre 676 en 1982), dont 348 millions pour la Chine et 165 millions pour l'Inde qui devient exportatrice. En Amérique du Sud,

la production céréalière est remontée à 74 millions de tonnes, après la chute de 1983.

Situation en France

En France, l'année 1984 a été celle des révisions décevantes.

La récolte céréalière a enregistré un record : 57 millions de tonnes (+24 %), qui se décompose ainsi : 32,6 millions de tonnes de blé (+34 %), avec un rendement moyen hectare de 65,4 quintaux par hectare ; 11 millions de tonnes d'orge (+31 %) et 10 millions de tonnes de maïs (-3,5 %).

Autre grand succès : les oléagineux. Par rapport à 1983, la collecte de colza a augmenté de 40 %, atteignant 1,3 million de tonnes. Les livraisons de bétail ont aussi progressé de 5,5 %, les prix de 1,6 % seulement ; mais l'année est anormale car le volume des abattages des bovins a été artificiellement gonflé du fait de la réduction de la production laitière imposée aux éleveurs. Pour permettre à ceux qui continuent de produire du lait, comme à ceux qui veulent s'installer, de progresser, un programme d'aides à la cessation d'activité a été mis en place : 50 000 producteurs, soit un sur huit, l'ont accepté. On estimait en novembre à 1 % la diminution de la production sur 1983.

La France, second producteur européen de vin derrière l'Italie, est aussi concernée par la limitation de cette production. Elle s'est élevée, en 1984, à quelque 66,8 millions d'hectolitres (contre 68,7 millions en 1983). Mais l'évolution de la production est contraire à celle du marché où l'on voit baisser la consommation de vin de table et augmenter celle des vins d'appellation en hausse de 6,7 %.

Le revenu de la branche agricole (moyen par exploitation), qui a diminué de 3,1 % en 1983, aurait progressé de 1,5 % en 1984, augmentation qui cache bien des disparités entre les productions et les régions.

ÉNERGIE

Le désarroi de l'OPEP

La reprise mondiale des consommations de pétrole, plus faible que prévu, n'a quasiment pas profité aux membres de l'OPEP, qui ont vu pour la sixième année consécutive leur part du marché mondial se réduire. Et la timide coopération associée avec les pays producteurs de brut non membres de l'OPEP, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, a vu en éclats en octobre, seuls le Mexique et l'Égypte continuant désormais d'harmoniser leurs politiques avec celle du cartel.

Ps, l'OPEP a dû, pour préserver les apparences et éviter l'écroulement, accepter de fermer les yeux sur les écarts répétés de certains de ses membres envers la discipline des prix. A la fin de l'année, les prix mondiaux du pétrole avaient de fait diminué de 1,5 à 2 dollars par baril (5 à 7 %), les tarifs officiels de l'OPEP n'étant quasiment plus appliqués.

L'un des phénomènes majeurs de l'année a été en effet la désintégration accélérée des structures du marché mondial de brut, jusqu'à dominer par les pays producteurs, qui vendaient aux compagnies sur la base de contrats à terme à prix fixes. La part croissante (plus de 50 %) prise par le marché libre dans les transactions, la généralisation du rabais - y compris au sein de l'OPEP - la multiplication des accords de troc et le rôle directeur de la Bourse à terme de New-York montrent que l'OPEP, après dix ans de domination, a largement perdu le contrôle de la situation et que le marché a repris ses droits.

La règle du jeu

UN TRIOMPHE ! GEORGES
CHELON
AU
THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 84
Loc. 770 52 76 et Agences
PATHE MARCONI **EMI**
Nouvelles 45 tours
"VACANCES
ROMAINES"

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE MALENTENDU (Théâtre 14) (545-49-77), 20 h 45.
LES BATELLES L'EMPIRE : le Saint-Louis (633-48-63), 21 h.
ANDRÉOLLES ET LE LION : Théâtre des Marais (278-03-50), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPERA (742-57-50), 20 h : Le Lac des cygnes.
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), 20 h 30 : Rue de la Folie-Méricourt.
ODEON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : l'illusion.
BOULEVARD (277-12-33) : Débats-recontres : 12 h à 16 h : Atelier de confection de jouets. - Concerts-Assemblages. Forum des percussions. 15 h : musique baladine. Gens de So-bat. Percussions de la Haye (Bel). Cinéma-Vidéo : de 12 h à 22 h : Noms II, de Th. Kuntz; nouveaux films BFL à 13 h : Where did you get that woman, de L. Smith; 16 h : Encyclopédie audiovisuelle de la culture. L. Fenilade, de C.-J. Philippe; 19 h : Naissances de la nouvelle vague, de C.-J. Philippe; 17 h 30 : le cinéma chinois.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : la Chèvre-Souris.

Les autres salles

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.
ATELIER (606-49-34), 21 h : la Dame de mort.
BOUTEVILLE (373-47-84), 20 h : Elles nous parlent d'amour.
BOUVARD ex-POTINIERE (261-44-16), 21 h : Théâtre de Bouvard.
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h : Parodie sur le comédien.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue d'été à l'élégance.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (723-37-21), 20 h 45 : Lécroche.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir.
DECHARGEURS (236-00-02), 19 h : Zola; 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Quasi-modo; 21 h : Repas de famille.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h, dim. 17 h : K. Ko.
ESPACE GAITE (327-95-94), 20 h 30 : Morpion's Palace.
ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h : le Misanthrope.
FONTAINE (874-74-00), 20 h 15 : les Trois Jeunes; 22 h : Gènes.
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Lepon; 21 h 30 : Offenbach, tu connais?
LUCERNAIRE (544-37-84) : 22 h : Bréviaire d'amour d'un hétérotopie. - IL 18 h 30 : Bibi-Choco; 20 h 15 : Pour Thomas; 22 h 15 : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h 30 : Parfums français, 20 h 20 : le d'homme du bonheur; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Un ouage.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon. - Salle Gabriel (225-30-74), 21 h : la Berthe.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45, le 25 à 16 h : Meli-Meloman II. - Petite salle, 21 h : Louki que quoi d'ont.
MENAGERIE DE VERRE (338-33-44), 22 h 15 : Lycanthropie.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On d'homme au lit.
MICHOIERE (742-95-23), 20 h 30 : le Illuffeur.
MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cy-cano de Bergerac.
MONTMARTRE (320-89-90), Grande salle, 21 h : Duo pour une soirée; Petite salle, 21 h : la Carte du Tendre.
NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (331-11-99), 20 h 45 : l'Ude de l'ulipatan.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
PALAS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.
PORT SAINT-MARTIN (607-57-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Une oie pour deux.
SANT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emile.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.
TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : l'Homme des jours.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des soles (de 11 h à 21 h) sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Lundi 24 décembre

THEATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babes-caudres; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THEATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-63), 21 h : les Bénédictins d'Empire.
THEATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.
THEATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : le Malinco.
THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25), 20 h 30 : Chantiers calmes, vive sur la mer.
THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Angèle, tyran de Padoue.
THEATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h 30 : Ca.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Calymni Jane.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), L. 20 h 15 : Aramis - M.C.; 21 h 30 : les Démones London; 22 h 30 : les Sacré Monstres; IL 20 h 15 : Saper Lucette; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un; 22 h 30 : L'Amis à la 24; 23 h : sentiment les spectacles de 20 h 15.
BOUTEVILLE (373-47-84), 20 h : Elles nous parlent d'amour.
CARTE D'EDGAR (322-11-02), L. 20 h 15 : Tiers voûte deux lousins; 21 h 30 : Mages d'homme; 22 h 30 : Ordes de secours; IL 20 h 15 : Ca balance pas mal; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux; 22 h 30 : Elles nous valent toutes.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'aviation à Orly; 22 h 15 : Bonjour les ordres.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-55), 21 h : la gauchiste mal à droite.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les anes sans fatigue.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
GYMNASIUM (246-79-79), 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : M. Luch.
PALAS DES CONGRES (758-17-94), 15 h : Ch. Goya.

Opéra

A DEJAZET (887-97-34), 21 h : le Téléphone en Méditerranée.
SALLE GAVEAU (563-20-30), 20 h 30 : l'Amour et la mort.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-37-21), 20 h 30 : la Périclès.

Opérettes

ELYSEES-MONTMARTRE (252-25-13), 20 h 30 : les Nuits et l'Une Nuits.

Les exclusivités

ALSIANO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), République-Cinéma, 11 (805-51-33).
AMADEUS (A. v.o.), Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); Vendôme, 2 (742-97-52); Saint-Germain-Huchette, 3 (633-63-20); UGC Odéon, 6 (225-10-30); La Pégase, 7 (705-12-15); Gaumont-Champs-Élysées, 8 (359-04-47); Ambassade, 9 (359-19-08); 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81);

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) Railcho.
BOULEVARD (278-35-57) 15 h : Un vrai cinglé de cinéma, de F. Tassin; 17 h : Deux Têtes folles, de R. Quinz; 19 h : Railcho.

Les exclusivités

ALSIANO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), République-Cinéma, 11 (805-51-33).
AMADEUS (A. v.o.), Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); Vendôme, 2 (742-97-52); Saint-Germain-Huchette, 3 (633-63-20); UGC Odéon, 6 (225-10-30); La Pégase, 7 (705-12-15); Gaumont-Champs-Élysées, 8 (359-04-47); Ambassade, 9 (359-19-08); 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81);

Le théâtre des deux ans

annonces qu'il jouera mercredi 26 déc. en soirée, les mardi 25 et 1^{er} jan. en matinée et soirée avec PIERRE-JEAN VALLARD dans le merveilleux film «LES ZÉROS SONT FATIGUÉS».

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHERE (249-74-30), 20 h 30 : Sun Glasses.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Jazz Phonolite.
MEMPHIS MELODY (325-60-73), 22 h : Manu et l'été; 22 h : Y. Chetala; 01 h 30 : M. Silva.
MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Utranger.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Flammes.

Quinzaine des jeunes spectateurs

206-96-16
 Ivy, Théâtre des Quardiers (672-57-43), 20 h 30 : D'Amour à Verdun.

En région parisienne

IVRY, Th. des Quardiers (672-57-43), 20 h 30 : D'Amour à Verdun.
VERSAILLES, Théâtre Montmartrier (950-71-18), 21 h : la Fille sur la banquette arrière.

Les concerts

Eglise Saint-Roch, 22 h 30 : Chœur national, solistes et ensemble instrumental, dir. : J. Grimbret (Schütz, Grimbret, Dornst).

Eglise Saint-Sulpice, 22 h : Vallée et mes (Bach, Corelli, d'Aquino).

HOTEL NEW-YORK (A. v.o.), Forum 1 (297-53-74).

IL ETAIT UNE FOIS EN AMERIQUE (A. v.o.), Cinéma Saint-Germain, 6 (633-10-42).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A. v.o.), UGC Emittage, 8 (562-16-16); V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-40-40).

J'AI RENCONTRE LE PERE NOEL (Fr.), Rex, 2 (236-43-93); George-V, 3 (562-45-76); Ciné-Boulevard, 5 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Favette, 13 (331-60-74); Miramar, 14 (320-89-52); Montparnasse, 15 (327-52-37); Grand Pavois, 19 (554-46-83); Images, 19 (522-47-94).

L'AMOUR A MORT (Fr.), Quinzette, 5 (633-79-38); UGC-Marcus, 8 (561-94-95).

L'ANNEE DES MEDUSES (Fr.), Gahé-Boulevard, 2 (236-45-76); Montparnasse, 3 (359-92-82); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-40-40).

L'ARBALETTE (Fr.), Arcades, 2 (233-54-58); George-V, 3 (562-41-46); Gahé-Rochet, 5 (574-95-40); Favette, 13 (331-60-74); Montparnasse-Pathé, 14 (320-12-06).

ATTENTION LES DEGATS (A. v.o.), Rex, 2 (236-43-93); UGC Opéra, 2 (274-93-30); UGC Danton, 6 (225-10-30); UGC Montparnasse, 6 (574-94-94); Emittage, 8 (562-16-16); Normandie, 8 (363-16-16); UGC Boulevard, 9 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 14 (320-12-06); Montparnasse, 14 (327-52-37); Miramar, 14 (320-89-52); UGC Convention, 15 (574-93-40); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A. v.o.), Quinzette, 5 (633-79-38).

BÈRE SCHTROUMPF (Belg.), Forum, 1 (233-42-26); Marignan, 6 (359-92-82); George-V, 3 (561-41-46); Miramar, 14 (320-89-52); France, 9 (770-33-88); Bastille, 11 (307-54-40); Nations, 12 (343-04-67); Favette, 13 (331-60-74); Montparnasse-Pathé, 14 (320-12-06); Grand Pavois, 19 (554-46-83); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

BOY MEETS GIRL (F.), Art-Boulevard, 2 (236-45-76); Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25); Olympia, 14 (544-43-14).

BROADWAY DANNY ROSE (A. v.o.), Movic, 1 (260-43-99); Rafet Quartier Latin, 5 (326-84-65); George-V, 3 (562-41-46).

CAL (A. v.o.), Chny Ecoles, 5 (354-20-12).

CHANGIN (Esp., v.o.), Boite 3 films, 17 (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.), Publicis-Matignon, 8 (359-91-97); A. Bazin, 13 (337-74-39).

DIVA (Fr.), Rivoli-Boulevard, 4 (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.), Chny-Palace, 5 (354-07-76).

L'ETOFFE DES HÉROS (A. v.o.), Espace Gahé, 14 (327-95-94).

FLIEURS DE PAPIER (Indon., v.o.), St-André des Arts, 6 (326-48-18).

GREMLINS (A. v.o.), Forum, 1 (297-53-74); Impérial, 2 (742-72-52); Ciné-Boulevard, 5 (574-95-40); UGC Danton, 6 (225-10-30); Paramount-Odéon, 6 (325-38-83); UGC Normandie, 8 (562-16-16); Collège, 8 (359-29-46); UGC Champs-Élysées, 8 (561-94-95); Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02); 14 Juillet-Boulevard, 15 (574-95-40); Miramar, 14 (320-89-52); 79-79; Miramar, 15 (574-95-40); V.F. : Rex, 2 (236-43-93); UGC Montparnasse, 6 (574-94-94); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Paramount-Bastille, 12 (343-79-17); Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Gaumont-Convention, 15 (574-93-40); Gaumont-Marcus, 19 (522-47-94); Gaumont-Montparnasse, 19 (606-34-25).

GREYSLAKE, LA LÉGENDE DE TAZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang. v.o.), Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); Hantefeuille, 6 (633-79-38); Publiés Champs-Élysées, 8 (720-76-23); Parisienne, 14 (335-21-31); V.F. : France, 9 (770-33-88).

L'HISTOIRE SANS FIN (A. v.o.), UGC Normandie, 8 (562-16-16); V.F. : Berlin, 2 (742-60-33); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Montparnasse, 14 (327-52-37).

HOTEL NEW-YORK (A. v.o.), Forum 1 (297-53-74).

IL ETAIT UNE FOIS EN AMERIQUE (A. v.o.), Cinéma Saint-Germain, 6 (633-10-42).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A. v.o.), UGC Emittage, 8 (562-16-16); V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-40-40).

J'AI RENCONTRE LE PERE NOEL (Fr.), Rex, 2 (236-43-93); George-V, 3 (562-45-76); Ciné-Boulevard, 5 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Favette, 13 (331-60-74); Miramar, 14 (320-89-52); Montparnasse, 14 (327-52-37); Grand Pavois, 19 (554-46-83); Images, 19 (522-47-94).

L'AMOUR A MORT (Fr.), Quinzette, 5 (633-79-38); UGC-Marcus, 8 (561-94-95).

L'ANNEE DES MEDUSES (Fr.), Gahé-Boulevard, 2 (236-45-76); Montparnasse, 3 (359-92-82); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-40-40).

L'ARBALETTE (Fr.), Arcades, 2 (233-54-58); George-V, 3 (562-41-46); Gahé-Rochet, 5 (574-95-40); Favette, 13 (331-60-74); Montparnasse-Pathé, 14 (320-12-06).

ATTENTION LES DEGATS (A. v.o.), Rex, 2 (236-43-93); UGC Opéra, 2 (274-93-30); UGC Danton, 6 (225-10-30); UGC Montparnasse, 6 (574-94-94); Emittage, 8 (562-16-16); Normandie, 8 (363-16-16); UGC Boulevard, 9 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 14 (320-12-06); Montparnasse, 14 (327-52-37); Miramar, 14 (320-89-52); UGC Convention, 15 (574-93-40); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A. v.o.), Quinzette, 5 (633-79-38).

BÈRE SCHTROUMPF (Belg.), Forum, 1 (233-42-26); Marignan, 6 (359-92-82); George-V, 3 (561-41-46); Miramar, 14 (320-89-52); France, 9 (770-33-88); Bastille, 11 (307-54-40); Nations, 12 (343-04-67); Favette, 13 (331-60-74); Montparnasse-Pathé, 14 (320-12-06); Grand Pavois, 19 (554-46-83); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

BOY MEETS GIRL (F.), Art-Boulevard, 2 (236-45-76); Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25); Olympia, 14 (544-43-14).

BROADWAY DANNY ROSE (A. v.o.), Movic, 1 (260-43-99); Rafet Quartier Latin, 5 (326-84-65); George-V, 3 (562-41-46).

CAL (A. v.o.), Chny Ecoles, 5 (354-20-12).

CHANGIN (Esp., v.o.), Boite 3 films, 17 (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.), Publicis-Matignon, 8 (359-91-97); A. Bazin, 13 (337-74-39).

DIVA (Fr.), Rivoli-Boulevard, 4 (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.), Chny-Palace, 5 (354-07-76).

L'ETOFFE DES HÉROS (A. v.o.), Espace Gahé, 14 (327-95-94).

FLIEURS DE PAPIER (Indon., v.o.), St-André des Arts, 6 (326-48-18).

GREMLINS (A. v.o.), Forum, 1 (297-53-74); Impérial, 2 (742-72-52); Ciné-Boulevard, 5 (574-95-40); UGC Danton, 6 (225-10-30); Paramount-Odéon, 6 (325-38-83); UGC Normandie, 8 (562-16-16); Collège, 8 (359-29-46); UGC Champs-Élysées, 8 (561-94-95); Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02); 14 Juillet-Boulevard, 15 (574-95-40); Miramar, 14 (320-89-52); 79-79; Miramar, 15 (574-95-40); V.F. : Rex, 2 (236-43-93); UGC Montparnasse, 6 (574-94-94); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Paramount-Bastille, 12 (343-79-17); Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Gaumont-Convention, 15 (574-93-40); Gaumont-Marcus, 19 (522-47-94); Gaumont-Montparnasse, 19 (606-34-25).

GREYSLAKE, LA LÉGENDE DE TAZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang. v.o.), Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); Hantefeuille, 6 (633-79-38); Publiés Champs-Élysées, 8 (720-76-23); Parisienne, 14 (335-21-31); V.F. : France, 9 (770-33-88).

L'HISTOIRE SANS FIN (A. v.o.), UGC Normandie, 8 (562-16-16); V.F. : Berlin, 2 (742-60-33); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Montparnasse, 14 (327-52-37).

HOTEL NEW-YORK (A. v.o.), Forum 1 (297-53-74).

IL ETAIT UNE FOIS EN AMERIQUE (A. v.o.), Cinéma Saint-Germain, 6 (633-10-42).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A. v.o.), UGC Emittage, 8 (562-16-16); V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-40-40).

J'AI RENCONTRE LE PERE NOEL (Fr.), Rex, 2 (236-43-93); George-V, 3 (562-45-76); Ciné-Boulevard, 5 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Favette, 13 (331-60-74); Miramar, 14 (320-89-52); Montparnasse, 14 (327-52-37); Grand Pavois, 19 (554-46-83); Images, 19 (522-47-94).

L'AMOUR A MORT (Fr.), Quinzette, 5 (633-79-38); UGC-Marcus, 8 (561-94-95).

L'ANNEE DES MEDUSES (Fr.), Gahé-Boulevard, 2 (236-45-76); Montparnasse, 3 (359-92-82); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (335-40-40).

L'ARBALETTE (Fr.), Arcades, 2 (233-54-58); George-V, 3 (562-41-46); Gahé-Rochet, 5 (574-95-40); Favette, 13 (331-60-74); Montparnasse-Pathé,

COMMUNICATION

ATHILDE LA BARDONNIE.

le jardinier qui fait pousser
fleurs rares dans les serres
château est l'ex-homme de
pagnie d'un ancien seigneur
prois réfugié en Italie c'est
re le hasard. Il était une
"

MATHILDE LA BARDONNE.



	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	50,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	48,25
AUTOMOBILES	39,00	48,25
AGENDA	39,00	48,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque Islamique de Développement, institution financière internationale, offre à des professionnels hautement qualifiés la possibilité de faire carrière à la banque, en son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite. La banque utilise les trois langues, à savoir l'arabe, l'anglais et le français. Les postes vacants, objet de la présente annonce et pour lesquels les salaires varient de 30.000 à 50.000 \$ E.U. sont les suivants :

RÉVISEUR ANGLAIS-FRANÇAIS

Le candidat doit justifier d'un diplôme universitaire reconnu ou équivalent et d'une grande expérience dans la profession acquise auprès d'une institution financière ou bancaire ou de développement.

JURISTE

Le candidat doit justifier d'une grande expérience dans la préparation et la négociation des accords, dans la préparation et l'examen des documents d'appel d'offres et des contrats de services consultants et doit également être titulaire d'un diplôme universitaire en droit délivré par une université reconnue. La préférence sera accordée au candidat ayant une bonne connaissance de la langue arabe.

ÉCONOMISTE

Le candidat doit être titulaire d'une maîtrise ou d'un doctorat en économie ou en d'autres disciplines en rapport étroit avec l'économie. Il doit être en mesure d'entreprendre des études macro-économiques et micro-économiques de haut niveau (économie des pays, politiques économiques, prévisions économiques diverses, méthodes d'évaluation de projets...). La préférence sera donnée au candidat justifiant d'une expérience en matière d'économie quantitative.

COMPTABLE QUALIFIÉ

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme universitaire en comptabilité ou

en finances et justifier de qualifications professionnelles telles que celle de membre de l'Association des experts comptables de Grande-Bretagne et du Pays de Galles (CPA/ACCA/ACA) ou autre équivalent. Il est préférable qu'il soit membre d'une association internationale de comptabilité réputée dans ce domaine, qu'il justifie d'une large expérience en comptabilité et en gestion comptable ainsi que d'une aptitude dans la supervision du personnel administratif. La préférence sera donnée au candidat ayant une bonne connaissance de la langue arabe.

CADRE CHARGÉ DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme universitaire reconnu en économie, commerce ou gestion des affaires ou avoir fait des études en gestion sanctionnées par un diplôme supérieur en gestion ou en administration des affaires. Il doit justifier de qualifications professionnelles reconnues en matière de comptabilité et d'une expérience pratique acquise auprès d'une institution réputée en matière de planification financière.

CADRE FINANCIER

Le candidat à ce poste doit être titulaire d'un diplôme universitaire en comptabilité ou finances ou gestion des affaires et doit justifier d'une expérience acquise auprès d'établissements bancaires,

commerciaux ou industriels, en matière de finances et de comptabilité.

Tous les candidats à ces divers postes devront avoir un minimum de 5 années d'expérience acquise après l'obtention du premier titre universitaire, auprès d'une institution spécialisée dans les domaines des finances, de la banque, de l'investissement ou de la recherche.

La préférence sera donnée aux candidats ayant une bonne connaissance des trois langues utilisées à la banque, à savoir l'arabe, l'anglais et le français ou de deux de ces trois langues. La préférence sera également accordée aux candidats ressortissants des pays membres de la banque.

En plus du salaire annuel, d'autres avantages sont offerts :

Prime d'installation, logement meublé gratuit, billets de voyage vers le pays d'origine gratuits à l'occasion de congé annuel, indemnité pour personnes à charges, frais de scolarité pour les enfants, soins médicaux gratuits, assurance-groupe et assurance-accidents, retraite, indemnité de transport et autres avantages.

Les candidats sont priés d'envoyer un curriculum vitae ainsi que copies de leurs diplômes à l'adresse ci-après :

Monsieur le Directeur de l'Administration Générale
Banque Islamique de Développement
B.P. 5925 - Djeddah
Royaume d'Arabie Saoudite.



emplois régionaux

Important établissement industriel de l'Etat
région Ouest littoral
recherche

un INGÉNIEUR INFORMATICIEN
département des obligations militaires pour assurer la fonction d'ADJOINT A L'INGÉNIEUR SYSTÈME en charge du développement et du suivi du réseau de télécommunication dans un environnement Bull/DPST, SOLAR, MINI-6. Expérience indispensable.
Ecr. avec c.v. dét. et photographie sous n° 8.749 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, Paris-9.

Important établissement industriel de l'Etat
région Ouest littoral
recherche

un INGÉNIEUR INFORMATICIEN
département des obligations militaires pour assurer la fonction de CHEF DE PROJETS dans les domaines de gestion de production et de gestion technique associée à la conception et à l'entretien des matériels. Expérience appréciée.
Ecr. avec c.v. dét. et photographie sous n° 8.749 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, Paris-9.

ASSOCIATION COOPÉRATIVES INDUSTRIELLES
recherche

DIRIGEANT D'ENTREPRISES

POUR MISSIONS CONSEIL DE DIRECTION

- PROFIL REQUIS :
 - expér. réelle, et réussie, de direction générale ;
 - compétence affirmée en marketing industriel ;
 - pratique de l'espagnol commercial.
- ROLE :
 - participer au développement d'un groupe de coopératives industrielles ;
 - assurer appui aux promoteurs de nouvelles entreprises coopératives.
- LIEU D'ACTIVITÉ : PAYS BASQUE.

ADRESS. LETTRE MAN. C.V. PHOTO. PRÉT.
AVANT LE 15-01-85 A : PRÉSIDENT DE LANA,
C/O SEI S.A., LE FORUM CIDEX 01,
64100 BAYONNE.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ingénieur Grande Ecole.
Docteur Ingénieur, 37 ans, électrotechnicien / analyses des surtensions cherche poste de responsabilité recherche et développement ou service analyses.
Ecr. n° 8708 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, Paris-9.

H. 32 ans exp. distribution, recherche poste responsable des ventes. Tél. : 604-42-38.

J.H. 18 ans exp. bureau ch. emploi de bureau. Tél. : 837-07-16.

Ch. empl. comme c. AU PAIR à l'étranger. Expérience 13 A-4080 Leonding, Autriche.

J.H. 24 ans B.O.M. équivalent DESK biologiste, rept. et alim. parité et écrits, rech. poste technique labo-analyses ou rech. médicale. Libre de suite. M. Fournier, 38, av. des Acacias, 44250 Saint-Brevin-les-Pins.

OFFRES D'EMPLOIS

DÉPARTEMENT SEINE-SAINT-DENIS
RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS
5 ATTACHES
DU CADRE DÉPARTEMENTAL

CE CONCOURS EST OUVERT AUX CANDIDATS (H.F.) AGES DE MOINS DE 35 ANS AU 1^{er} JANVIER 1985, TITULAIRES D'UN DEUG, DUT, BTS OU DIPLOME RECONNU EQUIVALENT.

DATE DES ÉPREUVES ÉCRITES : 07 ET 08 FÉVRIER 1985.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 10 JANVIER 1985.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au :
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS
124, rue Carnot
93007 BOBIGNY CEDEX.
Tél. : 895-60-60, postes 54803 et 54036.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

ASSISTANTS

CONFIRMÉS ou DÉBUTANTS

POUR TRAVAUX :
• AUDIT
• COMMISSARIATS AUX COMPTES
• SURVEILLANCE COMPTABLE.

Formation souhaitée :
MSTCE, ÉCOLES DE COMMERCE, DECS.

Tél. : 522-63-60.

JUVISY recrute
1 ATTACHÉ

Pour le suivi et la coordination des services techniques
Travaux courants et C.V. à :
M. LE MAIRE
91285 Juvisy-sur-Orge Cedex.

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt
CENSER BEAU 2 P.
rue naut. 4^e ét., rue et cour, clair, dégagé. 328-08-07.

77
Seine-et-Marne
LAGNY
Particulier vend dans résidence calme et boisée

APARTEMENT F 3
Rez-de-chaussée, 69 m² habitable, jardin privatif (18 m²)
PRIX : 350.000 F.
dont possibilité reprise prime P.C. : 100.000 F. Tél. le soir après 18 h et week-end au 507-39-47.

Province
MANDELIU, VOS F 3, 62 m² GARAGE, VUE IMPRÉVABLE, BAYE CANNES, 450.000 F. Tél. 16-81 70-48-35.

Urgent centre chômeur, fin de droits, vend T. 3, 95 m², 200.000 F., situé à Méry-sur-Seine (33) Téléphone : (56) 47-48-65.

propriétés
Particulier vend maison de caractère de style ancien, 14 pièces sur trois niveaux dans centre village, proximité tous commerces, grande tour attenante (protections fortifications). A 1 heure de GENEVE, dans r. belle région et à 45 m de LYON par autoroute.
Ecr. n° 8.763 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

immobilier information
Pour vendre maison, apt., p.é, terrain, commerce, sur tie la France, industriel, Lagrange fondé en 1876
5, rue Gratiou
75008 Paris
Téléphone : (16-1) 266-46-40.

appartements achats
Recherche 1 à 3 P. PARIS préférence RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez nous
873-20-07, même le soir.

locations non meublées offres
Paris
Loux 3 pces très beau stand, cuisine équipée, 5^e ét., asc. dans Paris-8^e. Tél. 563-77-23.

locations non meublées demandes
Région parisienne
Pour stde européennes cherche villes, pavillons pour CADRES
Tél. 858-55-56 - 255-67-02.

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Construction de sociétés
Démarques et tous services
Prestations téléphoniques
355-17-50.

viagers
F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8
Concédé 47 ans d'expérience
Pr. rentes indexées garanties
Etude gratuite gratuite.

Le Monde

POINT DE VUE

Les quatre piliers de la politique industrielle

A U milieu des années 80, la définition d'une politique industrielle est confrontée à deux contraintes majeures : la persistance de la crise économique d'une part, la mutation technologique d'autre. Pour faire face à ce double défi, il est nécessaire de renouveler l'analyse de la compétitivité.

La persistance de la crise se manifeste par l'existence de faibles taux de croissance et le maintien d'un niveau élevé de sous-emploi. Ces deux caractéristiques reflètent, au fond, l'absence d'une reprise vigoureuse de l'investissement. La crise actuelle est une crise de rentabilité et non une crise de consommation. Il en résulte, entre autres, que les instruments keynésiens ont perdu une bonne partie de leur efficacité. En outre, s'ajoute à cette cause centrale une tendance à la saturation des besoins concernant les biens de consommation durables qui ont constitué les locomotives des « Trente glorieuses » passées.

La mutation technologique présente des caractéristiques originales et très contraignantes. D'une part, elle se diffuse très rapidement et dans un espace mondialisé. En outre, pour la première fois dans l'histoire européenne, elle vient largement d'ailleurs : Japon et États-Unis. L'Europe est en retard. D'autre part, elle constitue une cassure par rapport à la tendance passée dans la mesure où le progrès technique se manifeste cette fois-ci par un mouvement de substitution de la machine aux cerveaux et non plus aux bras. Enfin, elle se développe durant une période de crise, c'est-à-dire qu'elle constitue un facteur supplémentaire dans l'exacerbation de la concurrence internationale. Ainsi, le retard du tournant technologique peut se surajouter aux difficultés nées de la crise. Cumulés, ces deux mouvements peuvent généraliser l'économie française. L'enjeu actuel pour la politique industrielle est donc très sérieux.

Les réponses apportées durant les années 70 n'ont pas été satisfaisantes. La stratégie des « critères » adoptée durant le dernier septennat conduisait à la désindustrialisation et non à la reprise de l'investissement. La rationalisation se confondait avec l'amputation de l'abandon au contrôle étranger. L'investissement à l'étranger n'obéissait pas à une logique de renforcement de la compétitivité industrielle, mais, dans la majorité des cas, à une stratégie de croissance externe des entreprises correspondant à un phénomène de concentration à l'échelle internationale qui ne doit pas être confondu avec un redéploiement de l'accumulation. Au niveau interne, on aboutit à une situation caricaturale : des

par EDITH CRESSON (*)

ouvriers immigrés sous-qualifiés travaillant sur des machines importées. Au total, le jeu de la mondialisation - nécessaire - aboutissait à une insertion de l'économie française dans l'économie mondiale sur le mode de la subordination, de la sous-traitance et du dualisme interne.

La priorité accordée à la conquête du marché national, qui a succédé à l'orientation précédente, était justifiée par une volonté de freiner ce mouvement de dépendance et par l'objectif de lutte contre le chômage. Mais elle a sous-estimé les contraintes nées de la forte intégration de l'économie française dans l'économie mondiale, qui ne se réduit pas à la notion trop simple de la « contrainte extérieure » exprimée dans l'équilibre de la balance courante. Il en est résulté une détérioration des échanges et une mobilisation des ressources sur des secteurs en perte de vitesse inéluctable de l'emploi - très peu qualifié - est irrémédiablement condamné par la concurrence des industries modernes. En outre, il est difficile de mener simultanément l'aide aux entreprises en difficulté et le soutien aux nouvelles industries. Il est donc nécessaire de choisir la voie d'une politique industrielle réellement moderne.

Privilegier les partenaires européens

Compte tenu de l'analyse qui vient d'être très schématiquement menée, il nous semble que la politique industrielle française devrait reposer sur quatre piliers principaux.

En premier lieu, face à la très forte concurrence sur le marché mondial des firmes américaines et japonaises, privilégier le rapprochement industriel avec des partenaires européens. Seule une industrie européenne à la taille nécessaire pour résister à la poussée qui se manifeste déjà très concrètement de la part des grandes firmes américaines et japonaises dans les industries de pointe et aussi dans celles qui sont en difficulté. Seulement, il faut éviter, car les alliances entre grands groupes précédents se multiplient. Il reste aussi à persuader nos partenaires industriels européens, ce qui n'est pas le plus facile.

En effet, alors que la présence des groupes non européens s'intensifie, les rapprochements entre entreprises européennes périclitent. Les seuls projets communs qui ont réussi se sont réalisés avec une

(*) Ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

forte intervention des administrations des pays de la CEE. En cas d'échec de cette orientation, il ne resterait plus qu'à se tourner vers les firmes américaines et japonaises. Les premiers jalons dans cette direction auraient peut-être pour effet d'accélérer le mouvement intra-européen désiré.

L'intérêt de la décentralisation

En deuxième lieu, la décentralisation est le meilleur moyen d'introduire au niveau des unités de petites tailles la transformation du taylorisme et le passage à une nouvelle organisation des relations du travail. L'automatisation, les ateliers flexibles, tendent à rendre désuets les avantages de la grande taille.

En troisième lieu, donner la priorité à l'investissement dans la matière grise. La formation renouvelée (éducation permanente), le recyclage, l'aide à la recherche, le soutien prioritaire aux industries à haute technologie... constituent autant de points d'ancrage nécessaires où l'intervention étatique est indispensable. Les industries de pointe ne se développent nulle part sans un appui déterminant de l'Etat, n'en déplaise aux néolibéraux.

En quatrième lieu, mettre en place les capacités d'une nouvelle approche de la compétitivité internationale. La clé du succès sur les marchés extérieurs réside dans une approche multidimensionnelle et intégrée. Le rapport qualité-coût demeure évidemment une condition nécessaire de la réussite commerciale, mais il n'est plus suffisant. De plus en plus, les échanges devront être soutenus par des opérations simultanées d'investissement direct, de montage financier, d'assistance technique. La combinaison de ces différentes modalités dans des ensembles complexes nécessitant la coopération étroite d'opérateurs multiples ayant des métiers et des compétences différents et complémentaires constitue le facteur de la compétitivité. Cette démarche repose sur le renouvellement de l'idée de concertation. Mais, dorénavant, celle-ci doit être conçue au niveau micro-économique et non plus seulement à celui de la planification d'ensemble qui devrait redevenir un cadre précis pour définition des grandes options de la politique industrielle. La conception moderne de la compétitivité repose donc sur la coordination, la synergie des différents acteurs - administrations, industries, services, ingénierie, banques, université - pour la réalisation de programmes concrets et non pas seulement pour la réflexion floue.

ÉNERGIE

SELON UNE ÉTUDE D'EXPERTS AMÉRICAINS

L'avenir est aux microcentrales électriques

L'ère des grandes centrales électriques, nucléaires ou thermiques gérées par des sociétés de distribution centralisées, comme EDF en France, est-elle terminée ? La croissance de la production d'électricité sera-t-elle assurée dans le futur par une multiplication de petites unités décentralisées, plus performantes, basées sur l'utilisation de techniques nouvelles - énergie totale produisant à la fois chaleur et électricité, biomasse, vent, géothermie, etc. - et gérées par des producteurs indépendants, auxquelles leur souplesse confère, dans un environnement énergétique incertain, un avantage majeur ? Cette question, quelque peu provocatrice en France, où la production électrique concentrée entre les mains d'EDF reste fondée sur un programme ambitieux d'équipement nucléaire, est au centre d'une étude intitulée *Le Futur de l'électricité : vers une efficacité accrue et de petites centrales*, de M. Christopher Flavin, publiée par le World Watch Institute, organisme américain de recherche financé par des fondations privées et des organisations des Nations unies.

Rompant avec l'opinion jusqu'ici largement admise que les besoins futurs d'électricité ne pourront être satisfaits que par l'installation de nouvelles centrales, nucléaires ou au charbon, de plus en plus puissantes et seules capables de minimiser les coûts, M. Flavin souligne d'une part les difficultés énormes rencontrées depuis 1980 par les grandes sociétés de service électrique dans les pays occidentaux et, d'autre part, le développement de petites unités de production, notamment aux États-Unis, depuis la même date, de projets de petite taille mis en œuvre par des petites compagnies ou des industriels produisant leur propre électricité.

Ainsi, tandis que depuis 1980, outre-Atlantique, les annulations de projets de centrales nucléaires ou au charbon (102 au total) excèdent largement les commandes nouvelles (20 au total uniquement pour des unités au charbon), quelque 785 projets de petite taille, totalisant une capacité de 14 000 mégawatts, ont été enregistrés depuis dix ans, qui ont été enregistrés après la commission fédérale de contrôle de l'énergie. La plupart de ces projets nouveaux commenceront à produire d'ici quatre ans, permettant de satisfaire l'équivalent de deux années de croissance de la consommation américaine. Les bénéfices de ces unités, estimés à 22 à 23,5 centimes par kilowatt-heure charbon (22 à 23,5 centimes) contre 28 à 36,5 centimes pour le fonctionnement en base (c'est-à-dire, au maximum, soit de 8760 heures par an), l'équilibre entre les deux énergies s'établissant pour une durée d'appel de

d'électricité (énergie totale) ou par de petites sociétés privées créées pour exploiter des nouvelles sources d'énergie (géothermie, énergie éolienne, utilisation des déchets, etc.). Cette explosion de petites unités a été largement ignorée, voire combattue, par les sociétés de service électrique, sauf en Californie où les encouragements prodigués ont eu des résultats appréciables. Selon l'étude, cet Etat pourrait dès 1990 satisfaire 20 % de ses besoins d'électricité par ce biais.

Un invalide financier

Par contraste, la situation des grands producteurs d'électricité apparaît catastrophique. L'auteur rappelle le mot d'Irwin Stelzer, président du cabinet de consultants National Economic Research Associates affirmant que, « selon les critères habituels de la Bourse, l'industrie du service électrique est un invalide financier ». Ainsi la dette à long terme de ce secteur est passée de 42 milliards de dollars en 1972 à 125 milliards de dollars en 1983 aux États-Unis. Bien que la situation en Europe soit beaucoup moins détériorée, l'étude souligne qu'EDF, qui peut être considérée comme l'un des établissements les plus solides, n'en a pas moins accumulé une dette de 19 milliards de dollars. Cette crise générale dans le monde s'explique par plusieurs raisons : hausse du coût des combustibles traditionnels (fuel, gaz, charbon) ; ralentissement du progrès technique dans le secteur électrique ; contraintes croissantes des problèmes liés à l'environnement - qui ont accru les coûts des centrales à charbon et ralenti la construction des centrales nucléaires ; hausse des prix de l'électricité et croissance moins rapide que prévu de la consommation électrique (+ 2,3 % par an aux États-Unis de 1973 à 1983, + 3,5 % en France, + 2,5 % au Japon, + 2,4 % en RFA) ; escalation du taux d'intérêt, etc. En ce qui concerne le nucléaire, l'auteur souligne la dérive importante des coûts de construction, qui ont été considérablement réduits la compétitivité de cette source d'énergie par rapport à ses concurrents (charbon notamment). La hausse des coûts du nucléaire a atteint 11 % l'an aux États-Unis, 9 % en RFA, 6 % au Japon, 5 % en France. Les coûts du kilowatt-heure nucléaire sont donc inférieurs à celui du kilowatt-heure charbon (22 à 23,5 centimes contre 28 à 36,5 centimes) pour le fonctionnement en base (c'est-à-dire, au maximum, soit de 8760 heures par an), l'équilibre entre les deux énergies s'établissant pour une durée d'appel de

3 100 heures par an. Ces chiffres montrent néanmoins une perte de compétitivité du nucléaire, puisque en 1982 l'équilibre s'établissait pour une durée d'appel de 2 000 heures par an. En outre, le coût de l'électricité nucléaire étant très largement fonction de sa durée d'utilisation, quelques incertitudes planent sur la rentabilité du parc d'ici quelques années dans la mesure où le surcoût de production prévue par rapport à la consommation risque de réduire le taux d'utilisation de ce parc : la durée d'appel de la centrale marginale pourrait passer de 7 500 heures en 1984 et de 6 300 heures en 1985, le risque étant de voir ce chiffre tomber à 3 000 heures en 1990, ce qui rendrait les dernières centrales nucléaires installées moins compétitives que celles du charbon.

Le problème commun posé à tous les planificateurs du secteur électrique, estime en effet M. Christopher Flavin, peut être formulé en ces termes : « Comment gérer l'incertitude ? ». Les erreurs de prévisions concernant les consommations ont été importantes et lourdes de conséquences puisque, selon l'auteur, la plupart des compagnies ont aujourd'hui des excédents de capacité de 30 % à 50 %. Dans cette optique, les petites installations, de par leur souplesse, détiennent un avantage majeur. « Un projet de 30 mégawatts prendra trois fois moins de temps à être construit qu'un projet de 1 000 mégawatts, et si, dans l'avenir, la demande continue à croître, des unités supplémentaires peuvent être construites ». En outre, le financement de ces projets moins onéreux est infiniment moins lourd. « Même avec un coût unitaire plus élevé, ces petits projets et les dépenses d'entretien sont moins lourds, la demande tombant d'environ 75 000 mégawatts, soit l'équivalent de la capacité nucléaire installée.

Les sociétés de service électrique, loin de combattre ces initiatives, comme c'est le plus souvent le cas, devraient les encourager et tirer profit d'une tendance qui, de toute façon, se développera, assure l'auteur, qui conclut : « Le système de distribution électrique tel qu'il a été conçu au début du siècle dans la plupart des pays est tout simplement incapable de faire face au défi et d'offrir les opportunités d'aujourd'hui ».

VERONIQUE MAURIS.

(1) L'auteur cite entre autres Dow Chemical, la compagnie Scott (papier-carton) et la chaîne des restaurants Mac Donald's.

SOCIAL

OCCUPÉE DEPUIS DEUX SEMAINES

L'usine Gillette-France à Annecy a été évacuée sans incidents

Ocupée depuis le 10 décembre, l'usine Gillette d'Annecy - également siège social du groupe américain en France - a été évacuée, le 23 décembre au matin, par une compagnie de CRS alors qu'une trentaine de grévistes se trouvaient dans les locaux.

L'évacuation s'est déroulée sans incidents et, dans la matinée, le PDG de Gillette-France, M. Jacques Lagarde et les principaux cadres reprénaient possession de leurs bureaux. Un communiqué de la direction annonçait alors que les négociations avec les syndicats CFTD et CGC sur la réorganisation du travail, interrompues le 10 décembre, pourraient reprendre le 26 décembre à 14 heures « si les conditions de reprise du travail sont normales et si les droits fondamentaux sont respectés ».

L'origine de ce conflit s'explique par la volonté de la direction de ramener le nombre d'équipes de quatre à deux, sur les chaînes de production, notamment à l'occasion de négociations sur l'organisation du travail et les horaires. Compte tenu d'un climat particulier - M. Jean-Pierre Thoubans, le délégué syndical CFTD, est l'ancien directeur du personnel de l'entreprise - la menace d'un retour à une gestion sociale plus classique a provoqué la rupture des négociations puis l'occupation de l'usine qui emploie huit cents salariés. Un jugement en référé, le 18 décembre, ordonnait l'évacuation de l'usine avant le 21 décembre, ce que refusèrent les trois cent vingt grévistes, selon le syndicat CFTD.

M. Benazet, préfet, commissaire de la République de Haute-Savoie.

tenait une médiation et proposait l'ouverture des portes de l'usine et la reprise simultanée des négociations. Les grévistes ayant refusé, un délai de quarante-huit heures était encore donné avant que n'interviennent les forces de l'ordre. Selon M. Jean-Pierre Thoubans, le directeur de l'entreprise voudrait conduire une politique autoritaire et briser l'implantation syndicale. La CFTD a condamné l'attitude de la direction et celle du préfet commissaire de la République.

● Les licenciements à Creusot-Loire. - Les opérations de licenciements de 1 576 personnes sur 7 366, dans les neuf établissements ou secteurs de Creusot-Loire repris par Framatome et Usinor, commenceront le 27 décembre, a annoncé la CFTD, vendredi 21 décembre, au Creusot. De son côté, la CGT a déclaré qu'en ce qui concerne le licenciement du personnel « protégé » (mandatés, élus) des secteurs métallurgie et énergie, elle avait donné, lors des faits d'établissement, un avis défavorable, conforme à son avis de tout licenciement sur le site de Creusot-Loire. La CFTD s'est, quant à elle, abstenue de tout avis, faisant valoir que si une personne protégée n'était pas licenciée, une autre le serait à sa place.

Le Monde
NÉCESSAIRE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

CORRESPONDANCE

L'équilibre des régimes de retraites complémentaires n'est pas menacé

Nous avons reçu de MM. Antoine Fauchet et Emile Bourcier, respectivement présidents des conseils d'administration des caisses de régimes complémentaires de retraite ARRCO et AGIRC, la lettre suivante :

Des informations ont été données, notamment par un article récent paru dans *Le Monde* (le 12 décembre), au sujet des difficultés de financement des retraites complémentaires attribuées, par anticipation, entre 60 et 65 ans. Elles conduisent à accorder l'idée que les régimes de retraites complémentaires des salariés sont en déficit. Il n'en est rien, mais il est nécessaire qu'une information correcte et complète soit donnée à cet égard (...).

Après avoir abordé la situation antérieure au 1^{er} avril, les auteurs de la lettre en viennent à évoquer la décision du gouvernement d'abaisser l'âge de la retraite à partir de l'âge de cinquante ans et les conséquences pour les régimes de retraites conventionnels de l'ARRCO et de l'AGIRC.

Les organisations patronales et syndicales ont estimé que les régimes dont elles ont la responsabilité n'étaient pas en mesure de supporter l'accroissement de charges qui en résulterait, sans ressources supplémentaires ou réduction du montant des retraites. (...) Des négociations ont abouti à l'accord du 4 février 1983 qui a prévu la création d'un organisme, dit Structure financière, chargé de supporter le coût de la retraite complémentaire entre 60 et 65 ans, pour tous les salariés relevant de l'ARRCO et de l'AGIRC, remplissant les conditions prévues par l'ordonnance et désireux de bénéficier de ces mesures.

D'autre part, s'il était mis fin à

l'octroi de nouvelles pré-retraites, il fallait bien continuer à assurer le service des prestations en cours ainsi que la prise en charge des droits à retraite complémentaire acquis pendant les périodes de pré-retraite. (...)

Pour remplir ces deux missions, poursuivait MM. Fauchet et Bourcier, un montage financier a été prévu que notre article indiquait. Ils ajoutent : les partenaires sociaux et les pouvoirs publics ont fixé la durée d'existence de la Structure financière à sept ans, période au cours de laquelle les charges et les recettes devraient s'équilibrer.

Cependant, durant les premières années de fonctionnement de la Structure financière, celle-ci ne disposera pas de ressources suffisantes pour faire face à la fois au paiement des garanties de ressources et des retraites complémentaires servies entre 60 et 65 ans, alors que, par la suite, les ressources excéderont les dépenses prévues. En effet, la diminution des dépenses de garantie de ressources sera supérieure à l'accroissement des dépenses de retraites anticipées.

Il restait donc à résoudre un problème de trésorerie. D'où l'idée, retenue dès la conception du système et approuvée par M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, de faire émettre par la Structure financière un emprunt qui serait remboursé, par la suite, grâce aux excédents de recettes prévus au cours des dernières années de fonctionnement du système.

Telle est bien la situation. Il apparaît ainsi que, jusqu'à présent, ces régimes (ARRCO et l'AGIRC) ont avancé les fonds nécessaires à la liquidation anticipée des retraites à partir de 60 ans. Ils ne pourront plus continuer à le faire. La Structure

financière doit être en mesure de faire face à ses obligations. Il n'y a donc pas de déficit des régimes complémentaires de retraite, mais un déficit de trésorerie de la Structure financière, tel qu'initialement prévu.

Il est donc inexact de parler de difficultés croissantes de régimes de retraites complémentaires, à la suite de l'abaissement de l'âge de la retraite. Il est tout aussi inexact de considérer que le financement par le système mis en place conduit à une « redistribution à l'envers » comme d'aucuns le prétendent.

En effet, de 1983 à 1990, il a été prévu que les dépenses concernant les non-cadres pour deux tiers de leur montant, et les cadres pour un tiers, les recettes provenant dans la même proportion des uns et des autres.

Trois points doivent être précisés : 1) Si le titre qui accompagnait l'information publiée dans *Le Monde* de 12 décembre - « Difficultés croissantes pour le financement des retraites, vers un déficit des régimes complémentaires entre 60 et 65 ans », dans nos premières éditions : « Le financement des retraites en difficulté, déficit probable des régimes complémentaires entre 60 et 65 ans », dans nos dernières éditions portait à confusion, le texte lui-même ne permettait pas de conclure que les régimes de retraites complémentaires devaient connaître des difficultés croissantes. 2) L'objet de cet article concernait exclusivement la situation de la Structure financière mise en place pour supporter le coût de la cessation d'activité à 60 ans, et donc se substituer aux régimes complémentaires. Cette Structure financière doit supporter le déficit de trésorerie jusqu'en 1986 qui serait compensé par un excédent à son échéance, de 31 mars 1990. Toutefois, il semblerait que ces difficultés passagères, que

De plus, les cadres ne doivent pas être considérés comme privilégiés parce qu'ils utilisent aujourd'hui proportionnellement plus que les non-cadres la possibilité de partir à la retraite avant 65 ans. Cette situation résulte du fait que, au départ du nouveau système, la proportion des cadres en activité à 60 ans et plus était double de celle des non-cadres.

Quant au problème plus général de l'équilibre des régimes de retraites complémentaires du fait de la situation économique, il convient de constater qu'il a été, jusqu'ici, parfaitement maîtrisé par les partenaires sociaux et il n'est pas douteux que ceux-ci continueront à veiller avec vigilance à la réalisation des engagements qu'ils ont pris. Le problème de ces régimes n'est d'ailleurs pas différent de celui auquel les systèmes de base seront eux-mêmes confrontés.

recommandent les présidents de l'ARRCO et de l'AGIRC, sont des sous-estimations et doivent entraîner l'annulation d'un emprunt de 10 milliards de francs qui s'ajoutait à l'emprunt de 3 milliards de francs environ. Sur ce point, la lettre de MM. Fauchet et Bourcier fait silence. 3) A propos de la « redistribution à l'envers », les chiffres que nous avons cités correspondent à une projection des recettes et des dépenses de la Structure financière, en francs constants, établie jusqu'à la fin du premier trimestre de 1990. L'évaluation de ces sommes est conditionnée par le fait que les cadres utilisent proportionnellement plus que les non-cadres la possibilité de partir à la retraite avant 65 ans, ce que ne contestent pas MM. Fauchet et Bourcier. Dès lors, on peut croire que les cadres bénéficieraient davantage de la Structure financière alors que celle-ci est financée par une cotisation représentative de 2 % de la masse salariale qui est prélevée sur tous les salariés, cadres et non-cadres. - A. L.

ÉTRANGER

Le Ca sur les

Le Canada premier en mondial de produits... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

Le Canada premier en mondial de produits... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

Le Canada premier en mondial de produits... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

Le Canada premier en mondial de produits... (Texte partiellement visible et coupé à droite)

150

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SÉLECTION MOBILIÈRE DIVERSIFIÉE

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 19 décembre 1984 sous la présidence de M. Philippe Denis et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 25 septembre dernier.

Dividende

L'assemblée a décidé la distribution à compter du 21 décembre 1984 à 12 heures d'un dividende global de 14,48 F dont 1,58 F d'impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt).

Ce dividende se décompose de la façon suivante :

	Net	Impôt déjà payé au Trésor	Global
Revenus exonérés de l'impôt sur le revenu (*)	1,05	-	1,05
Revenus d'obligations françaises	7,63	0,50	8,13
Revenus d'actions françaises	1,11	0,75	1,86
Autres revenus	3,11	0,33	3,44
Total	12,90	1,58	14,48

(*) Les personnes morales possédant de l'impôt sur les sociétés bénéficient à raison des lots et primes de remboursement des obligations comprises dans cette rubrique d'un crédit d'impôt de 0,01 F.

— Les souscriptions et rachats jusqu'au 21 décembre à 12 heures seront effectués coupon attaché.
— Les souscriptions et rachats après le 21 décembre après 12 heures seront effectués ex-coupon.

SICAV AMI

Société d'investissement à capital variable

La première assemblée générale de la Sicav AMI, créée en février 1984, s'est tenue le 6/12/1984 à Strasbourg.

Plus de trois cents personnes, actionnaires et épargnants intéressés, ont participé à cette réunion, fait exceptionnel dans l'histoire de la Sicav, dont la clientèle n'a pas coutume d'assister massivement aux assemblées générales.

A la clôture de l'exercice (28/09/1984), soit au terme de sept mois d'existence, AMI a enregistré une valorisation de 9,15 % à fin novembre, elle se situait à plus de 12 %, ce qui correspondait à un taux de valorisation annuel de 16 %.

Dans son allocution, M. Claude Zeller, président de la Sicav AMI et directeur de Rhin & Moselle, souligne l'originalité de la Sicav AMI : son caractère régional et à ses membres fondateurs, à ses clients, à sa gestion et à ses investissements.

CESSATION DE GARANTIE

La CGIB - Banque pour la Construction et l'Équipement, 142, boulevard Malesherbes - 75017 Paris, informe le public que la garantie dont bénéficie la S.A. TECHNIQUES ET SERVICES - 53, rue Decamps - 75016 Paris, pour son activité de : Transmissions par immeuble et fonds de commerce visés par la loi du 2 janvier 1970, cessera conformément à l'article 44 du décret du 20 juillet 1972, au plus tôt le 31 décembre 1984 ou trois jours francs après la publication du présent avis et le terme de ce délai est postérieur à la date du 31 décembre 1984.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au Siège de la CGIB - Banque pour la Construction et l'Équipement, dans les trois mois de cette inscription.

Le Carnet des Entreprises

INTERNATIONAL PUBLIC RELATIONS ASSOCIATION (IPRA) SOCIÉTÉ ANGIÉRINE D'ENTREPRISES (SAE)

Lors du dernier conseil d'administration 1984 de la Société angérine d'entreprises (SAE), qui s'est tenu le 21 décembre au Cercle alsacien à Paris, une communication de M. Georges Gachet, administrateur de la SAE, HEC 62, Master of Sciences in Public Relations de la Boston University School of Public Communication et ingénieur-conseil en informatique, a fait connaître à l'auditoire l'élection à la dignité de Membre Emeritus de l'International Public Relations Association (IPRA) du président-directeur général de la SAE,

M. CLAUDE CHAPEAU,

également responsable des RP de cette société. L'IPRA, dont le siège est à Genève, est une association internationale qui regroupe les professionnels en relations publiques et communication de nombreux pays et bénéficie du statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO.

M. Claude Chapeau, coopté à l'IPRA en 1957, fait actuellement partie, à titre personnel, du Comité de Relations with International Bodies de cette association, comité dont le chairman est M. Alain Modoux, chef du département information du Comité international de la Croix-Rouge - CICR - de Genève.

A ce jour, onze Membre Emeritus ont été élus par le Conseil international de l'IPRA.

SAE
4, place de l'Église
F-45380 La Chapelle-St-Martin

IPRA
10, rue du Conseil-Général
CH-1205 Genève

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.

ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL et autres langues

Cours extensifs en petits groupes

Séance de janvier 1985

Prix par trimestre, TTC : 2710,40 F

Les inscriptions sont ouvertes :

LANGUAGE STUDIES
350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS
PRENDRE RENDEZ-VOUS POUR TEST AU 280-53-70.

TELEX PARTAGE

ETRAVERSÉE TELEX - 347.21.32

ÉTRANGER

Le Canada allège les contrôles sur les investissements étrangers

Montréal. — Les milieux d'affaires américains ont réagi avec enthousiasme à l'annonce du gouvernement fédéral qui, depuis dix ans, filtrait les investissements étrangers en fonction des « intérêts nationaux ».

Coup sur coup, début décembre, le nouveau gouvernement conservateur élu avec une très forte majorité à la Chambre des communes, le 4 septembre, a annoncé la suppression de l'Agence de contrôle des investissements étrangers (FIRA) et s'est engagé à revoir « les règlements, subventions et interventions de toute sorte, qui sont devenus autant d'obstacles majeurs à la croissance du secteur privé ».

Dans une allocution prononcée le 10 décembre, à New-York, devant les personnalités de l'Economic Club, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a annoncé que son pays « ouvrait à nouveaux ports aux affaires ».

C'était le message que les Américains attendaient depuis longtemps, et ils n'ont pas ménagé leurs applaudissements au porteur de la bonne nouvelle.

Les milieux d'affaires américains n'avaient jamais accepté la création de l'Agence, en 1974. Pour eux, le Canada était et reste un prolongement naturel de leurs marchés et de leurs zones d'intervention économique (70 % du commerce extérieur canadien se fait avec les États-Unis). Ils ne pouvaient tolérer d'être soumis aux mêmes règles que les investisseurs européens ou japonais.

De quel droit, disaient-ils, le gouvernement canadien s'ingère-t-il dans les affaires du secteur privé ? Le gouvernement libéral de M. Trudeau avait décidé de créer une Agence de contrôle des investissements étrangers afin de préserver l'indépendance de l'économie canadienne. Indépendance toute relative.

• Vers un renforcement des liens avec le Japon. Le ministre canadien des affaires étrangères, M. Joe Clark, s'est entretenu de sa visite au Japon, destinée notamment à inciter son deuxième partenaire commercial, après les États-Unis, à investir au Canada et à y apporter sa technologie. Les échanges bilatéraux se sont élevés en 1983 à 9,14 milliards de dollars canadiens et devraient atteindre 12,6 milliards cette année.

La balance, jusqu'à présent favorable au Canada, devrait toutefois se dégrader pour la première fois en 1984 en faveur du Japon. Ottawa espère maintenir ses exportations de charbon au Japon (830 millions de dollars en 1983) et vendre des réacteurs nucléaires. — (AFP.)

• Le Canada premier exportateur mondial de produits de la pêche. — Le Canada s'est classé en 1983, comme lors des six années précédentes, au premier rang, en valeur, des exportateurs de produits de la pêche, à l'indiqué le 8 décembre à Ottawa le ministre des pêches, L'année dernière, malgré une baisse de 2 %, les exportations canadiennes se sont élevées à 1,6 milliard de dollars, soit près des trois quarts de la valeur totale de cette industrie. Les principaux clients du Canada sont les États-Unis (62 % des exportations totales), la CEE (16 %) et le Japon (12 %). — (AFP.)

De notre correspondant

En fait, puisque, en 1973, près de 60 % de l'industrie canadienne et 75 % de la production d'hydrocarbures (le Canada est un exportateur net de pétrole) étaient contrôlés par des intérêts étrangers, américains pour l'essentiel.

L'Agence avait une fonction bien précise : s'assurer que les prises de contrôle de sociétés canadiennes par des capitaux étrangers se faisaient dans l'intérêt du Canada. La création de cette agence gouvernementale, même si elle était inacceptable pour les chantiers de la libre entreprise, ne constituait pas en soi un obstacle pour les investissements et les prises de contrôle, dont la plupart (90 % en moyenne) étaient autorisés après examen.

Les milieux d'affaires français, allemands ou américains reprochaient surtout à l'Agence ses lenteurs et ses demandes incessantes de renseignements. En annonçant son abolition, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, M. Sinclair Stevens, a tourné en dérision certaines enquêtes qui coûtaient parfois plus cher à l'entreprise que l'investissement projeté.

La FIRA sera donc remplacée par une nouvelle agence : *Investment Canada*, dont la fonction essentielle sera d'attirer des capitaux étrangers. Cette agence gouvernementale, dont la création sera sans doute approuvée au début de 1985 par la Chambre des communes, conservera toutefois certaines attributions de la FIRA.

Elle n'aura plus aucun pouvoir pour décider du bien-fondé des investissements étrangers, qui seront automatiquement acceptés, sauf pour les activités touchant le patrimoine culturel du Canada ou l'identité nationale (édition, distribution de films, etc.). Dans ce dernier cas, l'Agence vérifiera si les investisseurs proposés ne vont pas à l'encontre des politiques gouvernementales dans ce domaine.

L'Agence n'aura plus son mot à dire sur les prises de contrôle portant sur des entreprises dont les actifs sont inférieurs à 5 millions de dollars canadiens (environ 35 millions de francs). Au-delà de cette limite, elle étudiera la demande en fonction de critères plus souples qu'autrefois. L'investissement devra apporter un « bénéfice net » pour le Canada et avoir un effet positif sur le plan de la « compétitivité internationale ». Le gouvernement disposera de soixante-quinze jours au maximum pour annoncer sa décision, alors que la FIRA pouvait laisser traîner les dossiers indéfiniment.

A Washington, le département d'État a salué aussitôt « cette étape positive » en prenant la peine de publier un communiqué. Le premier ministre canadien espère que ses manifestations de bonne volonté seront payées de retour, en particulier par la suppression des barrières tarifaires qui gênent certains exportateurs canadiens. « Si j'étais président des États-Unis, s'il est déclaré à la Chambre des communes, je ne réveillerais tous les matins en me disant qu'est-ce que je peux faire pour le Canada aujourd'hui, puis-je avoir... »

Tout n'est pas réglé pour autant entre le Canada et les États-Unis.

Les milieux d'affaires américains regrettaient qu'Ottawa ait cru bon de conserver un droit de regard sur les investissements étrangers. Ils déplorent en outre le refus du gouvernement canadien de s'engager à abolir purement et simplement le programme énergétique mis en place par M. Trudeau en octobre 1980. Ils reprochent à cette politique, qui a permis de « canadianiser » partiellement le secteur énergétique d'être « discriminatoire » à l'égard des entreprises étrangères.

BERTRAND DE LA GRANGE.

En Grèce

LE PROJET DE BUDGET PRÉVOIT DE TRÈS FORTES AUGMENTATIONS D'IMPÔTS

En Grèce, le projet de budget de l'État pour 1985 prévoit de lourdes augmentations des impôts directs (+ 43,8 %) et indirects (+ 26,1 %), comportant notamment la création d'une taxe sur les voyages à l'étranger.

Adopté à la fin de la semaine dernière par le Parlement, ce projet établi par la majorité socialiste, qui entre dans la dernière année de sa législature, prévoit des dépenses (+ 27,4 %) et des recettes (+ 29,6 %) à forte augmentation. Les investissements publics progressent de 26,5 %. Le budget de la défense augmente quant à lui de 19,1 %.

Ce budget est caractérisé notamment par un déficit de 454 milliards de drachmes (1 F = 13 drachmes), soit 10,2 % du produit national brut. — (AFP.)

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• Assurance-auto : + 3 à 4 % en 1985. — Les tarifs d'assurance automobile augmenteront en moyenne de 3 à 4 % en 1985, indique la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). La modulation de cette augmentation, qualifiée de « très raisonnable » à la FFSA, s'explique notamment par la diminution du nombre d'accidents, le redressement de la branche auto-mobilière et la stabilisation de la taxe automobile. En 1984, les primes avaient, en moyenne, augmenté de 14 %, après 11,5 % en 1983. Cette hausse moyenne prend à la fois en compte l'évolution de l'assurance-responsabilité civile (obligatoire) et celle de la garantie-dommages.

• ATT se dit prêt à fabriquer des puces informatiques géantes. — Le grand groupe américain des télécommunications et de l'informatique, ATT, a annoncé, le 21 décembre, que ses laboratoires Bell avaient mis au point une puce informatique capable de stocker plus d'un million d'unités d'information, qui pourrait être produite industriellement dans environ un an. ATT n'est pas le premier fabricant informatique à annoncer la mise au point d'une puce d'une capacité d'un mégabit (unité qui mesure la puissance). Mais aussi bien IBM, Moser Corp., Fujitsu ou Hitachi, qui ont déjà fabriqué des puces d'un million de bits, ont indiqué qu'il s'agissait de prototypes expérimentaux, dont la production en série ne pourrait pas commencer avant plusieurs années. — (AFP.)

• Les quatre premiers Airbus livrés à Pan Am. — La première étape du programme de livraison d'avions Airbus à la compagnie américaine Pan Am est réalisée, avec la livraison des quatre premiers Airbus A-300-B4, a déclaré le 22 décembre, à Toulouse, M. Pierre Pailleret, directeur commercial d'Airbus Industrie. Ces premiers appareils ont été intégralement payés par la société américaine de leasing qui en est propriétaire et qui les loue à la Pan Am, pour la somme de 160 millions de dollars. Huit A-300-B4 et quatre A-310-200 supplémentaires seront fournis à la Pan Am avant la fin du premier semestre de 1985, pour un montant de 680 millions de dollars. — a-t-il ajouté. M. Pailleret, a affirmé que les négociations s'étaient déroulées dans l'esprit de la lettre d'intention signée le 11 septembre dernier par la société américaine (le Monde du 15 septembre).

• Les frères Willot et Boussac. — Les frères Willot ont « réussi leur retour » dans le groupe Boussac-Saint Frères, après la reprise de celui-ci par Perinel, a estimé la fédération CGT du textile. Ce sont « en fait les Willot qui ont imposé leur retour, qui ont été de leurs amis, et qui leur ont promis de deux jours dans le groupe, pas forcément sur le devant de la scène », a déclaré, le 21 décembre, M. Christian Larose,

AGRICULTURE

LE PARI MUTUEL URBAIN SE DOTE D'UNE STRUCTURE JURIDIQUE

Vendredi 21 décembre s'est tenue l'assemblée constitutive du groupement d'intérêt économique du PMU. Il est constitué par toutes les sociétés de courses, avec la représentation à titre consultatif des salariés de ce secteur (1). Y participent également les représentants de l'État et du Service des haras, ainsi que deux personnalités nommées pour leur compétence, l'une dans le domaine informatique, l'autre, dans le domaine des jeux. Cette réforme a été initiée par un décret du 4 mars 1983 qui modifiait profondément le fonctionnement du secteur des courses. Il prévoit notamment que les sociétés de courses seront désormais dirigées par des administrateurs élus et d'autres désignés, alors qu'il n'y avait auparavant que des cooptations.

Cela permet d'ouvrir les conseils plus largement aux propriétaires, comme aux éleveurs et aux jockeys. Quant au PMU lui-même, c'est une affaire qui réalise un chiffre d'affaires de 27 à 28 milliards de francs et qui était sans existence juridique, puisqu'il ne s'agissait que d'une association de fait. Une assemblée générale sera convoquée sans doute en janvier pour l'élection du président et du directeur, qui devront être agréés par les pouvoirs publics. La mise en place de cette réforme, ainsi, semble-t-il, que la concurrence qui existe entre le Loto national et le PMU pour contrôler le futur Loto sportif ne sont pas étrangères à la remontée en surface d'anciennes querelles relatives à la gestion du PMU.

(1) On estime à plus de 100 000 le nombre d'emplois concernés par le secteur des courses de chevaux, du PMU et des Sociétés de courses.

Conjoncture

• Construction : baisse des mises en chantier. — Le nombre de mises en chantier de logements a chuté de 16,6 % au cours des trois premiers trimestres de 1984 par rapport à la même période de 1983 : 200 800 logements commencés contre 241 100. Les maisons individuelles ont moins baissé (- 13,9 %) que les logements en immeubles collectifs (- 22,3 %). Ces chiffres sont fournis par la direction des affaires économiques et internationales du ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports.

Étranger

ÉTATS-UNIS

• Forte progression des commandes de biens durables. — Les commandes américaines de biens durables ont augmenté de 8,8 % en novembre, soit la plus forte progression depuis septembre 1980 (8,5 %), pour atteindre 104 milliards de dollars. Sans les commandes militaires, ces commandes se sont néanmoins accrues de 3,3 %. Tout compris, les commandes de machines ont augmenté de 5 % pour se situer à 33,2 milliards de dollars ; celle de matériel de transport de 29,1 %, surtout du fait de la défense. Pour leur part, les livraisons de biens durables ont progressé de 1,6 %, à un record de 102,1 milliards, et les commandes en stock représentaient, fin novembre, 346,3 milliards de dollars, en hausse de 0,6 %. — (UPI.)

Monnaies

AUGMENTATION DES RESERVES DE CHANGE DE LA FRANCE EN NOVEMBRE. — Les avoirs de change de la France s'élevaient fin novembre à 449,6 milliards de francs, en augmentation de 889 millions de francs par rapport au mois précédent et de 23,97 milliards de francs par rapport à novembre 1983.

RECTIFICATIF. — Une inversion de chiffres a modifié les nouveaux barèmes de prestations familiales (le Monde du 22 décembre). L'allocation aux vieux travailleurs salariés sera égale à 12640 F par an (1053,33 F par mois) et l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité sera de 17000 F par an (1416,66 F par mois).

« ANALYSES DE SECTEURS »

Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur :

L'INDUSTRIE MONDIALE DES SEMI-CONDUCTEURS

Le marché mondial des semi-conducteurs double tous les cinq ans, porté essentiellement par les ventes de circuits intégrés, mais cette croissance est très irrégulière. Après la crise des années 1981-1982, reliée à la baisse du marché de l'électronique de loisirs, les experts prévoient de nouvelles difficultés avec une baisse de la demande en 1986-1987 qui pourrait être de moindre ampleur du fait de l'élargissement de l'éventail des secteurs au sein du marché mondial tend à s'affirmer (46 % en 1983, 50 % en 1988). Elle est encore plus marquée (70 % du marché mondial) au niveau des équipements de fabrication et de test, secteur éminemment stratégique.

Les axes de développement de l'industrie sont :
— Les nouveaux matériaux (arséniure de gallium) ;
— Les nouvelles méthodes de conception et de fabrication (CAO, technologie submicronique...) ;
— Les nouvelles relations entre concepteurs, producteurs et clients (circuits à la demande) ;
— Le fort potentiel de certaines applications (systèmes digitaux de télécommunication, ordinateurs de la cinquième génération, systèmes de contrôle industriel...).

Les trois principaux plans de soutien à l'industrie micro-électronique se sont développés : le MITI au Japon et programme ESPRIT dans la Communauté européenne) répondent à ces préoccupations de manière intégrée.

L'analyse d'une soixantaine d'entreprises américaines, japonaises et européennes productrices de semi-conducteurs et d'équipements a mis en relief les aspects suivants :
— Effort de R et D et d'investissement ;
— Choix stratégiques en matière de produits et d'alliances internationales ;
— Principaux indicateurs économiques et financiers dans le contexte des années de crise (1981 et 1982) et des années de reprise (1983 et 1984).

Le prix de cette étude est de 8 500 F HT - 9 095 F TTC
Cette étude est disponible à DAFSA,
7, rue Bergère, 75009 PARIS - Tél. : 233-21-23

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. «Viesques du Kremlin», par Thomas Ferrand; «Les punks et les cadres», par Jean-Paul Aron.

ÉTRANGER

34. EUROPE

- MALTE: M. Dom Mintoff démissionne de ses fonctions de premier ministre au profit de M. Borsini.

5. ASIE

5. AFRIQUE

POLITIQUE

6. La politique sur la Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

7. Une crèche menacée de fermeture à Paris.

- L'égalité des chances pour les filles à l'école.

- M. Christian Goudineau inaugure la chaire des Antiquités nationales au Collège de France.

SPORTS

8. FOOTBALL: les élections à la Fédération française.

- BASKET-BALL: les Français trop en dessous du panier.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

9 à 12. L'activité économique en 1984.

CULTURE

13. THÉÂTRE: l'Heureux Stratégème, de Marivaux, à Strasbourg.

- EXPOSITIONS: les trente ans de la galerie Gaeul.

15. COMMUNICATION - VU: les biaux jours de Carney.

ÉCONOMIE

18. ÉNERGIE: selon une étude d'experts américains, l'avenir est aux micro-centrales électriques.

19. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS

- SERVICES (16): Météorologie; Mots croisés; «Journal officiel».

- Annonces classées (17); Carnet (7); Programmes des spectacles (14-15); Marchés financiers (19).

LE DERNIER LINGOT

L'acier a coulé pour la dernière fois, le samedi 22 décembre au matin, à Cockerill-Hautmont, près de Maubeuge (Nord). L'atelier de fonderie a été fermé à 6 heures du matin, après la production d'un dernier lingot, dans l'acierie en liquidation de biens depuis un peu plus d'un an et dont la cessation d'activité a été décidée le 27 novembre.

L'arrêt de la fonderie, qui entraîne la suppression de 90 emplois, n'est que la première étape du processus qui doit aboutir, d'ici au 31 février, à la fermeture totale de l'usine, filiale du groupe belge Cockerill-Sambre, qui employait 548 salariés. A 6 h 15, samedi matin, le sirène de l'usine a annoncé la fermeture de la fonderie. En fin d'après-midi, elle rugissait, toujours en signe de deuil.

Tous les projets de reprise ont jusqu'à maintenant échoué. Mais un industriel, M. Patrice Ringrave, PDG de la Société d'applications métallurgiques et mécaniques de La Plaine-Saint-Denis, vient de proposer à certaines conditions de créer quelque 400 emplois dans la région. Il prévoit la création d'une fabrique de coupes sportives et de médailles, d'une entreprise de récupération de métaux précieux et d'un autre atelier spécialisé dans le repoussage des métaux.

Le numéro du « Monde » daté 23-24 décembre 1984 a été tiré à 408 352 exemplaires.

L'ATREILLE

SOLDES ANNUELS à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél: 329.44.10
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

A B C D E F G H

La convention fiscale franco-suisse dans l'impasse

De notre correspondant

Berne. — Que va faire le Conseil des Etats (chambre haute) après le refus du Conseil national (chambre basse) il y a une dizaine de jours (le 13 décembre) de ratifier le projet de la convention de double imposition entre la Suisse et la France?

Dès sa signature, en avril 1983, à Paris, l'avenant à la convention franco-suisse de double imposition de 1966-1969 avait soulevé de vives critiques dans les milieux intéressés. Les adversaires de ce projet craignent notamment de voir le fisc français frapper le revenu et la fortune de personnes domiciliées en Suisse et propriétaires d'une résidence secondaire en France, en vertu de l'impôt sur les grandes fortunes. Ils contestent également l'application de cet impôt aux citoyens belges résidant en France. Autre point litigieux: le principe français du reversement de la charge de la preuve, selon lequel le contribuable est tenu de fournir la preuve de son innocence.

Dans un message complémentaire adressé le 30 juillet dernier au Parlement, le gouvernement suisse s'était déjà efforcé d'apaiser les esprits. Il avait également fait valoir que cet accord apporterait certains avantages aux cantons frontaliers, Paris s'étant engagé à leur rétrocéder une partie de l'impôt prélevé sur les revenus des ressortissants français travaillant en Suisse. Dans son intervention devant les députés, M. Stich les avait avertis qu'un rejet aurait « surtout des conséquences néfastes. Parmi les premiers touchés, a-t-il ajouté, figurent les entreprises et investisseurs suisses en France menacés de double imposition ». Il avait aussi rappelé que la Confédération suisse avait signé des accords similaires avec la République fédérale d'Allemagne et l'Autriche.

Mais ces arguments n'ont pas suffi à renverser la vapeur. L'avenant a été approuvé par la gauche et en général par les représentants des cantons limitrophes qui en auraient bénéficié. En revanche, il a été refusé par la plupart des députés de droite et du centre de Suisse allemande, qui ont saisi l'occasion de manifester leur mauvaise humeur à l'égard de certaines pratiques des douanes et du fisc français.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

[La convention fiscale franco-suisse de 1968, qui en principe vise à éviter les doubles impositions, doit être modifiée pour prendre en compte l'existence de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF). Les Suisses résidant en France, au sens du Code général des impôts, sont taxés sur l'ensemble de leur fortune, avec

cette restriction que les sommes déjà versées en Suisse au titre de même impôt viennent en déduction de l'IGF (la déduction se fait impôt sur impôt).

Nos voisins s'inquiètent de certaines dispositions spécifiques de l'accord et notamment celle-ci: des personnes qui, d'après la convention, sont considérées comme résidant en Suisse, pourraient être soumises à l'impôt en France, comme si elles y étaient domiciliées, à cette réserve que le fisc français déduirait les impôts déjà payés en Suisse sur le revenu et la fortune, pour éviter une double imposition. Les Suisses ayant des maisons ou des appartements en France (ils sont vingt mille environ) se sont sentis visés par ce dispositif qui, en fait, ne les concerne pas. Le problème — techniquement — porte sur des définitions différentes, en France et en Suisse, de la notion de « foyer d'habitation ».

D'autre part, cinquante-cinq mille Français travaillent chaque jour en Suisse, tout en habitant en France. La moitié environ travaillent à Genève, où ils sont imposés sur leur revenu; Genève reverse une partie du produit de ces impôts aux communes françaises où habitent les salariés. Les autres travailleurs frontaliers sont imposés uniquement en France. L'accord prévoyait un reversement partiel (40 % environ) à la Suisse de l'impôt sur le revenu des travailleurs frontaliers français.]

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT EN GRANDE-BRETAGNE

Les mineurs devront demander la permission

De notre correspondant

Londres. — « C'est le plus beau cadeau de Noël que l'on puisse faire aux familles », vient de déclarer à Londres M^{rs} Victoria Gillick, après avoir obtenu gain de cause devant la cour d'appel. M^{rs} Gillick, catholique, mère de dix enfants, fait campagne contre une circulaire du ministère de la santé autorisant les médecins à ne pas prévenir dans certains cas les parents quand ils apportent leur assistance à des mineurs de moins de seize ans, qu'il s'agisse de contraception ou d'avortement. Après un long débat juridique qui continue de soulever de très vives polémiques en Grande-Bretagne, la cour d'appel a estimé que les conseils médicaux datant de 1980 n'étaient pas conformes à la loi, bien que celle-ci soit assez imprécise sur ce sujet, et bien qu'elle donne libre cours à diverses interprétations.

La cour a cependant reconnu que celle qui, au début de l'année, lui avait permis, après une tentative « manquée » de prise de contrôle de la Gulf — finalement rachetée par Chevron — de réaliser un profit de quelque 780 millions de dollars (7,4 milliards de francs). Elle n'a mérité pas moins d'explication. La technique est la même. Phase 1: M. T. Boone Pickens achète en Bourse à bas prix un paquet d'actions d'une compagnie

EN ISRAËL

Les services de sécurité ont déjoué un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis

De notre correspondant

Jérusalem. — Les services de sécurité israéliens ont déjoué au début de ce mois un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Tel-Aviv. Cette information, strictement censurée pendant trois semaines, a été confirmée par la police dimanche 23 décembre.

Les six auteurs présumés de cette attaque avortée sont des travailleurs journaliers arabes originaires de la bande de Gaza. Quatre d'entre eux ont été arrêtés le 2 décembre, jour retenu pour l'attentat. Les deux autres furent appréhendés le lendemain. Tous sont passés aux aveux, en précisant qu'ils avaient agi de leur propre initiative et sans l'appui d'aucune organisation hostile à l'Etat d'Israël. La police, qui corrobore la version des suspects, a trouvé à leur domicile des armes et des explosifs.

La tentative d'attentat avait été soigneusement préparée. Ses auteurs surveillaient pendant plusieurs jours les allées et venues près de la chancellerie et étudiaient le dispositif de protection du bâtiment américain. Après les attaques contre les

ambassades américaines à Beyrouth et à Koweït, un mur de béton avait été érigé autour de celle de Tel-Aviv. Au moment de commettre leur forfait, les terroristes, dissuadés par la présence sur les lieux de nombreux soldats, préférèrent rebrousser chemin.

Bien que la justice ait maintenu un « black out » total sur cette affaire, le Washington Post en a eu vent, au cours d'une conversation avec... le ministre de la police, M. Haim Bar-Lev et l'a, bien sûr, révélée. Le journal israélien Maariv a fait de même, détails à l'appui. D'où la colère du magistrat chargé du dossier qui a menacé le quotidien de poursuites judiciaires. L'affaire étant devenue un secret de Polichinelle, le tribunal a levé dimanche son interdiction. La presse reste toutefois tenue de ne publier aucune information susceptible de faciliter l'identification des suspects. M. Bar-Lev a fait dimanche, quant à lui, un rapport complet sur cette affaire à ses collègues du gouvernement.

J.-P. LANGELLIER.

En Ethiopie

LES AIDES INTERNATIONALES AUX VICTIMES DE LA FAMINE SE MULTIPLIENT

Les aides internationales en faveur des populations éthiopiennes frappées par la famine se multiplient: les Etats-Unis ont ainsi décidé de faire parvenir une aide d'urgence aux réfugiés qui sont installés dans des camps dans l'est du Soudan. Le premier chargement, qui devait arriver dimanche à Kassala, est composé de réservoirs d'eau, de tentes et de 4 500 couvertures. 100 000 doses de vaccin contre la rougeole et 100 000 tonnes de sorgho doivent être également acheminées. En Grande-Bretagne, un élan de solidarité a permis de rassembler 25 millions de livres sterling (environ 290 millions de francs) pour lutter contre la famine en Ethiopie. Le gouvernement britannique a pour sa part consacré 10 millions de livres à l'aide de la population éthiopienne. D'autre part, le Fonds des pays du Golfe pour l'aide aux programmes de développement de l'ONU (AGFUND) a décidé d'acquiescer 75 000 dollars sous forme d'aide médicale et pharmaceutique. L'AGFUND versera également 75 000 dollars à chacune des organisations suivantes: UNICEF, Comité international de la Croix-Rouge et UNDRP (Office des Nations unies pour le secours aux victimes des catastrophes naturelles).

Le ministre ouest-allemand de la coopération économique, M. Jürgen Warnke, a d'autre part, vivement critiqué le gouvernement d'Addis-Abeba, indiquant: « L'étendue de la catastrophe serait bien moindre si le gouvernement avait utilisé ses capacités portuaires pour l'acheminement de produits alimentaires durant le premier semestre de cette année et non pour la préparation du 10^e anniversaire de sa révolution. » (AFP, AP.)

Dans l'Utah

VINGT-CINQ MORTS ET DEUX DISPARUS DANS L'INCENDIE D'UNE MINE DE CHARBON

Orangeville (AFP, Reuter). — Après trois jours et trois nuits de recherches, les sauveteurs ont retrouvé vingt-cinq corps dans la mine de charbon d'Orangeville, dans l'Utah, où un incendie s'était déclaré mercredi. Vingt-sept personnes, dont une femme, se trouvaient au fond lorsque le feu s'est déclaré. Les sauveteurs estiment qu'il n'y pas de survivants, a déclaré M. Robert Henrie, porte-parole de la Utah Power and Light, la compagnie exploitante de la mine. Au moment de l'accident, plusieurs responsables de la Utah Power and Light, dont le directeur de la mine, se trouvaient dans le gisement aux côtés d'une équipe de mineurs qui s'efforçaient de battre un record de production journalière.

L'accident, le plus grave depuis celui qui avait causé la mort, en 1972, de quatre-vingt-onze personnes dans une mine d'argent de l'Idaho, a été apparemment provoqué par la surchauffe d'un tapis mécanique servant à l'évacuation du charbon.

UN RESSORTISSANT AMÉRICAIN RÉCLAMÉ PAR L'AUTRICHE POUR TRAFIC D'ARMES

Un ressortissant américain, M. James Megis, cinquante et un ans, est actuellement détenu en France à la prison de Fleury-Mérogis, en exécution d'un mandat d'arrêt international lancé à la demande de l'Autriche qui réclame son extradition.

Selon les autorités autrichiennes, M. Megis est impliqué dans une affaire de fourniture d'armes à la représentation diplomatique libyenne à Vienne, qui remonte au mois d'octobre.


M. Megis avait gagné la Grande-Bretagne où il fut interpellé le 28 novembre par la section antiterroriste de la police britannique avant d'être relâché à sa demande vers la France, le 5 décembre. A son arrivée à Orly, il fut arrêté de nouveau par la police de l'air et des frontières et écroué.

Il appartenait à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de donner son avis sur la demande d'extradition autrichienne.

A Europe 1

REPRISE EN MAIN DE L'INFORMATION PAR M. PHILIPPE GILDES

A Europe 1, les médiocres résultats du dernier sondage du Centre d'études des supports de publicité (17,2 %) semblent avoir jeté un certain trouble. M. Philippe Gildes, directeur d'antenne, a annoncé vendredi 21 décembre son intention de participer désormais aux conférences de rédaction à partir de janvier (il est parti en Afrique pour les fêtes). Cela pourrait prélever à une reprise en main de la direction de l'information. Dans cette hypothèse, M. Ivan Levat, directeur de la rédaction depuis juin 1983, ne manquerait pas de se sentir contesté dans ses fonctions. Il pourrait même présenter sa démission.



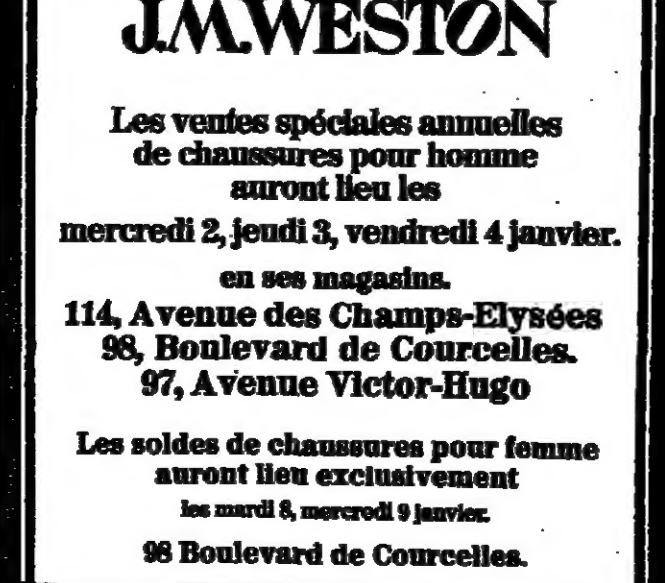
BAUME & MERCIER
GENEVE 1830

Piviera

montre pour Dame,
brassier bicolore
or et acier, lunette
en or 18 carats
étanche - mouvement
à quartz ultra-plet

FF 8750.-

Aldebert
16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot



J.M. WESTON

Les ventes spéciales annuelles de chaussures pour homme auront lieu les

mercredi 2, jeudi 3, vendredi 4 janvier.

en ses magasins.

114, Avenue des Champs-Élysées
98, Boulevard de Courcelles.
97, Avenue Victor-Hugo

Les soldes de chaussures pour femme auront lieu exclusivement les mardi 5, mercredi 6 janvier.

98 Boulevard de Courcelles.

Italie sous de l'att

logique un crime

Le terrorisme « rouge » a été éliminé, grâce notamment à l'utilisation des « sparis » et à l'apparition de la génération de magistrats expérimentés qui ont su pallier les insuffisances ou les lâchetés des services « supports ». Cette force est de reconnaissance internationale. Elle a été mise au point par les services italiens. Elle est au cœur des opérations antiterroristes. Elle a été mise au point par les services italiens. Elle est au cœur des opérations antiterroristes.